



Mise en perspective de trente ans d'évolution par les chercheurs

Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► To cite this version:

Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Mise en perspective de trente ans d'évolution par les chercheurs. Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme. La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2020, La Documentation française, pp.33-111, 2020, 9782111573291. hal-03372992

HAL Id: hal-03372992

<https://hal.science/hal-03372992>

Submitted on 11 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 1.1.2

**MISE EN PERSPECTIVE
DE TRENTE ANS D'ÉVOLUTION
PAR LES CHERCHEURS****(Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat,
Vincent Tiberj, Tommaso Vitale)**

Depuis 2000, quatre chercheurs, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale, rejoints cette année par Yuma Ando, contribuent, par leur expertise solide et reconnue sur ces questions, aux rapports de la CNCDH. La qualité de leurs analyses et de leur recherche soutient et nourrit le regard de la CNCDH, dans un dialogue riche, étroit et ancien.

Nonna Mayer, directrice de recherche émérite du CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) de Sciences Po, a présidé l'Association française de science politique de 2005 à 2016. Elle dirige la collection «Contester» aux Presses de Sciences Po, consacrée aux transformations des répertoires d'action collective. Ses champs de recherches sont la sociologie des comportements politiques, le racisme et l'antisémitisme, l'extrémisme de droite, et l'impact politique des inégalités et de la précarité sociale.

Guy Michelat, directeur de recherche émérite du CNRS, au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), a axé ses recherches sur les relations entre attitudes et comportements politiques et religieux, sur l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme.

Vincent Tiberj est professeur des universités et chercheur associé au Centre Émile-Durkheim (CED) de Sciences Po Bordeaux. Il est spécialisé dans les comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis et la psychologie politique, et ses travaux portent sur les modes de raisonnement des citoyens «ordinaires», la sociologie politique des inégalités sociales et ethniques, la sociologie de l'immigration et de l'intégration, l'explication du vote et les méthodes quantitatives.

Tommaso Vitale est *Associate Professor* de sociologie au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po. Ses thèmes de recherche principaux s'inscrivent dans les champs de la sociologie urbaine comparée et des politiques urbaines. Il est l'auteur d'ouvrages et d'articles traitant des conflits et des changements urbains, de la ségrégation spatiale, de la planification des services sociaux, ainsi que de l'élite et de la gouvernance locale de la restructuration industrielle.

Yuma Ando est assistant ingénieur au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, spécialisé en traitement de données. Il s'intéresse également à la sociologie de l'immigration, notamment l'intégration des populations asiatiques en France.

AVERTISSEMENT

Les quatre parties qui composent ce chapitre, synthétisant les analyses de l'équipe de chercheurs, s'appuient essentiellement sur les données d'un sondage réalisé en ligne par l'institut Ipsos en mars 2021 (voir chapitre 1.1.1), la pandémie rendant impossible l'enquête habituelle administrée en face à face. Elles ne peuvent donc être comparées directement aux analyses antérieures qui, de 1990 à 2019, s'appuyaient sur l'enquête en face à face, dans la mesure où leurs méthodologies sont trop différentes (voir encart). En revanche, les résultats de cette année peuvent être comparés à ceux de l'enquête en ligne de novembre 2019, effectuée dans les mêmes conditions que celle de cette année, sur la base des mêmes questions, et posées dans le même ordre, juste avant la pandémie.

Encart méthodologique⁴

Depuis 2016, l'enquête en face à face est doublée d'une enquête en ligne, reprenant d'abord quelques questions, puis, depuis 2018, l'ensemble d'entre elles. L'enquête en ligne a l'avantage d'aider à surmonter le biais dit de « désirabilité sociale ». En présence d'un enquêteur ou d'une enquêtrice, la personne interrogée a tendance à se présenter sous un meilleur jour, à taire des opinions non conformes aux normes en vigueur dans la société, surtout sur des sujets sensibles comme la sexualité ou le racisme. On constate effectivement que les réponses en ligne sont globalement moins tolérantes, avec des écarts dépassant parfois 20 points sur les questions relatives à l'islam ou aux immigrés. Cet écart tient toutefois aussi à d'autres facteurs. Il y a d'abord le fait que les sondés en ligne répondent systématiquement aux questions, leur taux de non-réponse est quasi nul, alors que chez les sondés en face à face, sur des sujets sensibles comme sur l'antisémitisme, il peut dépasser 20 points de pourcentage. Si on recalcule les résultats sur la base des seuls répondants, les écarts entre les réponses en ligne et en face à face s'estompent. La seconde spécificité des internautes, quand les modalités de réponse permettent de nuancer leur opinion, est l'utilisation plus fréquente des modalités moyennes (« plutôt » d'accord ou pas d'accord, de préférence à « tout à fait ») témoignant d'opinions moins tranchées. Surtout, il y a au préalable un biais important au niveau de la sélection des sondés. L'échantillon du panel en ligne, tiré d'un access panel⁵, se distingue par une plus faible diversité culturelle, il compte moins de personnes d'origine étrangère (parents ou grands-parents), moins de personnes de confession musulmane. Tandis que politiquement les personnes interrogées à domicile, en face à face, qui ont accepté d'ouvrir leur porte à un inconnu, sont plus à gauche, et plus confiantes en autrui, deux traits corrélés. La modélisation de l'impact respectif du mode de passation du questionnaire et des caractéristiques de l'échantillon sur les réponses montre que les deux influencent le niveau d'intolérance exprimé, toutes choses égales par ailleurs. Pour cerner la part de ces deux effets, nous avons, en 2019, mis en place un dispositif expérimental, donnant à une partie de l'échantillon en face à face, à mi-parcours, la possibilité de répondre en utilisant une tablette, sans intervention de l'enquêteur ou de l'enquêtrice. Il s'agissait de tester comment un échantillon ayant accepté le principe du face-à-face à domicile réagit quand lui est donnée la possibilité d'utiliser une tablette, dans les conditions d'un sondage en ligne. Nous faisons l'hypothèse que, libéré de l'intervention de l'enquêteur, le comportement de ces personnes se rapprocherait de celui des internautes de l'access panel : leur taux de réponse serait plus élevé, et leurs réponses moins tolérantes que celles de l'échantillon interrogé de bout en bout par l'enquêteur. Or, les résultats sont plus complexes. Le taux de réponse de l'échantillon avec tablette est quasiment le même que celui de l'échantillon interrogé en face à face pur, ses réponses ne sont pas systématiquement

4. Pour une présentation détaillée de ces écarts et leurs causes voir Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « Questions de méthode », dans CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2019*, Paris, La Documentation française, 2020, pp. 33-45, et dans CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018*, Paris, La Documentation française, 2019, pp. 73-86.

5. Il s'agit d'un large vivier de personnes recrutées et fidélisées par un institut de sondage ou de marketing pour répondre régulièrement à des enquêtes par sondage.

moins tolérantes (16 questions sur 29) et, quand elles le sont, les écarts sont faibles. La principale ligne de partage passe entre personnes interrogées en ligne et en face à face. Que ces dernières aient eu ou non à leur disposition une tablette, elles restent beaucoup plus tolérantes que les internautes, une fois contrôlé l'effet des variables socio-culturelles et politiques. Le type d'échantillon est déterminant.

Ces résultats interdisent une comparaison terme à terme des réponses aux sondages en ligne 2021 avec les données des années précédentes recueillies en face à face. Il est par conséquent impossible de mesurer pour cette année le niveau de l'Indice longitudinal de tolérance (ILT), appuyé depuis 1990 sur des enquêtes en face à face. En revanche, on peut chercher si les évolutions dans le temps sont comparables quel que soit le mode de recueil, et si la structure des réponses, et les principales variables explicatives, restent inchangées. Tel est effectivement et heureusement le cas, comme le montrent les quatre parties de ce chapitre.

1.1.2.1. AVEC LE TEMPS – RENOUVELLEMENT GÉNÉRATIONNEL ET PRÉJUGÉS

Souvent, dans les débats publics, revient l'idée que nous deviendrions plus conservateurs avec l'âge : « *Celui qui n'est pas républicain à vingt ans fait douter de la générosité de son âme ; mais celui qui, après trente ans, persévère fait douter de la rectitude de son esprit* » (citation attribuée à Anselme Polycarpe Batbie). « *N'être pas républicain à vingt ans est preuve d'un manque de cœur ; l'être après trente ans est preuve d'un manque de tête* » (Georges Clemenceau). « *A man who is not a Liberal at sixteen has no heart; a man who is not a Conservative at sixty has no head* » (Benjamin Disraeli)⁶. La popularité de ces aphorismes, quel que soit le pays (France, Royaume-Uni, États-Unis) et le contexte historique, en dit long sur la force sociale de cette association.

Dans cette partie, la question du vieillissement et de ses effets sur les valeurs concerne particulièrement les *baby-boomers*. On leur attribue régulièrement la profonde transformation des sociétés occidentales à partir des années 1960, autour du féminisme, de la tolérance ou de l'individuation⁷. Mais ils se seraient transformés en défenseurs de l'ordre social, maintenant qu'ils sont à la retraite ou vont l'être. Et, de fait, l'expression *#OKBoomers* qui s'est répandue sur les réseaux sociaux pourrait bien illustrer un écart croissant entre eux et les jeunes générations arrivées sur la scène depuis 2000. Ce « clash des générations » s'étend aux questions de genre, de sexualité, de rapport au travail ou aux modes de consommation. Il a pu notamment s'exprimer récemment dans les marches pour le climat ou lors des manifestations contre les violences policières, mais touche aussi les questions de racisme et de xénophobie. Les débats se sont cristallisés dernièrement sur les questions de « privilège blanc », de la reconnaissance des expériences de discriminations, sur l'héritage colonial, mais aussi sur la crainte autour de l'importation d'une « *cancel culture* » ou du *wokism*⁸ en provenance des États-Unis. C'est face à ces mouvements que Caroline Fourest a

6. Citations retrouvées par Garson O'Toole; disponibles ici : <http://quoteinvestigator.com/2014/02/24/hearthead/>.

7. Pierre Brechon, « Individualisation rising and individualism declining in France : How can this be explained ? », *French Politics*, 2021, pp. 1-25.

8. De « *wake* », réveiller; ce courant idéologique apparu dans les années 2010 aux États-Unis milite contre toutes les formes d'injustices et d'oppression sociales et raciales.

écrit son dernier ouvrage *Génération offensée* (2020), où l'autrice s'inquiète de la montée d'une police de la pensée qui au nom du « *refus de l'appropriation* » en arriverait à mettre en avant une « *religion des origines* ». Selon elle, même la conception de l'antiracisme républicain « à la française » et les mouvements qui s'en réclament seraient sur la sellette.

L'objectif de cette partie est de mieux comprendre ce qui se joue entre générations et de mieux rendre compte de ce que fait le renouvellement générationnel à l'évolution des préjugés en France. Il s'agira d'abord de montrer qu'il faut effectivement prendre en compte la génération, plutôt que l'âge. Ensuite on montrera qu'on assiste à des évolutions majeures en matière de préjugés et surtout de lien entre préjugés.

1.1.2.1.1. Le renouvellement générationnel et ses corollaires

Tout d'abord, il faut bien avoir en tête que le renouvellement générationnel a un impact, tout simplement parce que ces nouveaux citoyens ne sont pas comparables à ceux qu'ils remplacent. Ces nouveaux venus ont grandi dans une société très différente de celle de leurs parents ou grands-parents. Schématiquement, ils arrivent dans un monde globalisé où les mouvements culturels se sont affranchis des frontières, qu'ils viennent des États-Unis – un point commun avec l'arrivée du rock pour les *baby-boomers* – ou de l'Asie – avec les mangas japonais ou la K-pop coréenne –, un monde où Internet et les réseaux sociaux ont considérablement ringardisé la version du village planétaire de McLuhan⁹. En comparaison, le monde où les *baby-boomers* ont grandi est très différent. Ils n'ont pas ou peu connu les effets de la crise de 1929, les tensions des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, ce qui les différencie de leurs parents et donc les fait apparaître plus souvent comme des « postmatérialistes »¹⁰. Ils ont grandi dans une période de prospérité inédite, les Trente Glorieuses. Du point de vue professionnel et de déroulement de leur carrière, ils ont connu une sorte d'âge d'or¹¹, notamment en termes de consommation et de modes de vie. Les générations qui suivent n'ont clairement pas connu le même « destin », notamment face à la montée du chômage de masse et de la précarité.

Les générations sont également très différentes socialement¹². On analysera ici leurs caractéristiques en termes de diplôme, de diversité et de religion. On compte 32 % de bacheliers ou diplômés du supérieur parmi les individus nés dans les années 1940 contre 61 % chez les individus nés dans les années 1970 et 1980 et cela devrait encore grimper quand les individus nés dans les années 1990 auront tous achevé leurs études. Plus une cohorte est récente, plus elle est diverse en termes d'origine. Ainsi, la cohorte 1951-60 ne compte que 2,5 % d'immigrés extra-européens ou d'origine extra-européenne alors que la

9. Marshall McLuhan, *The Medium is the Message*, Bantam Books, Londres, 1967.

10. Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

11. Louis Chauvel, *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France du xx^e siècle aux années 2010*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

12. Ces différents chiffres sont extraits de Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent : comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2017.

cohorte 1971-80 en compte presque 10 % et celle de 1981-90 en compte 13,5 %. La peur du « grand remplacement » n'est pourtant guère fondée, *a fortiori* quand on sait qu'elle postule la substitution à la population européenne d'une « population musulmane ». Dans la cohorte 1981-90, la plus diverse en termes d'origines, 78,5 % de ses membres sont nés de parents et de grands-parents eux-mêmes nés en France. Enfin, plus une cohorte est récente, moins elle compte de religieux : au printemps 2017, dans la cohorte 1941-1950 on compte 21 % de sans-religion et 20 % de catholiques pratiquants, contre 41 % et 10 % dans les cohortes 1971-1980 et 1981-1990, et même 52 % de sans religion dans la cohorte 1991 et après. On note également une progression des musulmans qui comptent pour 7 à 8 % des cohortes nées après 1971.

1.1.2.1.2. Les préjugés : effet d'âge ou effets de générations ?

Une manière simple de tordre le coup à l'hypothèse du lien entre vieillissement et conservatisme est de profiter de l'ampleur temporelle du Baromètre CNCDH et de suivre dans le temps les évolutions de certaines opinions¹³. Nous avons repris les vagues de la CNCDH pour lesquelles nous disposons des fichiers de données (seules manquent les vagues réalisées avant 1999, à un moment où l'analyse du Baromètre n'était faite que par les instituts).

Il n'existe pas de découpage prédéfini de cohortes ou de générations. Il s'agit alors d'abord de construire des groupes suffisamment larges pour avoir des résultats robustes mais qui fassent aussi sens du point de vue du renouvellement générationnel et de l'histoire française récente. Nous avons décidé de construire quatre groupes. Le premier rassemble essentiellement les individus nés avant-guerre, soit les répondants nés avant 1940. Ils comptent pour encore 25 % des répondants en 1999, mais à peine 5 % des répondants de 2021. Le deuxième groupe rassemble essentiellement les *baby-boomers* nés entre 1941 et 1960 : leur poids reste important sur l'ensemble de la période d'analyse et oscille entre 32 % à la fin du xx^e siècle et 27 % en 2021. Viennent ensuite les *post-baby-boomers* nés entre 1961 et 1980 avec un poids qui oscille entre 34 % et 39 % selon les vagues d'enquête. Enfin, le dernier groupe rassemble les individus nés en 1981 ou après, dont le poids augmente progressivement à mesure que ces membres atteignent la majorité. En 2020, ils sont 33 %. Pour les qualifier l'on propose de recourir au terme américain de *millennials*, défini comme les individus ayant atteint leur majorité dans les premières années du xxi^e siècle.

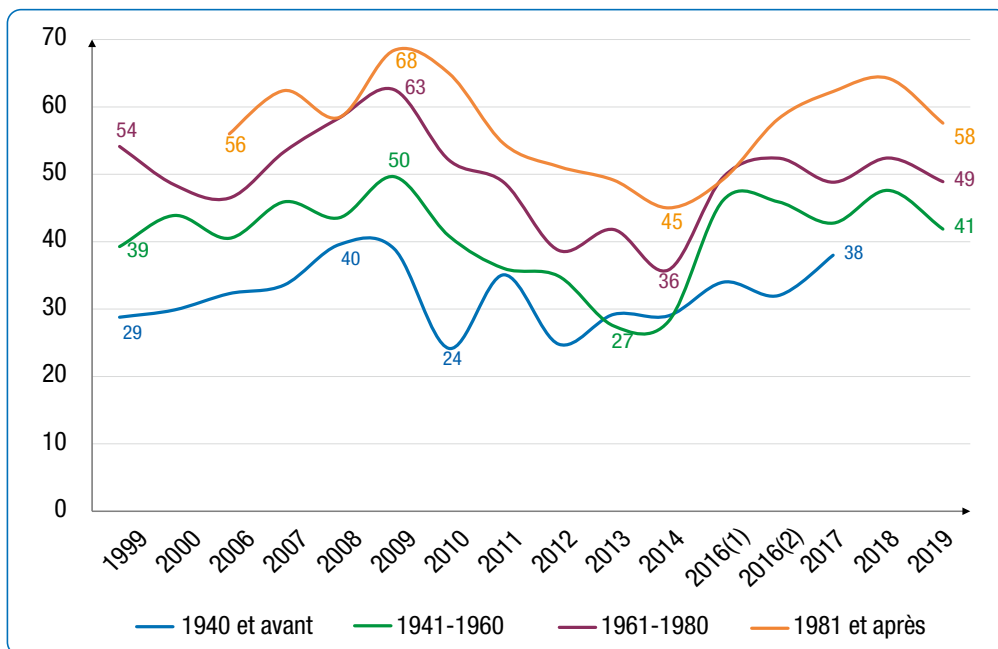
Parmi les nombreux indicateurs dont on dispose, nous en avons choisi quatre pour l'intérêt de leurs évolutions. Trois testent le degré d'accord ou de désaccord avec les propositions suivantes : « *en France on ne se sent plus chez soi comme avant* » ; « *les Français juifs sont des Français comme les autres* » ; « *les Français musulmans sont des Français comme les autres* ». Enfin, la dernière mesure la proportion de répondants qui considèrent qu'« *il y a des races supérieures à d'autres* » et de ceux qui considèrent que « *les races humaines, ça n'existe pas* ».

13. Rappelons que dans les précédents rapports nous avons aussi calculé l'Indice longitudinal de tolérance (ILT) par générations et déjà prouvé ce point.

1.1.2.1.3. Première approche de l'effet du renouvellement générationnel

Figure 1.1.

« On ne sent plus chez soi comme avant en France » : % « pas d'accord »



Source : Baromètres CNCDH en face à face, 1999-2019.

La figure 1.1 couvre une période qui débute sous le gouvernement de Lionel Jospin, puis continue avec le deuxième mandat de Jacques Chirac, les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande et s'achève à la moitié de la présidence d'Emmanuel Macron. Lors de cette période, la France va connaître notamment les émeutes de 2005, la crise de 2008, les attentats de 2012, 2015 et 2016 et de profonds débats sur la laïcité, l'identité nationale ou le multiculturalisme.

Premièrement, force est de constater que les opinions évoluent tout au long de la période. Par exemple la proportion de *millennials* qui s'opposent à l'idée qu'on n'est plus chez soi en France oscille entre 45 % en 2014 et 68 % en 2009. Ceci démontre bien que les opinions xénophobes ne sont pas fixées une fois pour toutes, et notamment lors de la socialisation primaire des individus. Or cette idée reste pourtant encore très fortement dominante dans le champ des études sur les valeurs.

Deuxièmement, en dépit de ces oscillations, se dessine une hiérarchie claire entre les générations. Plus une génération est ancienne, plus elle compte de membres intolérants. En 2009, parmi les individus nés avant-guerre, on compte 40 % de tolérants, contre 50 % chez les *baby-boomers*, 62 % chez les *post-baby-boomers* et 68 % chez les *millennials*. En fin de période, les écarts semblent s'être resserrés, mais essentiellement parce que la cohorte des individus nés en 1940 ou avant quitte la scène. Il n'en reste pas moins que 57 % des *millennials* interrogés en

2019 s'opposent à l'idée qu'on ne se sent plus chez soi en France, contre 49 % des *post-baby-boomers* et 42 % des *baby-boomers*.

Effet d'âge ou de génération ? Une bonne manière de trancher consiste à se focaliser sur le comportement d'une cohorte, sur l'ensemble de la période. Entre 1999 et 2019 chaque cohorte aura vieilli de vingt ans. Pour la cohorte 1941-1960, cela implique qu'en 1999 ses membres avaient entre 39 et 58 ans et entre 59 et 79 ans en 2019. Autrement dit ce graphique rend compte de la deuxième partie de leur vie active et leur progressif passage à la retraite. Pour la cohorte des *post-baby-boomers*, ses membres avaient entre 19 et 38 ans en 1999 et entre 39 et 58 ans en 2019 : les plus anciens sont en train d'achever leur période d'activité, tandis que les plus récents sont progressivement entrés dans l'âge adulte et se sont installés dans la vie professionnelle.

Si l'hypothèse d'une montée du conservatisme était vraie, on devrait voir une tendance de moyen terme à la baisse des désaccords avec l'idée qu'on ne se sent plus chez soi en France. Cette tendance devrait aussi se retrouver d'une génération à l'autre. Mais ce n'est clairement pas le cas. En 1999, 39 % des *baby-boomers* adoptent une attitude tolérante. Ils sont 43 % en 2000. La proportion de réponse tolérante va atteindre 50 % en 2009. La chute entre 2009 et 2014 pourrait aller dans le sens du conservatisme de l'âge, mais comment prendre alors en compte la remontée de la tolérance des *baby-boomers* entre 2014 et 2016 et le maintien autour de 50 % depuis ?

Une hypothèse alternative peut rendre compte des variations dans le temps, celle d'« effets-période » qui touchent l'ensemble des individus quelle que soit leur génération. Grâce aux travaux sur l'indice longitudinal de tolérance¹⁴, on a effectivement pu constater que les opinions tolérantes ou intolérantes varient selon la couleur politique du gouvernement, la situation économique du pays ou la manière dont les débats sur la diversité sont cadrés. De fait, les variations des réponses dans la période 2009-2018 sont équivalentes à celles de l'Indice longitudinal de tolérance : il était retombé à un niveau particulièrement bas en 2014 avant de remonter au niveau de 2009 en 2018.

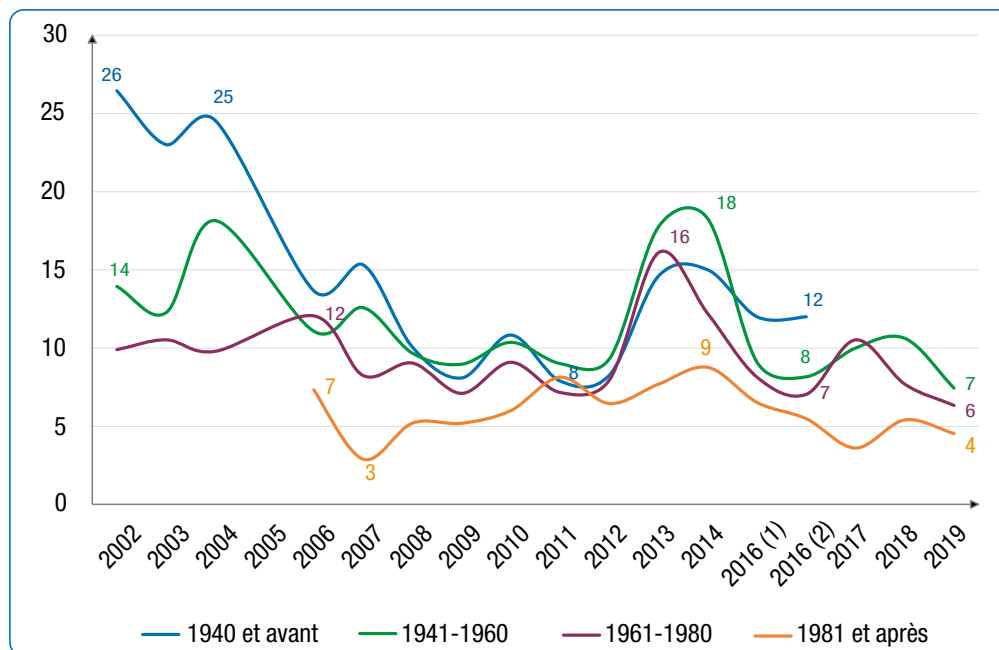
À côté de ces effets de période (ou de contexte), il faut donc bien conclure que l'âge n'a que peu à voir avec les préjugés ou les opinions tolérantes. C'est la génération d'appartenance qui joue, et sans doute à travers elle des transformations essentielles des sociétés dans lesquelles les citoyens grandissent et s'installent. De ce point de vue, il faut donc être optimiste puisque le renouvellement général agit doublement en faveur du recul des préjugés. Tout d'abord, plus une génération est née récemment, plus elle semble tolérante. C'est le premier effet du renouvellement générationnel. Mais il en existe un second : les générations anciennes perdent en poids avec le temps alors que les générations récentes prennent de plus en plus de poids. La diminution numérique des individus nés avant 1941 contribue à faire monter les opinions tolérantes, tout comme le nombre croissant de *millennials*. Du point de vue des membres d'une génération, un effet de perspective se produit, permettant de comprendre certains des débats actuels : les *baby-boomers*, s'ils se comparent

14. Cf. rapports CNCDH des années précédentes.

avec leurs aînés, peuvent se considérer comme plus ouverts et tolérants, mais la perspective change dès lors que les *post-baby-boomers* et, *a fortiori*, les *millennials* se comparent à eux.

1.1.2.1.4. La fin du racisme biologique ?

Figure 1.2. « Il y a des races supérieures à d'autres » : % « d'accord »



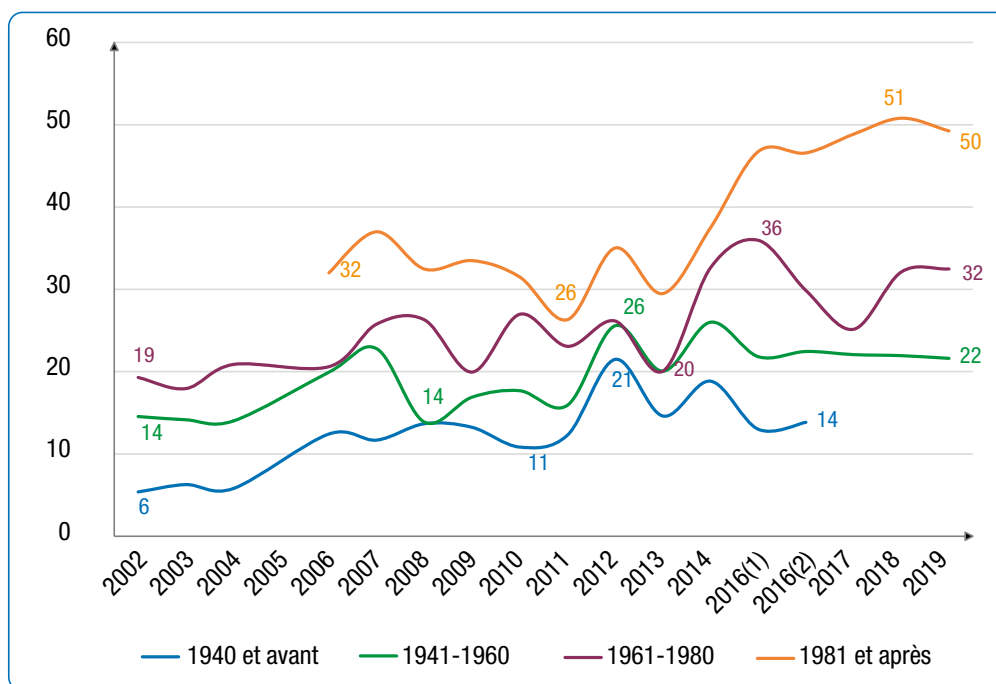
Source : Baromètres CNCDH en face à face, 2002-2019.

Une autre question montre combien la société française a progressé sur les questions de racisme. Pierre-André Taguieff¹⁵ diagnostiquait en 1987 l'obsolescence du racisme biologique dans les cercles intellectuels d'extrême droite, au profit d'un racisme culturel. Pour les citoyens, les choses ont été plus longues à se décanter. Il faut tout d'abord se souvenir que la notion de race humaine a longtemps fait partie du « sens commun », y compris après la Seconde Guerre mondiale, donc au moment où les *baby-boomers* naissaient et grandissaient. Pour preuve, l'ouvrage de Guy Michelat et Jean-Pierre Thomas *Dimensions du nationalisme*¹⁶ étudie à travers un questionnaire très riche et multidimensionnel le rapport à la nation et au nationalisme des étudiants de trois Instituts d'études politiques en 1962. Parmi les nombreuses questions, certaines demandaient à ces répondants comment ils hiérarchisaient les races entre elles (ou ne les hiérarchisaient pas). Ces questions n'ont suscité à l'époque aucune contestation tant de la part des étudiants que des communautés scientifiques. Ce ne serait clairement plus le cas aujourd'hui.

15. Pierre-André Taguieff, *La force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1987.

16. Guy Michelat, Jean-Pierre Thomas, *Dimensions du nationalisme*, Paris, Armand Colin (« Cahier de la FNSP » n° 143), 1966.

Figure 1.3. « Les races humaines ça n'existe pas » : % « d'accord »



Source : Baromètres CNCDH en face à face, 2002-2019.

Surtout, sur cette question, on mesure combien le renouvellement générationnel est essentiel dans la disparition des préjugés inspirés par le racisme biologique. Qu'on en juge : en 2002 les membres de la génération née avant-guerre sont encore 25 % à considérer qu'« il y a des races supérieures à d'autres » et seulement 6 % d'entre eux considèrent que « les races humaines, ça n'existe pas », soit un rapport de 1 à 4, les autres considérant que « toutes les races humaines se valent ». Parmi les *baby-boomers*, environ 14 % restent persuadés de la hiérarchie entre races, soit autant que ceux qui rejettent l'idée de race humaine (un rapport de 1 à 1). Parmi les *post-baby-boomers*, ils sont 10 % contre 19 % (un rapport de 2 contre 1) (figure 1.2 et figure 1.3).

Les *millennials* changent la donne, notamment quand ils commencent à avoir un poids suffisant dans les enquêtes : en 2006, 37 % de ces membres récusent l'idée de races humaines et seulement 7 % considèrent qu'il y a des races supérieures à d'autres (un rapport de 5 contre 1). En comparaison, parmi les *post-baby-boomers*, 20 % récusent les races et 12 % continuent de croire en une hiérarchie raciale (un rapport de 2 contre 1), parmi les *baby-boomers* ils sont respectivement 20 % et 11 % (2 contre 1) et parmi les personnes nées avant-guerre 14 % contre 12 % (un rapport de 1 contre 1).

Quand on analyse les évolutions sur le long terme, c'est bien à la disparition progressive du racisme biologique qu'on assiste et cette disparition tient non seulement au renouvellement générationnel, mais aussi progressivement au retournement de nombre de citoyens déjà là. Ce dernier point démontre l'importance de continuer encore et encore à lutter contre les préjugés. En octobre 2016, dernière enquête où l'on compte suffisamment de répondants nés avant-guerre, ces derniers sont désormais 14 % à réfuter l'existence de

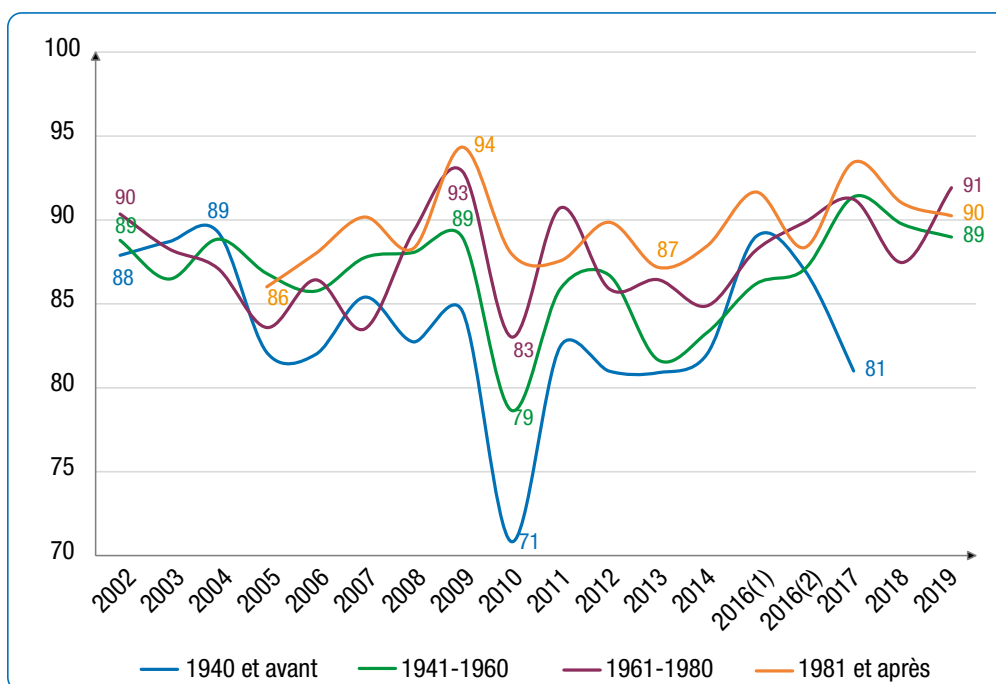
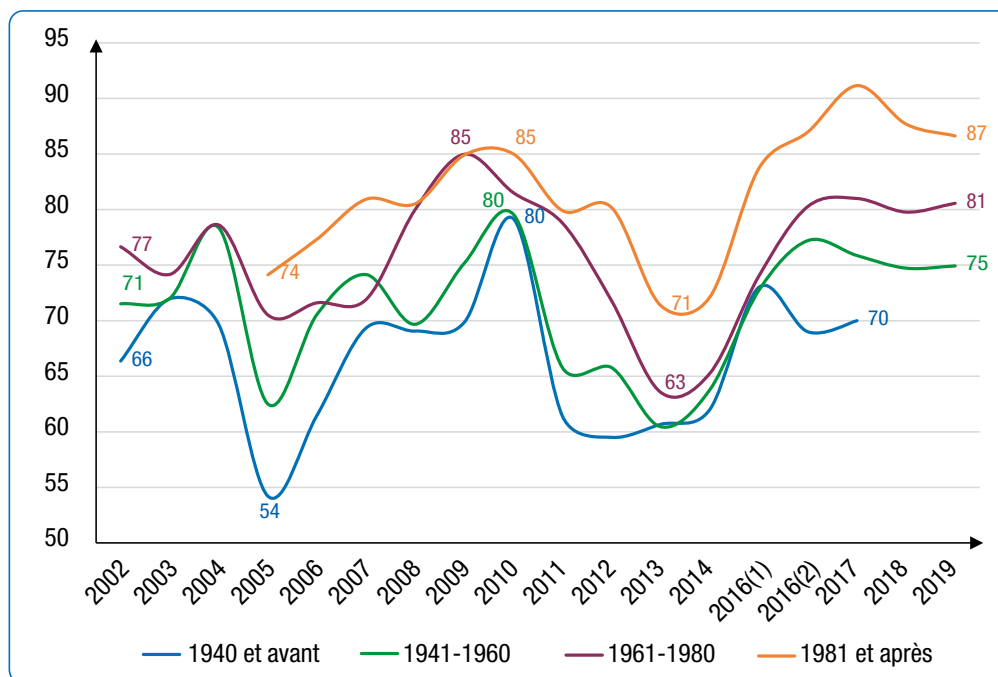
racess humaines (+ 8 points par rapport à 2002) et 12 % à continuer à croire à la hiérarchie raciale (- 14 points par rapport à 2002), soit un rapport de 1 à 1. Les *baby-boomers* sont désormais 23 % à réfuter les races et 8 % à toujours croire en la hiérarchie raciale (+ 9 et - 6 points par rapport à 2002), soit un rapport de presque 3 contre 1, les *post-baby-boomers* 36 % contre 7 % (+ 17 et -3 par rapport à 2002), soit un rapport de 5 contre 1. Cette année-là encore les *millennials* se distinguent : ils sont 47 % à rejeter l'idée de race et 5 % croient encore en une hiérarchie raciale, soit un rapport de 9 contre 1. Le refus des races a même dépassé chez eux les 50 % en 2018 (figure 1.3).

En une vingtaine d'années les répondants français, y compris ceux déjà bien avancés dans leur vie, ont donc évolué sur ces questions. Il faut cependant rester prudent. Beaucoup de *millennials*, et encore plus parmi les générations qui les précèdent, continuent à penser que toutes les races humaines se valent, une position qui réfute les principes du racisme biologique, mais le fait qu'ils ne choisissent pas la réponse niant l'existence même des races doit inciter à la vigilance. Une autre raison de rester vigilant est ce « retour de la race » qui caractérise les vagues 2013 et 2014 (au détriment des réponses « toutes les races humaines se valent » d'ailleurs). Cette remontée s'explique notamment par les débats autour du mariage pour tous et des attaques racistes qu'avait subi Christiane Taubira qui défendait cette proposition de loi en tant que garde des Sceaux¹⁷. La part de *baby-boomers* qui croient en une hiérarchie raciale passe alors de 9 % en 2012 à 18 % en 2013 et 2014, un niveau qu'ils n'avaient atteint qu'en 2004. Les personnes nées avant 1940 passent de 7 % en 2012 à 14 % en 2013 et 2014. On peut y voir un retour des préjugés anciens. Mais certains *post-baby-boomers* ont aussi été touchés puisqu'on passe de 8 % à 16 % entre 2012 et 2013. Seuls les *millennials* ont résisté à cette résurgence du racisme biologique.

1.1.2.1.5. Antisémisme et préjugés antimusulmans : évolutions et transformations

Dans chacun des rapports annuels de la CNCDH, l'analyse des chercheurs rappelle qu'il existe encore de l'antisémisme en France, et qu'il existe également des préjugés spécifiques à l'endroit des Musulmans, préjugés régulièrement considérés et désignés comme de l'islamophobie dans les travaux européens. On reviendra plus loin sur la spécificité des opinions à l'égard de l'islam et des Musulmans. L'avantage de ces deux questions est qu'elles renvoient non à un jugement sur une religion et ses pratiques, mais bien aux individus qui appartiennent à une minorité culturelle et/ou religieuse. Considérer qu'un Français juif ou musulman n'est pas un Français comme les autres est un préjugé puisqu'on lui nie son appartenance nationale sous prétexte d'une caractéristique qui lui est propre.

17. En octobre 2013, des militants de « La Manif pour tous » l'avaient traité de « guenon » et une élue du FN l'avait comparée à un singe dans un post sur Facebook. *Minute* avait également titré : « Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane » en novembre 2013.

Figure 1.4. **Les Français juifs sont des Français comme les autres** : % « d'accord »Figure 1.5.
« Les Français musulmans sont des Français comme les autres » : % « d'accord »

Source : Baromètres CNCDH en face à face, 2002-2019.

Ce n'est pas faire passer un préjugé derrière l'autre, comme certains semblent le reprocher, que de rappeler que les Français juifs, de ce point de vue, subissent moins de préjugés que les Français musulmans : en 2019, seulement 10 % des répondants nient aux premiers leur caractère national, contre 19 % pour les seconds. C'est un résultat qu'on retrouve depuis le début des années 2000¹⁸. La situation est encore pire pour les Français roms : 36 % des répondants considèrent qu'ils ne sont pas des nationaux « *comme les autres* ».

On peut constater combien le renouvellement générationnel va à l'encontre des préjugés, pour les deux groupes qu'on analyse ici. Systématiquement, plus une génération est ancienne, plus ses membres ont de chances de s'opposer à ce que les Juifs ou les Musulmans français soient des Français comme les autres. Mais des différences apparaissent selon les minorités. Pour les Juifs, les écarts entre générations semblent plus faibles que pour les Musulmans. Par exemple, dans les années 2017-2019, les écarts entre les *baby-boomers*, les *post-baby-boomers* et les *millennials* sont toujours inférieurs à 5 points de pourcentage. C'est en partie parce qu'il semble difficile d'arriver à 100 % notamment chez les *millennials*. Autrement dit, il reste toujours une minorité, même marginale, même plus marginale que dans d'autres cohortes, qui continue d'exprimer des préjugés antisémites. Mais on peut aussi noter que les générations diffèrent face à des retours d'antisémitisme, notamment celui qu'on constate en 2010. Toutes les générations sont touchées, mais plus une génération est ancienne, plus le retour de préjugé est fort : chez les *millennials*, la chute est de 6 points, chez les *post-baby-boomers* et les *baby-boomers* de 10 points, mais elle atteint 15 points chez les personnes nées avant 1940.

Les écarts entre générations sont beaucoup plus prononcés quand il s'agit des Français musulmans. Seuls les *millennials* donnent des niveaux de soutien similaires aux deux minorités : entre octobre 2016 et novembre 2019, leurs écarts de réponse sont inférieurs à 4 points, soit des niveaux tournant entre 87 % et 91 % pour les Musulmans et 88 % et 93 % pour les Juifs. En revanche, plus une cohorte est ancienne, moins elle accepte les Français musulmans et plus l'écart se creuse avec la perception des Français juifs. Prenons la vague d'octobre 2016 : parmi la génération née avant-guerre, 87 % considèrent que les Français juifs sont des Français comme les autres, et 69 % pensent de même pour les Musulmans (18 points d'écarts). Chez les *baby-boomers*, les proportions sont respectivement de 87 % et 77 % (10 points d'écarts), chez les *post-baby-boomers*, de 90 % et 80 % (10 points d'écarts), contre 88 % et 87 % chez les *millennials*. On peut aussi remarquer que lors des périodes de crispation, plus une cohorte est ancienne, plus la montée des préjugés antimusulmans sera forte. Ainsi la crise des banlieues de 2005 a été une période de crispation hexagonale, touchant d'abord les plus anciens. Dans la cohorte 1940 et avant, on passe de 70 % de réponses tolérantes en 2004 à 54 % en 2005 (- 16 points), dans la cohorte 1941-1961 de 78 % à 62 % (- 16 points) et dans la cohorte des *post-baby-boomers* de 79 % à 70 % (9 points). Dans la période 2010-2013, qui correspond à un recul historique de l'indice longitudinal de tolérance, la chute a été particulièrement forte pour

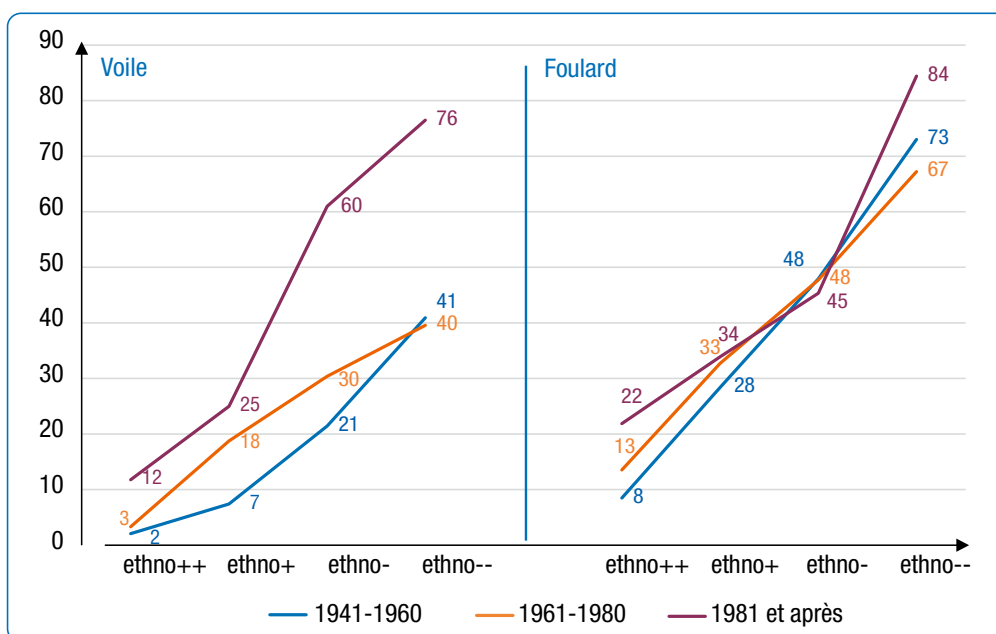
18. Vincent Tiberj, « L'islam et les Français : cadrages des élites, dynamiques et crispation de l'opinion », *Migrations Société*, 2014/5 (n° 155), p. 165-180.

les générations nées avant-guerre et celle du *baby-boom* (- 19 points), un peu moins forte chez les *post-baby-boomers* (- 17 points) et clairement moins forte chez les *millennials* (- 14 points).

Pour conclure, un phénomène intéressant apparaît quand on se penche sur les opinions induites par certaines pratiques de l'islam et particulièrement le voile. L'audition de Maryam Pougetoux, vice-présidente de l'UNEF, le 17 septembre 2020¹⁹, a suscité plusieurs protestations de la part de députés présents considérant que le voile qu'elle portait était une « atteinte à la laïcité ». Ceci n'est que l'un des derniers événements en date d'un débat particulièrement tendu en France sur la place du voile islamique, débuté en 1989 lors de l'affaire de Creil, puis relancé dans les années 2000 et autour de la loi de 2004. Le renouvellement générationnel permet de mieux comprendre ce qui se joue ici.

Figure 1.6.

« Le voile / le foulard n'est pas un problème pour vivre en société » : % « d'accord »



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

D'abord, nous avons fait une expérimentation sur le rapport au voile ou au foulard²⁰, l'un suscitant indubitablement plus d'aversion que l'autre. Ensuite, quand on analyse les logiques du rejet ou de l'acceptation de ce vêtement, un résultat frappe : plus les répondants sont ethnocentristes, plus ils ont de chances de rejeter le voile ou le foulard, alors que, pour le foulard, l'acceptation oscille entre 68 % et 84 % parmi les répondants les plus ouverts. Mais les *millennials* se distinguent fortement des autres générations quand le voile est en jeu, notamment parmi

19. Voir par exemple « Des députés quittent une réunion à cause de la présence d'une femme voilée », *Le Parisien*, 17 septembre 2020, article disponible ici : <https://www.leparisien.fr/politique/des-deputes-quittent-une-reunion-a-cause-de-la-presence-d-une-femme-voilee-17-09-2020-8386707.php>

20. L'échantillon est divisé en deux de manière aléatoire, la moitié est interrogée sur le voile, l'autre sur le foulard. La question demande aux sondés si cette pratique à leur avis est susceptible en France de « poser problème pour vivre en société ».

les répondants les plus ouverts : au sein du quartile des peu ethnocentristes (« *ethno* –»), l'acceptation du voile oscille entre 21 % chez les *baby-boomers*, 30 % chez les *post-baby-boomers* et 61 % chez les *millennials*; parmi les moins ethnocentristes (« *ethno* – –») les écarts sont encore plus prononcés entre les *baby-boomers* et les *post-baby-boomers* dont environ 40 % acceptent le voile et les *millennials* qui l'acceptent dans 76 % des cas. Très clairement, il existe un clivage parmi les Français ouverts à l'expression de la diversité religieuse, et le renouvellement générationnel agit plutôt dans le sens d'une acceptation des signes religieux ostentatoires, alors même que les *millennials* comptent la plus grande proportion de sans-religion.

1.1.2.2. L'ARTICULATION DES PRÉJUGÉS ENVERS LES MINORITÉS

Il s'agit maintenant d'explorer la structure de ces attitudes, les relations entre elles, les facteurs qui les expliquent, les argumentaires qui les sous-tendent.

1.1.2.2.1. La cohérence des préjugés envers l'Autre

L'ethnocentrisme est la tendance à voir le monde au prisme des valeurs et des normes de sa société ou de son groupe, perçues comme supérieures à celles des autres groupes²¹. Elle est au cœur des préjugés racistes. Dans cette perspective le rejet des minorités – Musulmans, Juifs, Noirs, Asiatiques, Roms – relève d'une même attitude qui consiste à valoriser son groupe d'appartenance (*ingroup*) et dévaloriser les autres (*outgroups*), traduisant ce que Lévi Strauss décrivait comme « *ce même frisson, cette même répulsion, en présence de manières de vivre, de croire ou de penser qui nous sont étrangères* »²². Deux techniques permettent de tester la structuration de cet univers des préjugés. La technique des échelles d'attitudes, en explorant systématiquement la structure des réponses au sondage, permet de le vérifier tout en cernant des sous dimensions dans cet ensemble (encart 1). La seconde est un type d'analyse factorielle, une analyse en composantes principales (ACP), qui fait apparaître les paquets de relations entre variables²³. Les techniques sont complémentaires et leurs résultats convergents.

21. Le terme a été popularisé par le sociologue américain William Graham Sumner dans son livre *Folkways : A Study of Mores, Manners, Customs and Morals*, New York, Ginn, 1906. Il est repris par Theodor W. Adorno et al., dans *Études sur la personnalité autoritaire* (trad. Hélène Frappat), Paris, Allia, 2007 [1^{re} édition 1950].

22. Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Paris, Gallimard, 1952.

23. Une analyse de correspondances multiples (ACM) a également été réalisée, disponible sur demande ; les résultats convergent.

Une échelle d'ethnocentrisme

Les échelles d'attitudes hiérarchiques²⁴

- L'attitude est une variable latente, que l'on infère à partir des réponses données aux questions du sondage. Elle rend compte de la cohérence des opinions exprimées à propos d'un stimulus – par exemple le fait de systématiquement donner des réponses négatives aux questions sur les étrangers, les immigrés, les minorités dénotera une attitude ethnocentriste.
- La technique des échelles d'attitude permet de vérifier s'il existe bien une telle attitude. Elle permet de classer les individus sur un continuum, des moins aux plus porteurs de l'attitude concernée à partir d'un ensemble de questions dont on fait l'hypothèse qu'elles relèvent bien toutes de l'attitude à mesurer (hypothèse d'unidimensionnalité), et de leur attribuer un score selon l'intensité de leur attitude.
- Il existe de multiples techniques pour construire une échelle. On retient ici une variante de l'analyse hiérarchique²⁵, celle de Loevinger, la plus exigeante. Au lieu de postuler une métrique identique pour toutes les réponses (par exemple en donnant par convention à la réponse « tout à fait d'accord » la note 4, « plutôt d'accord » la note 3, « plutôt pas d'accord » la note 2 et « pas du tout d'accord » la note 1, quelle que soit la question), elle recherche la réponse qui dénote la plus forte intensité de l'attitude concernée, en cherchant à chaque fois la meilleure dichotomie possible en fonction de la cohérence avec les autres items de l'échelle.
- Cette technique implique que les réponses aux questions soient réduites à deux éventualités, l'une positive, l'autre négative, par rapport à l'attitude considérée, qui changent d'une question à l'autre. Le couple question/réponses dichotomisées est un item. Ainsi, dans l'échelle d'ethnocentrisme (tableau 2.1), le premier item oppose la réponse ethnocentriste « pas du tout d'accord », avec l'idée que « les Français musulmans sont des Français comme les autres », à toutes les autres réponses, y compris les refus de répondre, tandis que l'item 5 oppose à toutes les autres les réponses « plutôt pas d'accord » ou « pas d'accord du tout » pour accorder le droit de vote aux étrangers non européens.
- Le second postulat est qu'il existe une hiérarchie des items, de celui qui dénote l'expression la plus intense de l'attitude à la moins intense. Dans une échelle parfaite, toute personne qui a répondu positivement à un item répond positivement aux items qui le suivent ; et deux personnes ayant le même score auront répondu positivement aux mêmes questions. Dans la réalité, la structure de réponses ne correspond qu'imparfaitement à cette structure, le degré de concordance avec l'échelle parfaite est mesuré par le coefficient de Loevinger qui calcule la matrice des coefficients de hiérarchisation des items pris deux à deux pour l'ensemble des questions testées. Il varie de 1, si l'échelle est parfaite, à 0, s'il n'y a aucune concordance entre les deux structures.
- Une telle échelle constitue un instrument de mesure synthétique de l'attitude étudiée. Chaque personne se voit attribuer une note d'échelle selon le nombre de réponses positives qu'elle aura donné.

À partir des questions du Baromètre de la CNCDH, il est effectivement possible de construire une échelle d'une dizaine de questions relatives à l'image des minorités (tableau 2.1). L'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme est le refus absolu, au demeurant peu fréquent (7,5 % de réponses « pas d'accord du tout » opposées à toutes les autres), d'accorder aux Musulmans la qualité de « Français comme les autres ». Cette minorité de répondants a tendance à donner une réponse ethnocentriste à toutes les autres questions.

24. Pour une présentation détaillée de ces deux techniques et de leurs avantages respectifs voir Guy Michelat, « Les échelles d'attitudes et de comportements », in CEVIPOF, *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, p. 229-236 et Guy Michelat, Eric Kerrouche, « Les échelles d'attitude », *Revue internationale de politique comparée*, 6(2), été 1999, p. 463-512.

25. Dite encore « de Guttman », du nom de Louis Guttman, son inventeur.

Tableau 2.1.
Échelle d'ethnocentrisme (en %)

	2019	2021
<i>Les Français musulmans sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, SR * / Pas d'accord du tout	9,3	7,5
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	9,6	8,5
<i>Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	30,3	25,5
<i>Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	33,1	25
<i>La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	43,3	38
<i>Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	61	56
<i>Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR	69,3	66
<i>Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR	78,2	72
<i>L'immigration est la principale cause de l'insécurité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR	84,7	85
Score moyen sur 10	5,1	4,7

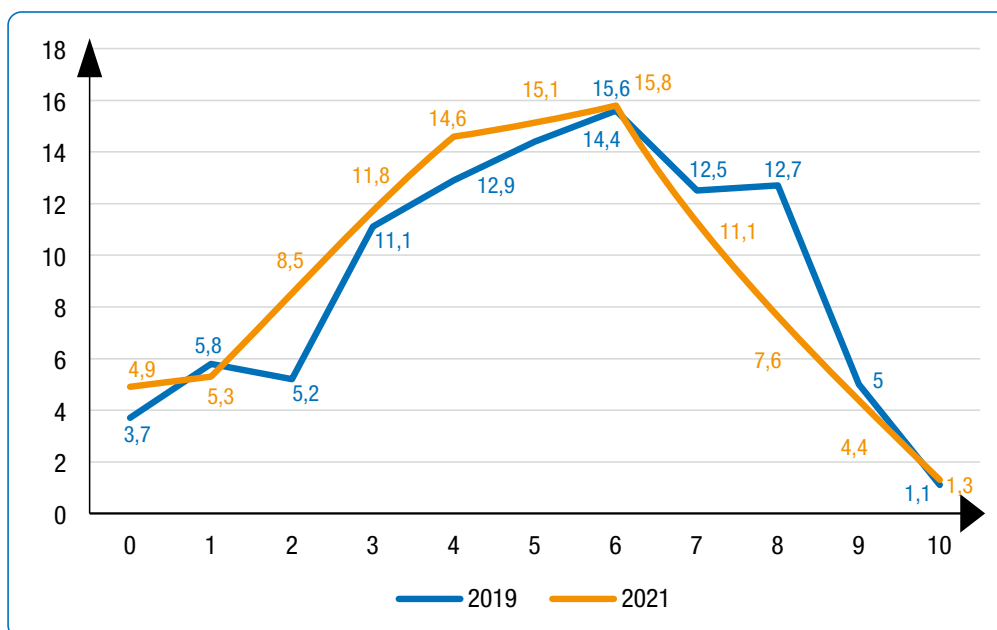
* SR : « sans réponse ».

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Inversement, l'item le moins discriminant est le stéréotype selon lequel les immigrés viendraient en France uniquement pour profiter des avantages sociaux, que 92 % des personnes interrogées ne rejettent pas totalement (toutes celles qui choisissent une autre réponse que « pas d'accord du tout »), sans pour autant partager nécessairement les préjugés précédents. Par rapport à l'enquête en ligne de novembre 2019, réalisée avant la pandémie, la seule directement comparable²⁶, on note une légère baisse du niveau moyen d'intolérance passé de 5,1 à 4,7. Si les deux distributions ont le même mode (le score le plus fréquent, ici 6 sur 10), en 2021 il y a moins de scores supérieurs à 6, et en 2019 plus de scores inférieurs à 6 (figure 1.1). La Covid-19 n'a pas bloqué la tendance à l'ouverture observée au cours des trente dernières années sur l'Indice longitudinal de tolérance (ILT).

26. La seule des quatre enquêtes en ligne précédentes (2016-2019) à poser les mêmes questions et dans le même ordre.

Figure 2.1. Distribution des scores d'ethnocentrisme 2019-2021 (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne

Les facettes d'un même rejet de « l'Autre »

L'enquête comporte, outre celles qui composent l'échelle d'ethnocentrisme, une soixantaine de questions explorant toutes les formes de racisme et d'intolérance. Il y en a une sur le racisme *stricto sensu*, ou croyance en l'existence et la hiérarchie des races humaines (« Vous, personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche » : « Les races humaines n'existent pas », « Toutes les races humaines se valent », « Il y a des races supérieures à d'autres »). Une autre, régulièrement posée, demande dans quelle mesure la personne se considère elle-même « raciste » : « En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, vous êtes un peu raciste, vous n'êtes pas très raciste, vous n'êtes pas raciste du tout ? » Elle a été souvent critiquée, au motif que les « racistes » se garderaient bien de dire qu'ils ou elles le sont. Pourtant, la proportion des sondés qui s'assument comme tels, se disant « plutôt » ou « un peu » racistes, est non négligeable, même si elle baisse régulièrement (22,5% cette année contre 27,9% en 2019).

D'autres questions permettent de faire apparaître des sous-dimensions spécifiques dans cet univers de préjugés. Une échelle d'antisémitisme (tableau 2.2) reprend des stéréotypes anciens associant les Juifs à l'argent, au pouvoir, au communautarisme, les accusant de préférer Israël à la France – l'accusation de « double allégeance » – et leur déniaient la qualité de Français comme les autres. Elle montre, comme pour l'ethnocentrisme, un recul des opinions négatives sur tous les items qui la composent.

Tableau 2.2.
Échelle d'antisémitisme (en %)

	2019	2021
<i>Les Juifs ont trop de pouvoir en France : Tout à fait d'accord/ plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	4,7	3,8
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/ plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	9,6	8,5
<i>Pour chacune des catégories suivantes – les Juifs – dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : un groupe à part dans la société / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR</i>	27,7	23,7
<i>Pour les Juifs français, Israël compte plus que la France : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	51,1	46,6
<i>Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout, SR</i>	81,8	77,8

Source : Baromètres CNCDH en ligne. En gras les réponses dénotant l'antisémitisme.

Tableau 2.3.
Échelle augmentée d'aversion à l'islam et à ses pratiques (en %)

	2019	2021
La religion catholique est vue comme plus positive que la religion musulmane *	28,2	26,9
<i>L'islam et une menace pour l'identité de la France : Tout à fait d'accord/plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	33,8	29,1
Le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes est vu comme pouvant poser problème pour vivre en société :		
<i>L'interdiction de consommer viande de porc ou alcool : Oui, tout à fait, Oui, plutôt/ Non, pas vraiment / Non, pas du tout, SR</i>	37,7	33,3
<i>Le jeûne du Ramadan : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR</i>	81,1	76,6
<i>Les prières : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR</i>	88,3	82,9
<i>Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kébir : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR</i>	89,5	87,4
<i>Le port du voile : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment / Non pas du tout, SR</i>	92,4	90,8

* L'item résulte du croisement de l'image des deux religions. Sont regroupées les personnes sondées qui évaluent la religion musulmane moins bien que la religion catholique, soit ceux qui jugent la religion catholique « très positive » et la religion musulmane « assez positive », « assez » ou « très négative » ; la religion catholique « assez positive » et la religion musulmane « assez » ou « très négative », et ceux qui jugent la religion catholique « assez négative » et la musulmane « très négative ».

Source : Baromètres CNCDH en ligne. En gras les réponses dénotant une aversion à l'islam.

L'échelle d'aversion à l'islam (tableau 2.3) combine l'image de la religion musulmane comparée à la catholique, et le rejet dont font l'objet certaines des pratiques associées à l'islam (voile, prière, sacrifice du mouton, jeûne du Ramadan), perçues comme « posant problème pour vivre en société ». Là encore, sur tous les items, on note en deux ans un recul des opinions négatives. L'échelle d'« anti-communautarisme » mesure le sentiment que certaines minorités forment « *un groupe à part* » dans la société plutôt qu'un groupe « *ouvert aux autres* » ou « *ne formant pas particulièrement un groupe* ». Un sentiment là encore en recul pour tous les groupes sauf les Asiatiques et les Chinois, vus comme groupe à part dans les mêmes proportions qu'en 2019. On dispose ainsi de quatre indicateurs d'intolérance distincts explorant les diverses facettes du rejet ethnocentriste. Pour éviter qu'ils ne se recoupent, on a supprimé de l'échelle d'ethnocentrisme les items relatifs aux Musulmans et aux Juifs. Elle devient ainsi une échelle de rejet des immigrés. À ces quatre échelles a été ajoutée l'autodéfinition de soi comme raciste, et l'indicateur de racisme biologique (la croyance en une hiérarchie des races humaines). Ces six indicateurs apparaissent suffisamment corrélés pour former une échelle globale de préjugés envers l'Autre (tableau 2.4)²⁷.

Tableau 2.4.
Matrice de corrélations entre les indicateurs de préjugés

	Anti-immigrés	Se dit raciste	Anti-communautés	Anti-juifs	Anti-Islam	Existence des races	Corr. item
Anti immigrés	1	0,50	0,50	0,34	0,63	0,31	0,68
Se dit raciste		1	0,40	0,29	0,44	0,25	0,54
Anti-communautés			1	0,52	0,47	0,24	0,62
Anti-Juifs				1	0,28	0,27	0,47
Anti-Islam					1	0,26	0,63
Existence des races						1	0,35

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Corrélations mesurées par le R de Pearson, statistiquement significatives au seuil de 0,01**. Questions et échelles orientées dans le sens de l'intolérance. La dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle globale.

Les corrélations les plus fortes lient le rejet des immigrés à l'aversion à l'islam, au racisme autodéclaré et à l'anticommunautarisme (tableau 2.4)²⁸. Un bloc cohérent d'attitudes se dessine, renvoyant au racisme ordinaire, dirigé contre les immigrés, les étrangers, les minorités. C'est le sentiment anti-immigrés qui structure ces préjugés, avec le coefficient de corrélation à l'échelle le plus élevé (0,68), suivi par l'aversion à l'islam et le refus du communitarisme (respectivement 0,63 et 0,62).

27. C'est une autre technique de construction d'échelle (analyse de fiabilité), qui tient compte des covariances entre les items mais pas de leur hiérarchie. La fiabilité de l'échelle est mesurée par l'alpha de Cronbach (0,77).

28. On observe la même structure de relations entre les préjugés que dans nos enquêtes précédentes en face à face. La seule différence est que le rejet de l'islam est plus marqué en ligne, donc la corrélation de l'échelle d'aversion à l'islam à l'échelle globale est plus forte.

Les préjugés envers les Juifs (0,47) s'inscrivent également dans cette mesure globale de racisme, leur rejet va de pair avec celui des immigrés en général. Les corrélations sont un peu moins fortes toutefois que pour les indicateurs précédents, traduisant l'autonomie relative de l'antisémitisme, sa longue histoire, et sa forte imbrication avec le contexte international (conflit israélo-palestinien). L'item de loin le moins intégré à l'indicateur global est celui du racisme biologique, affirmant l'existence de races humaines supérieures à d'autres (0,35). Ce dernier n'a pas totalement disparu, il est en baisse régulière (6,7 % de l'échantillon en 2021 contre 10,2 % en 2019). Mais, aujourd'hui, le racisme se formule plus volontiers sous sa forme différentialiste, moins stigmatisante en apparence, exagérant les différences culturelles entre majorité et minorités.

On a là autant d'indices concordants d'une cohérence des préjugés, quel que soit le groupe cible, qu'il s'agisse des Juifs, des Musulmans, des Noirs, des Asiatiques (voir *infra* partie 3 de cette section) ou des Roms (voir *infra* partie 4 de cette section). Au point que certains chercheurs préfèrent parler, plutôt que de « racisme », de *Group-Focused Enmity*²⁹ pour désigner une hostilité globale envers les groupes autres que ceux auxquels la personne s'identifie, notant que les groupes rejetés peuvent inclure aussi les minorités sexuelles, les sans-abris, les personnes en situation de handicap ou en surpoids, dès lors qu'elles apparaissent hors normes. Et ce sont les mêmes facteurs attitudinaux et socioculturels qui prédisposent à ces préjugés.

Analyse factorielle sur l'univers des préjugés

L'analyse factorielle, notamment l'analyse en composantes principales (ACP), est une technique statistique communément utilisée pour résumer un ensemble de données complexes, en identifiant un nombre limité de dimensions ou composantes principales. Elle est utilisée ici pour confirmer et compléter l'approche par les échelles d'attitudes, en repartant des 26 questions qui ont été utilisées pour les construire (échelle de rejet des immigrés, échelle d'aversion à l'islam, échelle d'aversion au communautarisme et échelle d'antisémitisme)³⁰. Au-delà des relations entre ces échelles que fait apparaître la matrice des corrélations (tableau 2.4.), elle permet également de faire apparaître celles qui pourraient exister entre les items qui les composent.

29. Andreas Zick, Carina Wolf, Beate Küpper *et al.*, « The Syndrome of Group-Focused Enmity: The Interrelation of Prejudices Tested with Multiple Cross-Sectional and Panel Data », *Journal of Social Issues*, 64 (2), juin 2008, p. 363-383.

30. Tous les items ont été codés de sorte que la valeur positive soit associée à un rejet. Pour cette partie, l'analyse a porté sur les sondés ayant répondu aux 26 questions, soit N = 1976 (sur 2000).

Tableau 2. 5.

Analyse en composantes principales sur les questions utilisées pour la construction des échelles

Item		Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3
Anti-immigrés	Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française	+ 0,64	– 0,15	– 0,12
	La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel	+ 0,73	– 0,19	– 0,04
	Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps	+ 0,63	– 0,26	+ 0,13
	Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France	+ 0,80	– 0,07	+ 0,11
	Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français	+ 0,75	– 0,07	– 0,09
	L'immigration est la principale cause de l'insécurité	+ 0,77	– 0,03	+ 0,05
	De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale	+ 0,75	– 0,08	+ 0,12
Anti-Juifs	Les Juifs ont trop de pouvoir en France	+ 0,45	+ 0,51	– 0,41
	Pour les Français juifs, Israël compte plus que la France	+ 0,39	+ 0,50	– 0,20
	Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent	+ 0,47	+ 0,54	– 0,23
	Les Français juifs sont des Français comme les autres	+ 0,38	+ 0,39	– 0,49
Anti-islam	Les Français musulmans sont des Français comme les autres	+ 0,72	– 0,14	– 0,18
	Il faut permettre aux Musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions	+ 0,68	– 0,16	– 0,14
	Le terme suivant évoque pour vous quelque chose de positif ou de négatif : Religion musulmane	+ 0,48	– 0,23	+ 0,08
	L'islam est une menace pour l'identité de la France	+ 0,79	– 0,15	+ 0,09
	Le respect des pratiques musulmanes suivantes peut en France, poser problème pour vivre en société :			
	Le jeûne du ramadan	+ 0,65	– 0,17	– 0,23
	Les prières	+ 0,68	– 0,20	– 0,14
	L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	+ 0,59	– 0,12	– 0,23
	Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kébir	+ 0,58	– 0,21	– 0,13
	Le port du voile / foulard	+ 0,65	– 0,25	+ 0,04
Anti-communautarisme	Pour chacune des catégories suivantes, dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : un groupe à part dans la société / Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe :			
	Les Juifs	+ 0,37	+ 0,66	+ 0,13
	Les Maghrébins	+ 0,64	+ 0,11	+ 0,37
	Les Musulmans	+ 0,63	+ 0,10	+ 0,43
	Les Asiatiques/Chinois	+ 0,36	+ 0,55	+ 0,30
	Les Noirs/Antillais	+ 0,40	+ 0,45	+ 0,25
	Les Roms	+ 0,40	+ 0,13	+ 0,55

Source : Baromètres CNCDDH en ligne. Analyse en composantes principales (ACP).
 Part de variance expliquée par le modèle : 52 % (1^{er} facteur 37 %, 2^e 9 %, 3^e 6 %). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution positive ou négative des variables à chaque facteur, variant entre 0 et 1. Figurent en gras les coefficients les plus importants au sein de chaque composante.

L'analyse factorielle met en avant trois composantes principales³¹. La première s'impose comme la structure dominante de cet univers de préjugés, expliquant plus d'un tiers de la variance totale (37 %). Le tableau 2.5 résume la contribution de chaque item aux trois composantes retenues. On note d'abord que tous les items sans exception sont positivement corrélés à la première dimension, qui traduit une hostilité globale envers l'Autre. Les corrélations les plus fortes, toutefois, sont celles des items dénotant un rejet global des immigrés, suivis de ceux qui dénotent une aversion à l'islam et aux Musulmans³².

Au-delà de cette structure globale des préjugés que montre le premier facteur, les deux autres permettent de mettre en avant les relations spécifiques qui peuvent exister entre certains items formant quelques attitudes spécifiques. La deuxième composante principale caractérise les préjugés spécifiques envers les Juifs (argent, pouvoir, double allégeance), auxquels s'ajoute un préjugé envers les Asiatiques/Chinois vus comme un groupe à part dans la société française. Bien que cette composante pèse beaucoup moins dans la structuration de l'univers des préjugés, n'expliquant que 9 % de la variance totale, elle témoigne d'une attitude antisémite spécifique. Et l'association du rejet des Juifs et des Asiatiques, sur cette dimension, est intéressante. Si ces deux préjugés ont une histoire, une amplitude, des causes différentes, l'analyse met toutefois en lumière que ces deux groupes ont en commun une image ambivalente, associés à des traits *a priori* positifs – avoir de l'argent, de l'influence économique – mais générant du ressentiment et se retournant contre eux. La troisième composante, rendant compte de 6 % de la variance, se distingue clairement des deux dimensions précédentes dans la mesure où elle se caractérise par le sentiment que toutes les minorités forment un « *groupe à part* » dans la société française, tout en rejetant la plupart des préjugés à leur égard, comme le montrent les corrélations négatives avec les items en question. Ainsi, les pratiques musulmanes (prières, jeûne du Ramadan, interdits alimentaires) ne sont pas considérées comme problématiques, la qualité de « Français » n'est pas refusée aux Français juifs (- 0,49), aux Français musulmans ou aux enfants d'immigrés, le stéréotype attribuant aux Juifs « *trop de pouvoir* » est rejeté (- 0,49), etc. D'une certaine manière, cette dimension refléterait une reconnaissance de fait et une vision, sinon positive, du moins non négative des différentes communautés ethniques et religieuses qui existent en France.

Les résultats de l'analyse factorielle confortent donc ce que la construction des échelles d'attitudes laissait apparaître. Ils montrent d'une part la cohérence de l'univers des préjugés et sa quasi-unidimensionnalité. On trouve une tendance globale chez certaines personnes à se méfier de l'Autre – autre par son origine, sa religion, sa couleur de peau –, quel qu'il soit. Ils montrent d'autre part, au sein de cet ensemble, des dimensions spécifiques, à commencer par celle de l'antisémitisme, et plus largement de toutes celles que saisissent nos échelles.

31. La première composante est évidemment la plus significative. Retenir les composantes suivantes permet toutefois de mettre en avant d'autres relations même si elles pèsent moins dans cet univers des préjugés. Ces trois composantes retenues ont une valeur supérieure à la part de variable expliquée théorique ($100/26 = 3,8\%$).

32. La corrélation est de 0,80 pour l'item « Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France », 0,79 pour « L'islam est une menace pour l'identité de la France », 0,77 pour « L'immigration est la principale cause de l'insécurité », 0,75 pour « Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment Français » et « De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale ».

1.1.2.2. Des facteurs explicatifs communs

Autoritarisme et rejet de l'autre

On sait, depuis les travaux d'Adorno et de ses collègues, que l'ethnocentrisme s'inscrit dans une vision autoritaire-hiérarchique de la société³³. Pour le mesurer, on dispose d'un indicateur combinant les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, le laxisme de la justice et l'acceptation de l'homosexualité (tableau 2.6), mesurant des attitudes favorables à la répression de toute déviance, qu'elle soit sociale ou morale.

Tableau 2.6.
Indice d'autoritarisme (en %)

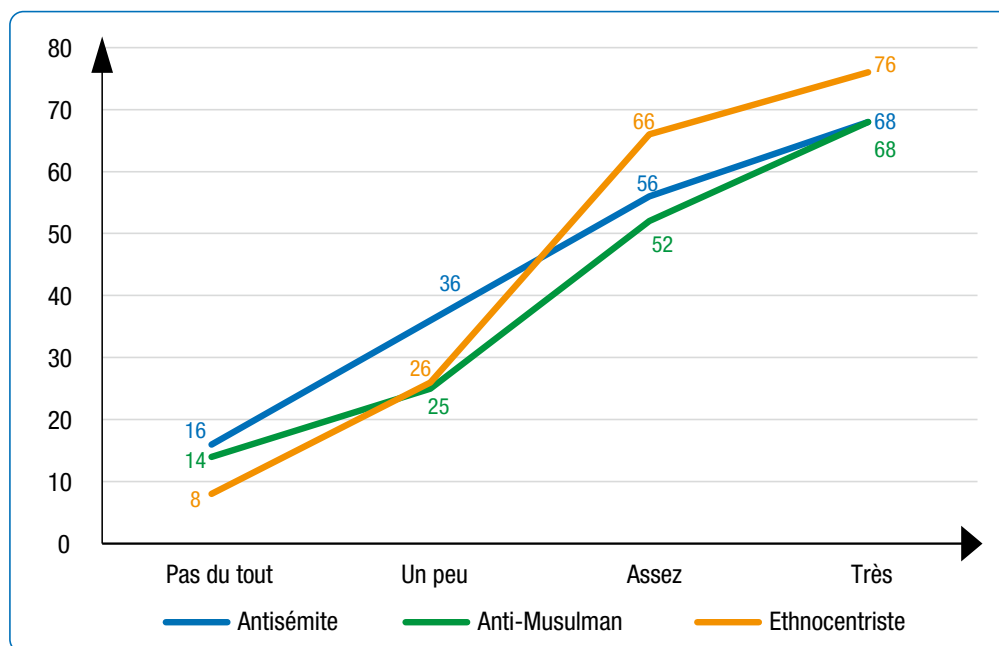
	2019	2021
<i>L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord / Pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord, SR	17,5	12,9
<i>Il faudrait rétablir la peine de mort</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord / Pas du tout d'accord, SR	71,4	68,8
<i>Les tribunaux français ne sont pas assez sévères</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord / Pas du tout d'accord, SR	96,9	96,9

Source : Baromètres CNCDH en ligne. Figurent en gras les réponses dénotant de l'autoritarisme.

Plus la personne interrogée a des scores élevés sur cet indice d'autoritarisme, plus forte est la probabilité qu'ils soient également élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme. La proportion de scores élevés sur cet indicateur passe de 8 % chez les répondants peu autoritaires à 76 % chez les plus autoritaires. Il en va de même pour les scores sur les échelles d'aversion à l'islam et d'antisémitisme (figure 2.2).

De même, la personne interrogée sera plus encline à s'avouer raciste, à croire en l'existence de races humaines, moins sensible aux discriminations subies par les Maghrébins, les Noirs ou les personnes handicapées. Elle sera aussi plus portée à avoir à une vision traditionnelle de la femme, cantonnée au foyer et à l'éducation des enfants. Le rejet tranché (« *pas du tout d'accord* ») de l'opinion selon laquelle les femmes seraient « *faites avant tout pour avoir des enfants et les élever* » passe de 76 % chez les répondants les moins autoritaires (note zéro sur l'échelle d'autoritarisme) à 28 % chez les plus autoritaires (note 3) et l'adhésion totale (« *tout à fait d'accord* ») avec l'idée qu'une femme devrait pouvoir s'habiller comme il lui plaît, de 76 % à 43 %. Parallèlement, le sentiment que refuser l'embauche d'une personne maghrébine qualifiée pour un poste est « *très grave* » passe de 83 % chez les moins autoritaires à 38 % chez les plus autoritaires et, dans le cas d'une personne noire, de 93 % à 57 % – tandis que le sentiment qu'une lutte vigoureuse est « *tout à fait nécessaire* » pour lutter contre les discriminations touchant les personnes atteintes d'un handicap passe de 60 % à 39 %.

33. Voir Karen Stenner, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005 et David Art, « Review: What Do We Know About Authoritarianism After Ten Years? », *Comparative Politics*, 4(3), p. 351-373.

Figure 2.2. **Préjugés par niveau croissant d'autoritarisme (%)**

Source : Baromètres CNCDH. Scores de 5 à 7 sur l'échelle d'aversion à l'islam, de 2 à 5 sur l'échelle d'antisémitisme et de 5 à 10 sur celle d'ethnocentrisme.

Les préjugés racistes s'accompagnent d'une volonté d'imposer à l'autre – autre par son origine, sa religion, sa culture, mais aussi ses pratiques sexuelles ou son apparence –, par la force s'il le faut, les normes perçues ou voulues comme dominantes dans la société.

Les facteurs socioculturels et politiques

Certaines personnes sont plus enclines que d'autres à adhérer à des préjugés racistes et à une vision autoritaire de la société. À quelques exceptions près, les grandes variables explicatives du rejet des minorités, qu'il s'agisse des immigrés, des Juifs ou des Musulmans, sont identiques d'une vague du Baromètre CNCDH sur l'autre, en ligne et en face à face, et d'un pays européen à l'autre³⁴. L'intolérance sur nos trois échelles augmente avec le niveau d'études, parce que l'école ouvre sur le monde, sur les autres cultures, et apprend à raisonner de manière critique et autonome (tableau 2.6). Et, sur les deux premières échelles tout au moins, elle varie en raison inverse de l'âge, les deux effets se cumulant. Les nouvelles générations nées après-guerre, plus instruites, marquées par les valeurs

34. Andreas Zick, Beate Küpper, Andreas Hovermann, *Intolerance, Prejudice and Discrimination : A European Report* (France, Germany, Great Britain, Hungary, Italy, The Netherlands, Poland and Portugal); disponible ici : <http://library.fes.de/pdf-files/doi/07908-20110311.pdf>. Voir aussi le numéro spécial sur les facteurs des attitudes envers les immigrés en Europe, introduit par Eidad Davidov et Moshe Semyonov, « Attitudes towards immigrants in European Societies », *International Journal of Comparative Sociology*, 58(5), 2017, p. 359-366, ainsi que Anthony Heath, Lindsay Richards, Robert Ford, « How do Europeans differ in their attitudes to immigration », communication à la Conférence internationale de l'ESS, Lausanne, 2016; disponible ici : https://www.europeansocialsurvey.org/docs/about/conference/HEATH_FORD_how-do-Europeans-differ.pdf

permissives de Mai 68 et par la mondialisation, ont des notes plus basses que leurs aînés (tableau 2.6)³⁵. En revanche, et ce n'était pas le cas dans l'enquête en ligne de 2019, l'âge n'a plus d'impact significatif sur le niveau d'antisémitisme, qui ne baisse pas chez les plus jeunes et l'interaction âge/diplôme apparaît plus complexe que pour les deux autres préjugés. L'instruction fait reculer les préjugés antisémites quel que soit l'âge. Mais l'effet de l'âge joue différemment selon le niveau de diplôme : chez les sondés qui n'ont pas dépassé le niveau du baccalauréat, on retrouve l'effet attendu (les plus âgés sont les plus antisémites), tandis que, chez ceux qui ont fait des études au-delà du baccalauréat, les plus jeunes sont plus antisémites que leurs aînés.

La dimension politique de l'ethnocentrisme, enfin, est particulièrement visible. L'intolérance s'élève à mesure que l'on s'approche du pôle droit de l'échiquier politique, où prédomine une vision hiérarchique et autoritaire de la société. Chez les personnes qui se situent dans les deux cases les plus à droite de l'échelle gauche-droite, la proportion de scores élevés sur les échelles d'ethnocentrisme, d'islamophobie et d'aversion à l'islam atteint des niveaux record (82 %, 71 % et 61 %). Chez les sympathisants déclarés du RN, un parti qui met la préférence nationale au cœur de son programme, la proportion de très ethnocentristes atteint 88 %, et celle des scores élevés sur les échelles d'antisémitisme et d'aversion à l'islam, respectivement 72 % et 78 %.

L'effet de la religion, lui, a évolué dans le temps. Jusqu'en 2005, cette variable n'a pas d'impact sur le niveau d'intolérance. L'affaire des caricatures de Mahomet au Danemark suscite une crispation identitaire des catholiques en France, qui se montrent cette année-là moins tolérants que les personnes se déclarant sans religion. Et le rejet des minorités augmente alors avec le degré d'intégration à la communauté catholique, mesuré par la fréquence de la pratique religieuse. Après les attentats de 2015, la tendance s'inverse. Globalement le niveau d'ethnocentrisme et d'islamophobie reste plus élevé chez les catholiques comparés aux non-catholiques, aux fidèles d'une autre religion et aux personnes sans religion déclarée. Mais parmi les catholiques déclarés, la pratique freine l'intolérance, les scores sur les deux échelles diminuant quand on passe des non-pratiquants aux pratiquants réguliers (allant au moins une fois par mois à la messe), et atteignant son minimum chez les rares catholiques qui vont encore à la messe tous les dimanches³⁶. Étaient alors perceptibles l'influence du pape François qui, durant toute l'année 2015, avait martelé un message de paix, d'amour du prochain, et de tolérance, et encouragé le dialogue interreligieux, ainsi que l'impact de la forte mobilisation de la conférence épiscopale française pour promouvoir une solidarité active avec les réfugiés. Depuis, la tendance antérieure aux attentats s'est affirmée, le niveau d'antisémitisme augmente désormais avec le niveau de pratique, dans le sondage en ligne de cette année (tableau 2.6) comme dans celui de 2019. Des résultats à mettre en relation avec un glissement à droite des catholiques observé par plusieurs sondages³⁷.

35. Sur l'impact du renouvellement générationnel sur le niveau de tolérance, voir Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.

36. Sur les 48 % de l'échantillon se disant catholiques, seuls 7 % vont à la messe au moins une fois par mois dont la moitié tous les dimanches, 19 % ne pratiquent qu'occasionnellement pour les grandes fêtes, et 74 % ne pratiquent pas.

37. Jérôme Fourquet, *À la droite de Dieu. Le réveil identitaire des catholiques*, Paris, Cerf, 2018.

Tableau 2.7.
Facteurs explicatifs des préjugés en 2021 (en %)

% Scores élevés sur échelle	Ethnocentrisme (Scores 5-10)	Islamophobie (Scores 5-7)	Antisémitisme (Scores 2-5)
SEXE			
Homme	58	51	53
Femme	51	39	48
ÂGE			
18-24 ans	39	32	50,5
25-34 ans	45	38,5	48,5
35-49ans	52	42	49
50-64 ans	57	46	51
65 +	63	54	52
DIPLÔME			
Sans le bac	67	53	59,5
Bac	54,5	44	53
Bac + 2	54	44	48
Bac ≥3	41	38	39
TAILLE DE L'AGGLOMERATION			
Commune rurale	54	47,5	50
Moins de 20 000 habitants	62	49	52
20 000-100 000	57	46	49
+ 100 000	54	43	49,5
Agglomération parisienne	49	42	53
ÉCHELLE Gauche /Droite			
Gauche (1,2)	26	23	38
Centre gauche (3)	31	28	42
Centre (4)	57	43	52
Centre droit (5)	64	53	53
Droite (6,7)	82	71	61
SITUATION ÉCONOMIQUE RESENTIE « Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait d'accord	64	58	58
Plutôt d'accord	60	49	56
Plutôt pas	47	35	42
Pas du tout	43,5	35	42
REVENU MENSUEL NET DU FOYER			
<1400 euros	54	42,5	53
1400-2000	55	45	53
2000-3000	57	48	48
+ 3000	52	46	51
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	54	61	61
Occasionnel	68,5	60	56
Non pratiquant	63	52	53
Autre religion	46	34	57
Sans religion	47	38	46
ASCENDANCE			
Français sans ascendance étrangère	58	48	50,5
Au moins un parent/grand parent étranger	48	39	51
Dont Maghreb/Afrique noire	23	27	58
Ensemble	55	45	51

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Les fidèles des autres religions, où les Musulmans sont nombreux³⁸, ont sans surprise les scores les plus bas sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam (23 % et 27 %). En revanche leur niveau d'antisémitisme est supérieur à la moyenne de l'échantillon (+ 6 points), mais inférieur à celui des catholiques pratiquants réguliers (- 4 points).

L'échantillon reflète la diversité de la population résidant dans l'Hexagone : 30 % des personnes interrogées en face à face déclarent au moins un ascendant (19 % au moins un parent, 27 % au moins grand parent) étranger, et les interviewés d'ascendance maghrébine ou africaine, dont un tiers sont musulmans, représentent 7 % de l'échantillon. Ces interviewés issus de l'immigration sont les premières victimes du racisme en fonction de leur origine, ils ne sont pas pour autant exempts de préjugés. L'ethnocentrisme dépend d'une multiplicité de facteurs, psychologiques, socioculturels et politiques, et chacun peut trouver un « autre » à rejeter. Mais le fait d'avoir dans sa famille ne serait-ce qu'un parent ou grand-parent étranger est un facteur d'ouverture. Les Français sans ascendance étrangère ont des scores plus élevés sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam (+ 3 points au-dessus de la moyenne) (tableau 2.6). Les niveaux d'ethnocentrisme et d'islamophobie les plus bas caractérisent à l'inverse les personnes dont au moins un parent ou grand-parent vient du Maghreb ou de l'Afrique sub-saharienne. En revanche, le niveau d'antisémitisme des personnes sans ascendance étrangère est dans la moyenne de l'échantillon tandis que celui des sondés d'ascendance maghrébine ou africaine le dépasse de 7 points tout en restant inférieur à celui des catholiques pratiquants réguliers (- 3 points).

À ces variables classiques s'ajoutent les effets de l'insécurité économique. Le rejet des autres s'accroît avec le sentiment de dégradation de la situation économique personnelle et familiale. La proportion de scores élevés sur les trois échelles varie d'une vingtaine de points de pourcentage quand on passe des personnes tout à fait d'accord pour estimer « *vivre aujourd'hui moins bien qu'il y a quelques années* » à celles qui ne sont pas du tout d'accord (tableau 2.6)³⁹.

Cependant, détailler les facteurs explicatifs des préjugés ne suffit pas, il faut croiser leurs effets, saisir les interactions, voir comment ils s'ajoutent ou se compensent chez un même individu. La technique statistique de la régression logistique permet de mesurer l'effet propre de chacune des variables sur le niveau d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'aversion à l'islam en 2021, toutes choses égales par ailleurs (tableau 2.7)⁴⁰.

38. N = 57, soit un gros tiers des fidèles de religions autres que catholique.

39. Ce n'est pas propre à la France. Sur les effets comparés de la crise économique en Europe sur la perception des immigrés, voir notamment Anabel Kuntz, Eldad Davidov, Moshe Semyonov, « The dynamic relations between economic conditions and anti-immigrant sentiment : a natural experiment in times of the European economic crisis », *International Journal of Comparative Sociology*, 58(5), 2017, p. 392-415, ainsi que Joonghyun Kwak, Michael Wallace, « The Impact of the Great Recession on Perceived Immigrant Threat : A Cross-National Study of 22 Countries », 8(3), p. 1-23.

40. Résultats détaillés des régressions logistiques disponibles sur demande.

Tableau 2.8.

Variables prédictives des préjugés ethnocentristes, antisémites et islamophobes

	Ethnocentrisme (Scores 5-10)	Aversion à l'islam (Scores 5-7)	Antisémitisme (Scores 2-5)
Échelle gauche droite	+++	+++	+++
Diplôme	+++	++	+++
Religion	+	++	+
Situation économique perçue	+++	+++	++
Ascendance	++	+++	–
Âge	++	+	–
Sexe	–	+++	–
R² de Nagelkerke	0,26	0,21	0,08

Modèle de régression logistique. Seuils de significativité statistique retenus : + $P < 0.05$; ++ $P < 0.010$; +++ $P < 0.001$, retenant la/les modalités de la variable la plus significative.

Quel que soit le préjugé, l'analyse confirme l'impact significatif de trois variables. Le positionnement politique est de loin la variable la plus prédictive, suivie par le niveau de diplôme, et l'insécurité économique perçue, qui a pris de l'importance dans le contexte de la pandémie (tableau 2.7). Une orientation politique de droite favorise une vision autoritaire hiérarchique de la société et de la place qu'y occupent les minorités. L'école et l'université ouvrent sur le monde, sur les autres cultures, elles apprennent à penser par soi-même et à se méfier des idées reçues. Et les effets de ces deux variables se cumulent. La probabilité prédite d'avoir des notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme passe de 20 % chez les interviewés les plus à gauche et d'un niveau d'études égal ou supérieur à bac + 2 à 84 % chez les répondants les plus à droite non bacheliers (figure 2.3). L'analyse nuance l'impact de la religion et de l'ascendance. L'appartenance au catholicisme, religion dominante, accroît globalement les probabilités d'avoir des scores élevés sur l'échelle d'aversion à l'islam et aux immigrés. Une pratique régulière de cette religion, signe d'intégration au catholicisme dans un contexte de recul des pratiques, accroît la probabilité d'avoir des notes élevées tant sur l'échelle d'aversion à l'islam que sur celle d'antisémitisme. Tandis que le fait d'appartenir à une religion minoritaire notamment l'islam accroît également, dans une moindre mesure, l'acceptation des préjugés envers les Juifs⁴¹. Une ascendance « franco-française » favorise le repli ethnocentriste et antisémite. L'âge joue sur l'ethnocentrisme et le rejet des Musulmans, préjugés nettement moins marqués chez les nouvelles générations, qui ont grandi dans une société multiculturelle et ont une conception ouverte de la laïcité⁴². Le genre enfin a

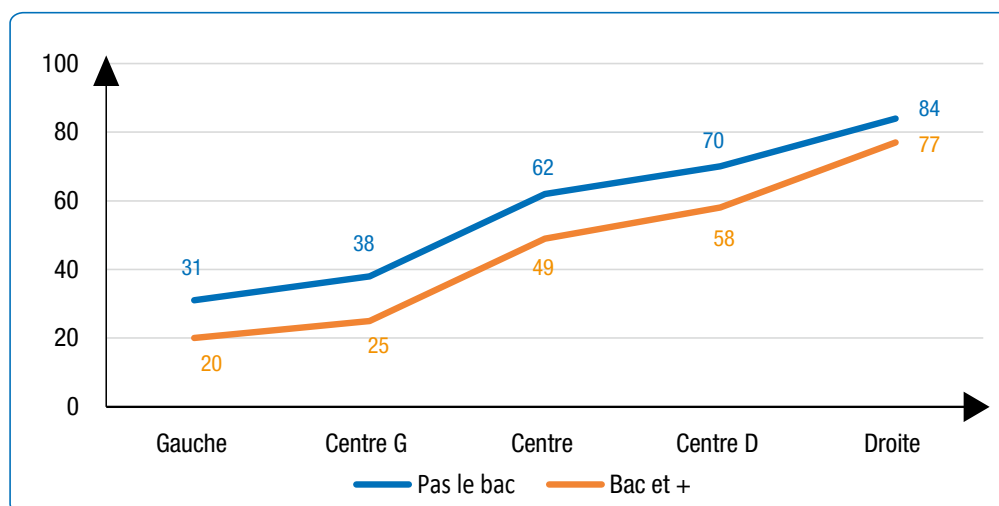
41. Les effectifs incitent à la prudence, l'échantillon de l'enquête en ligne comptant 57 Musulmans déclarés sur 169 déclarant une autre religion que le catholicisme.

42. Cette hypothèse semble confortée par un sondage récent (janvier 2021) de l'IFOP pour la LICRA et le DDV auprès de lycéens montrant une grande tolérance à l'égard des manifestations de religiosité dans l'espace scolaire; disponible ici : <https://www.ifop.com/publication/droit-au-blaspheme-laicite-liberte-denseignement-les-lyceens-daujourd'hui-sont-ils-paty>

cette année un impact significatif sur les préjugés envers l'islam et ses fidèles, les femmes se montrant nettement plus tolérantes à leur égard, toutes choses égales par ailleurs.

Figure 2.3.

Probabilités d'être très ethnocentriste par diplôme et positionnement politique (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

– Au total, si l'on en juge par la valeur du coefficient résumant le pouvoir prédictif du modèle (dernière ligne du tableau 2.7), ce dernier explique mieux les variations de l'ethnocentrisme, soit ce ressentiment global contre l'immigré, l'étranger, notamment s'il est musulman, que celles de l'antisémitisme. Ces préjugés dépendent vraisemblablement d'autres facteurs non pris en compte dans le modèle, qu'il faut explorer (voir *infra* 1.1.2.3).

1.1.2.2.3. Le renouvellement des argumentaires du racisme

Depuis la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, les préjugés à l'égard des minorités ont évolué vers des formes détournées, plus acceptables en démocratie. Les stéréotypes racistes les plus crus, exprimant l'infériorité physique et morale de l'Autre, sont en recul. Mais la barrière des préjugés demeure. Des auteurs comme Donald Kinder, David Sears ou John McConahay analysent l'émergence aux États-Unis d'un « racisme symbolique », fondé sur les différences culturelles. Ainsi les Noirs sont critiqués parce qu'ils ne respecteraient pas les valeurs traditionnelles des États-Unis, fondées sur une éthique individualiste du travail et de l'effort – tandis que les mesures de discrimination positive (« *affirmative action* ») prises en leur faveur sont rejetées au nom des principes d'égalité, de justice et d'autonomie individuelle⁴³. Aux Pays-Bas, Thomas Pettigrew et Roel Meertens diagnostiquent pareillement le remplacement d'un racisme flagrant (« *blatant* »), assignant aux minorités un statut

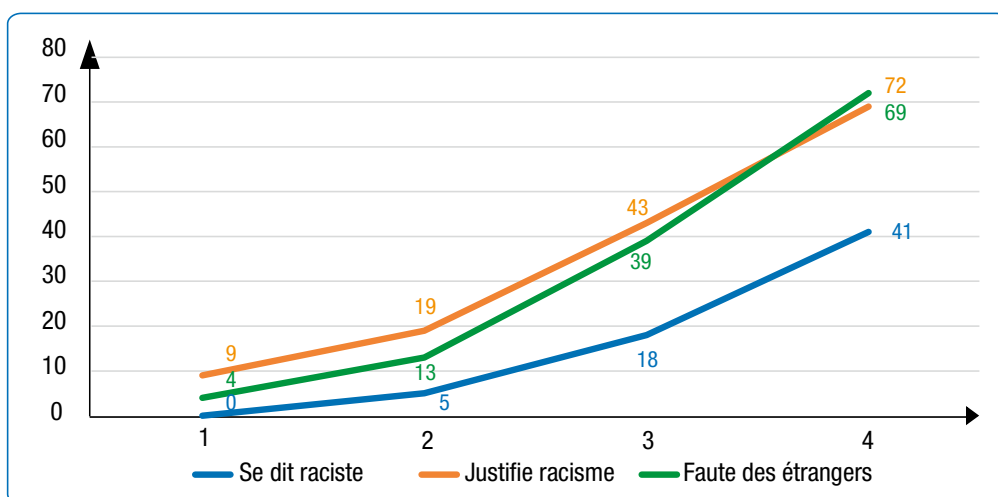
43. Pour un bilan de ces travaux pionniers, voir Thomas F. Pettigrew, « The Nature of Modern Racism in the United States », *Revue internationale de psychologie sociale*, 1989, vol. 2 (3), p. 291-303.

inférieur, évitant leur contact, par un racisme déguisé (« *subtle* »)⁴⁴, qui consiste à exagérer les différences et à refouler des sentiments positifs à leur égard. Ce « nouveau » racisme toucherait en particulier des milieux jeunes, diplômés, même de gauche, qui ne se considèrent pas comme racistes.

Du racisme biologique au racisme différentialiste

Sur le long terme, il y a effectivement plusieurs indices d'une transformation de l'expression et des justifications des préjugés en France. Si le racisme le plus cru à fondement biologique est loin de disparaître dans le débat public, comme en attestent les insultes adressées par une candidate du FN à Christiane Taubira, comparée à un singe sur Facebook en octobre 2013, ou les propos de Nadine Morano qualifiant la France de « *pays de race blanche* » en septembre 2015, ou ce qu'on entend dans les stades, il est en net recul dans l'opinion. Dans le Baromètre CNCDH de mars 2021, la croyance en une hiérarchie des races n'est partagée que par moins de 7 % de l'échantillon, contre 59 % jugeant que toutes les races se valent et 34 % que les races humaines n'existent pas. Une autre, régulièrement posée, demande dans quelle mesure la personne se considère elle-même « raciste » : « *En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, vous êtes un peu raciste, vous n'êtes pas très raciste, vous n'êtes pas raciste du tout ?* » Elle a été souvent critiquée, au motif que les « *racistes* » se garderaient bien de dire qu'ils ou elles le sont. Pourtant, la proportion des sondés qui s'assument comme tels, se disant « *plutôt* » ou « *un peu* » racistes, est non négligeable, même si elle baisse régulièrement (22,5 % cette année contre 27,9 % en 2019). La norme antiraciste s'est imposée. La proportion de personnes qui se déclarent « *plutôt* » ou « *un peu* » racistes est deux fois moins fréquente que dans les premières vagues du Baromètre. Au racisme est associé un sentiment de culpabilité. Et, quand il s'exprime, il s'entoure de justifications.

Figure 2.4. Inversion des argumentaires par niveau croissant d'ethnocentrisme (%)



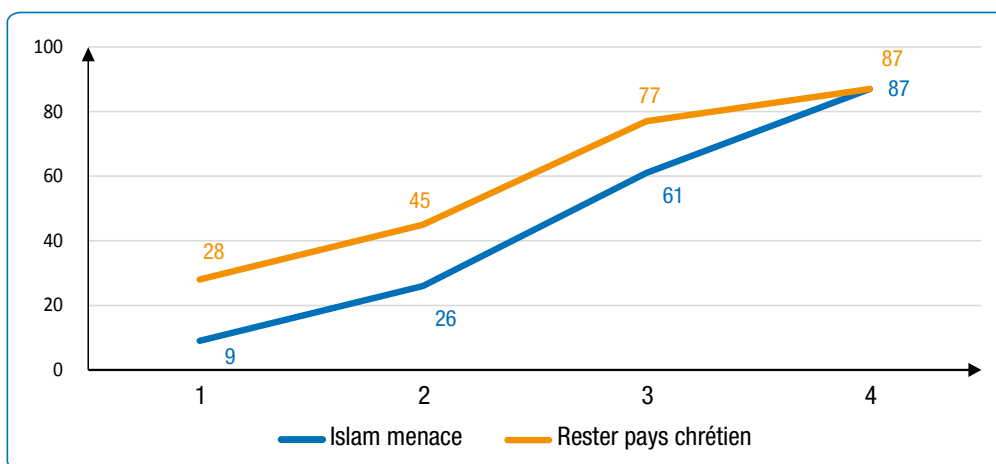
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Scores d'ethnocentrisme 0-1/2-3/4-5/6-10.

44. Thomas F. Pettigrew, Roel W. Meertens, « Subtle and blatant prejudice in Western Europe », *European Journal of Social Psychology*, 1995, 25, p. 57-75.

«Les racistes, c'est les autres»

Un premier argument consiste à inverser la causalité et à renvoyer la responsabilité du racisme à ceux qui en sont les victimes (figure 2.4). Plus les scores d'une personne sont élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme, plus elle aura tendance à estimer que « *certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes* », à s'assumer comme « raciste » à penser que « *ce sont avant tout les personnes d'origine étrangère qui ne se donnent pas les moyens de s'intégrer* ». L'étude qualitative à base d'entretiens menée par CSA pour le rapport de la CNCDH de 2013 aboutissait au même constat. Le racisme est condamnable en principe, mais dans la vie quotidienne il devient excusable, sur le mode « *C'est eux qui nous forcent à devenir racistes* », c'est la faute des immigrés, des étrangers, qui « *en profitent* ». Ce retournement va de pair avec une défense des Français perçus comme les vraies victimes de racisme et de discriminations et menacés par l'immigration.

Figure 2.5. Justifications culturelles par niveau croissant d'ethnocentrisme (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Scores d'ethnocentrisme 0-1/2-3/4-5/6-10.

Un second type d'argument est d'ordre identitaire et culturel, sommant les immigrés et les étrangers de se conformer aux normes et aux valeurs de la société d'accueil. Ainsi, plus la personne est ethnocentriste, plus elle se méfie de l'islam. Le soutien à l'idée que « *la France doit rester un pays chrétien* » (« *tout à fait* » + « *plutôt d'accord* ») va de 28 % chez celles qui ont des scores faibles sur l'échelle d'ethnocentrisme à 87 % chez celles qui ont des scores élevés et le sentiment que l'islam est une menace pour l'identité de la France passe de 9 % à 87 % (figure 2.5).

Au nom de la laïcité

Dans ce second argumentaire, la notion de laïcité est aujourd'hui centrale, convoquée pour justifier le rejet de l'autre, et d'abord du Musulman. Usage paradoxal s'il en est pour un terme né à gauche, au centre des valeurs universalistes de la République, où « *la tolérance – comprise comme l'ouverture aux autres, à la*

*diversité et au dialogue [est] une composante de l'idéal laïque (...)»*⁴⁵. Au niveau des attitudes, on trouve toujours un lien plus fort entre défense de la laïcité et orientation politique de gauche, mais il s'érode. Ainsi dans l'enquête 2021 la proportion de jugements « très positif » sur le mot « laïcité » va de 55 % chez les répondants qui se classent le plus à droite sur l'échelle gauche droite (cases 6 et 7) à 42 % chez les plus à gauche (cases 1 et 2). Si l'on ajoute aux jugements « très » positifs les « plutôt » positifs, les différences s'estompent encore, l'adhésion à la laïcité passant de 86 % chez les interviewés de gauche dans leur ensemble (extrême gauche + gauche) à 78 % chez les interviewés de droite (droite et extrême droite), y compris chez les sympathisants du Rassemblement national (70 %, contre 78 % chez les proches des Républicains), parti dont le site officiel proclame que « *La laïcité est une valeur au cœur du projet républicain* »⁴⁶. De même, la majorité des catholiques y est aujourd'hui acquise, dans la même proportion que le reste de l'échantillon (76 % de jugements positifs, dont 44 % très positifs), alors qu'hier ils en étaient de farouches opposants.

Mais le même terme de « laïcité » peut revêtir des significations contrastées selon l'orientation politique. C'est ce que montraient il y a deux ans les réponses à une question sur ses différentes acceptions, croisées avec le positionnement sur l'axe gauche-droite⁴⁷. Les personnes se classant à gauche avaient de la laïcité une définition ouverte, y voyant d'abord un moyen de « *permettre à des gens de conviction différente de vivre ensemble* ». Celles de droite la voyaient plutôt comme interdiction de tout signe et manifestation religieuses dans l'espace public et comme moyen de « *préservation de l'identité traditionnelle de la France* ». Cette année, a été posée une question reprenant ces différentes acceptions de la laïcité, croisées avec le positionnement gauche-droite (tableau 2.8.). On note qu'en tête arrive une conception ouverte de la laïcité, vue d'abord comme liberté de pratiquer ou non une religion, suivie par le principe de séparation de l'Église et de l'État et l'idée qu'elle favorise le vivre ensemble (27 %, 23 % et 22 %), loin devant la défense d'une laïcité de combat hostile à tout signe religieux dans l'espace public (14 %). Si la hiérarchie des réponses est globalement la même quel que soit le positionnement politique, les répondants de gauche comparés à ceux de droite sont toutefois plus attachés à la séparation de l'Église et de l'État (+ 6 points), au vivre ensemble (+ 5) et à la liberté de pratique (+ 3), et ceux de droite plus en faveur de l'interdiction de tout signe religieux (+ 5) et d'une conception identitaire de la laïcité (+ 6).

45. Martine Barthélémy, Guy Michelat, « Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui », *Revue française de science politique*, 57(5), 2007, p. 649-698.

46. Voir le site officiel du Front national : <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/refondation-republicaine/laicite>

47. Voir le rapport CNCDH de 2016, *op.cit.*, p. 114, ainsi que l'analyse par Martine Barthélémy et Guy Michelat (*art. cit.*) des différences existant entre laïques de gauche et laïques de droite lors des débats sur le port du voile à l'école.

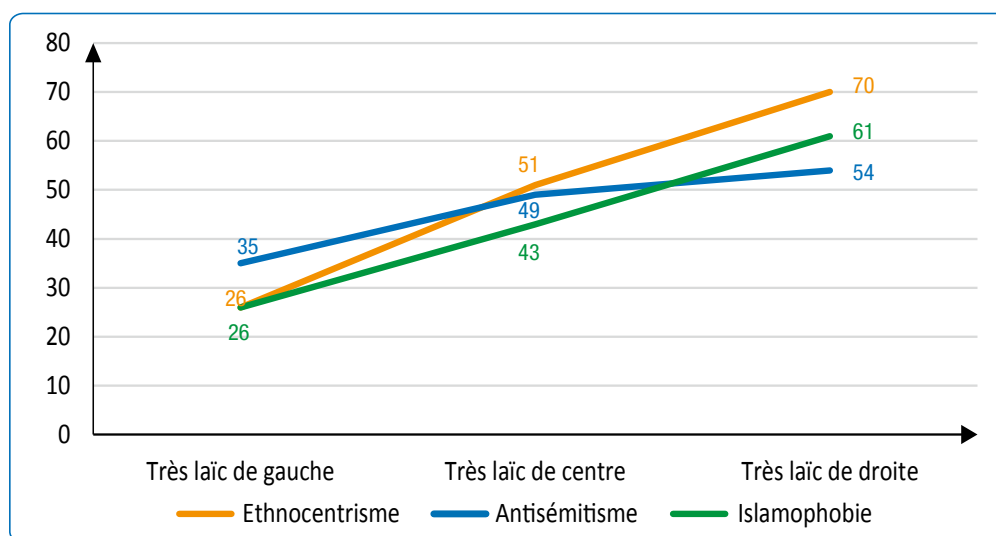
Tableau 2.9.

Conceptions de la laïcité par positionnement sur l'échelle gauche droite (en %)

	Gauche	Centre + SR	Droite	Ensemble
Liberté de pratiquer la religion que l'on souhaite ou de n'en pratiquer aucune	28	27	25	27
Séparation des religions et de l'État	29	20	21	23
Permettre à des gens de conviction différente de vivre ensemble	27	23	18	22
Interdiction des signes et manifestations religieuses dans l'espace public	9	14	18	14
Préservation de l'identité traditionnelle de la France	5	11	15	11
Rejet de toutes les religions et convictions religieuses	2	4	3	3

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021), 1^{er} choix.

Ces conceptions contrastées de la laïcité, à gauche et à droite, influencent le niveau de préjugés envers les minorités (figure 2.6.).

Figure 2.6. **Préjugés par opinion sur la laïcité et position politique (%)**

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Il s'agit des proportions de scores élevés sur les échelles d'ethnocentrisme (5-10), d'aversion à l'islam (5-7) et d'antisémitisme (2-5).

En 2021, les personnes définies comme « très laïques de gauche » (pour qui le terme de « laïcité » évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois premières cases de l'échelle gauche-droite) se montrent beaucoup plus tolérantes que les « très laïques » de droite (personnes à qui le terme de laïcité évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois dernières cases de l'échelle gauche-droite) à en juger par leurs scores respectifs sur nos trois échelles de préjugés (figure 2.6). La laïcité vue de droite n'a pas grand-chose à voir avec celle de gauche, ni avec les valeurs de tolérance, de liberté de

conscience et d'égalité des droits qui l'accompagnent, c'est plutôt une manière de justifier le rejet des minorités culturelles et religieuses⁴⁸. On notera toutefois que, selon le type de préjugé, les variations observées sont d'inégale ampleur. Quand on passe des très laïcs de gauche aux très laïcs de droite, la proportion de notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme augmente de 44 points, mais sur l'échelle d'aversion à l'islam de 35 points et sur l'échelle d'antisémitisme de 19 points, signe là encore d'une relative autonomie des préjugés envers les Juifs et dans une moindre mesure des Musulmans, par rapport au racisme classique anti-immigrés.

1.1.2.3. LA SPÉCIFICITÉ DES PRÉJUGÉS ANTISÉMITES ET RACISTES

Les préjugés envers les minorités partagent nombre de traits communs. Quelle que soit leur cible, ils évoluent dans l'ensemble pareillement dans le temps, ils sont corrélés entre eux, ils s'expliquent par les mêmes facteurs et renvoient à des argumentaires similaires. Mais chaque préjugé présente aussi des particularités, liées à l'histoire du groupe ciblé, aux politiques publiques dont il a pu faire l'objet, au contexte national et international. C'est l'antisémitisme qui a la plus longue histoire et qui, depuis la Shoah, est devenu l'aune à laquelle se mesurent tous les racismes. Cette partie analyse donc d'abord les transformations des préjugés envers les Juifs. Elle étudie en miroir les préjugés envers les Musulmans, dans la lignée des débats symétriques autour d'un « *nouvel antisémitisme* » et d'une « *nouvelle islamophobie* ». Deux groupes aux relations complexes et qui n'ont pas toujours été conflictuelles⁴⁹. Puis, elle analyse les préjugés liés à la couleur de peau, ceux qui visent les Asiatiques et en particulier les Chinois et ceux qui visent les Noirs. Les Roms enfin, le groupe qui en France et en Europe est associé à l'image de loin la plus négative, font l'objet d'un développement à part (voir 1.1.2.4).

1.1.2.3.1. Vieil et nouvel antisémitisme

La multiplication et la gravité des violences ciblant des Juifs en France depuis une vingtaine d'années alimentent chez un nombre croissant d'entre eux l'idée que l'antisémitisme, sous ses formes les plus brutales, est de retour⁵⁰. De nom-

48. C'est une « *catholico-laïcité* », pour reprendre les termes de Jean Bauberot dans *La laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2012.

49. Ethan Katz, *Juifs et musulmans en France. Le poids de la fraternité*, Belin, 2018 ; Maud Mandel, *Muslims and Jews in France : History of a Conflict*, Presses universitaires de Princeton, 2014.

50. Pour mémoire : le rapt et l'assassinat d'Ilan Halimi (février 2006), la tuerie à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse (mars 2012), l'attentat contre l'Hyper Cacher (janvier 2015), l'assassinat de Sarah Halimi (avril 2017), puis celui de Mireille Knoll (mars 2018), l'épidémie de tags antisémites sur les murs de Paris en 2019, suivie d'une vague de profanations de cimetières juifs...

breuses enquêtes relèvent un fort sentiment d'insécurité chez les Français juifs⁵¹, dont témoigne également le nombre croissant d'entre eux partant s'installer en Israël⁵², plus élevé en France que dans les autres pays européens⁵³. L'enquête annuelle de la CNCDH renseigne, en symétrique, sur la manière dont l'opinion publique voit les Français juifs et réagit aux agressions dont ils sont victimes.

Le débat s'est polarisé sur l'émergence d'un « *nouvel antisémitisme* », attribué non plus à l'extrême droite mais à l'islamisme radical et plus largement aux musulmans. Pierre-André Taguieff a lancé en France le terme de « *nouvelle judéophobie* »⁵⁴, à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, car visant uniquement les Juifs⁵⁵. Cette judéophobie ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur la négation de la Shoah, mais sur l'antisionisme, amalgamant et diabolisant « *Juifs* », « *Israéliens* » et « *sionistes* ». Cet antisionisme rallierait à la fois les islamistes radicaux et une gauche tiers-mondiste, au nom de la défense des droits de l'homme et de la cause palestinienne. Contrairement au vieil antisémitisme porté par l'extrême droite, cette judéophobie serait en train de passer à l'extrême gauche de l'échiquier politique.

L'image des Juifs en France

Une dizaine de questions du Baromètre CNCDH explore l'image des Juifs et d'Israël en France. Quatre d'entre elles sont posées régulièrement et de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles portent sur la (non) reconnaissance de leurs membres comme des Français à part entière, leur degré d'intégration dans la société, la nécessité de sanctionner

51. Voir l'étude commandée à IPSOS par la Fondation du judaïsme français, effectuée entre le 24 février et le 8 juin 2015 et supervisée par Dominique Schnapper et Chantal Bordes; disponible ici : <http://www.ipsos.fr/decrypter-societe/2016-01-31-perceptions-et-attentes-population-juive-rapport-l-autre-et-aux-minorites>. 92 % des 313 personnes interrogées se définissant comme juives estiment que l'antisémitisme a augmenté (dont pour 67 % « beaucoup »). Selon une autre étude conduite en septembre 2015 par l'IFOP auprès d'un échantillon plus large de 724 personnes se déclarant de confession juive ou d'origine (au moins un parent) juive, 43 % des sondés affirment avoir déjà été « agressés parce que juifs », 51 % avoir fait « l'objet de menaces parce que juifs » et 63 % avoir été « insultés parce que juifs » (voir Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem ?*, Paris, Éditions de l'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2016).

52. Selon l'Agence juive, de 2000 à 2012 on comptait 1 600 *alya* de Français juifs par an. Le chiffre est monté à 3 293 en 2013, 7 231 en 2014 et 7 900 en 2015, pour retomber à 5 000 en 2016 et 2 600 en 2018. À ces départs s'ajouterait la « petite *alya* », soit le départ d'un certain nombre de Juifs des communes de la Seine-Saint-Denis vers d'autres perçues comme plus sûres (voir Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem*, op. cit., p. 85-99).

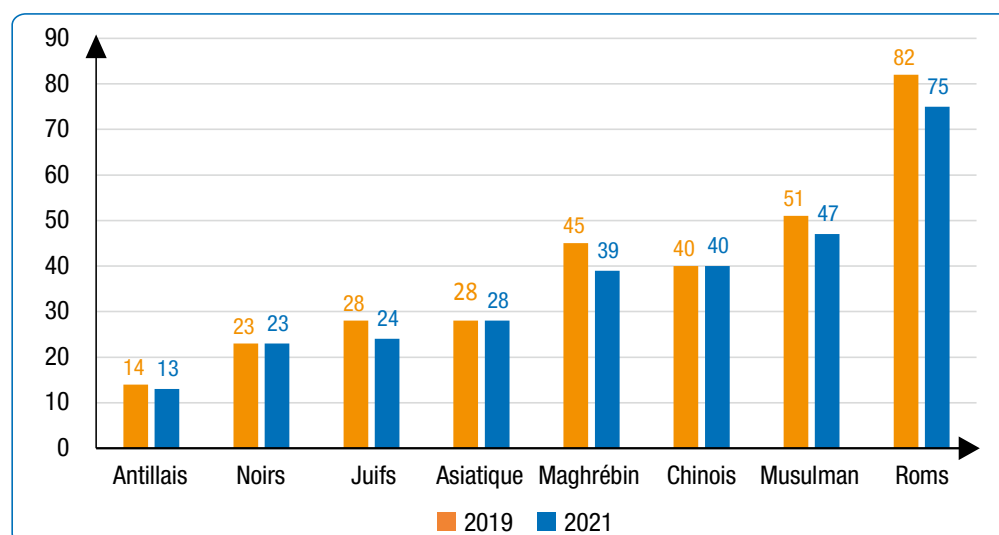
53. Une enquête menée pour l'Agence européenne pour les droits fondamentaux (FRA), en décembre 2012, auprès des communautés juives dans 8 pays européens, montrait déjà que les Juifs français étaient de loin les plus inquiets; voir : <http://fra.europa.eu/en/survey/2012/fra-survey-jewish-peoples-experiences-and-perceptions-discrimination-and-hate-crime>. La seconde enquête de la FRA menée en ligne en mai-juin 2018 dans 13 pays le confirme; voir : <https://fra.europa.eu/en/publication/2018/2nd-survey-discrimination-hate-crime-against-jews>.

54. Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002; *La judéophobie des modernes. Des Lumières au Jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008; *La nouvelle propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010, et *Judéophobie, la dernière vague : 2000-2017*, Paris, Fayard, 2018. Le débat n'est pas limité à la France. Au Royaume-Uni : Paul Iganski, Barry Kosmin (dir.) *The New Antisemitism? Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, 2003; en Allemagne Andreas Zick, Beate Küpper, « Transformed Anti-Semitism – a Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt- und Gewaltforschung Journal for Conflict and Violence Research*, 2005, 7, p. 50-92.

55. Qui au départ, sous la plume de Willhem Marr, désigne les « sémites » dans leur ensemble, juifs et arabes.

sévèrement les insultes à leur égard, et l'image positive ou négative de leur religion. Le sentiment que les Juifs sont des « Français comme les autres », qui était partagé par un tiers des personnes interrogées par l'IFOP en 1946, s'est imposé. La proportion de sondés tout à fait ou plutôt d'accord dépasse 91 %, soit une proportion supérieure de 17 points à celle observée pour les Musulmans, de 32 points comparée à celle des Roms. Le sentiment que les Juifs forment « un groupe à part » plutôt qu'un groupe « ouvert » ou qu'ils « ne forment pas spécialement un groupe », est partagé par moins d'un quart des personnes interrogées, contre 39 % pour les Maghrébins, 47 % pour les Musulmans, et 75 % pour les Roms (figure 3.1). La religion juive évoque plus souvent quelque chose de positif que de négatif (33 % vs 24 %), alors que, pour la religion musulmane, les opinions négatives l'emportent largement (48 % vs 18 %). Au total, les Juifs en France sont, depuis les années 2000, la minorité la mieux considérée⁵⁶. Et sur tous ces indicateurs, on note un recul des préjugés à l'égard de ces minorités depuis 2019, notamment leur perception comme un « groupe à part », seule la perception des Asiatiques et des Chinois restant stable (Figure 3.1).

Figure 3.1. **Groupes perçus comme « à part » (%)**



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

En revanche, des stéréotypes anciens, spécifiques aux Juifs, reflet de leur longue histoire, résistent. L'idée que « *les Juifs ont un rapport particulier à l'argent* », qui renvoie au statut des Juifs au Moyen Âge chrétien⁵⁷, perdure. Elle est encore partagée par 45 % des personnes interrogées en 2021, quoiqu'en baisse de 3 points par rapport à 2019. Dans la lignée conspirationniste des *Protocoles*

56. Sur l'Indicateur longitudinal de tolérance, synthèse des réponses tolérantes à une série de 69 questions du Baromètre CNCDH posées régulièrement depuis 1990 en face à face, la minorité juive obtenait en 2019 un score de 79 sur 100, soit 13 points au-dessus de celui de l'échantillon, 19 points au-dessus de celui des Musulmans et 43 points au-dessus de celui des Roms.

57. Voir Lucienne Germain, « De l'usure au pouvoir de l'argent : les métamorphoses d'un mythe antijuif à travers la caricature en Angleterre », *Revue LISA* 1(1), 2003, p. 75-84 ; disponible ici : <https://journals.openedition.org/lisa/3120>

des Sages de Sion⁵⁸, le célèbre faux forgé par la police du tzar, persiste le stéréotype selon lequel les Juifs auraient un pouvoir excessif. Le niveau d'accord oscille entre 18 % et 37 %, avec des pics périodiques et de fortes variations du taux de sans réponses en fonction de l'actualité. En ligne, cette année, le taux d'approbation est de 20 % (contre 22 % il y a 2 ans). Une autre question mesure la réceptivité à la thèse de l'instrumentalisation de la Shoah par les Juifs, forme déguisée de révisionnisme, à partir du sentiment qu'on parle « trop » (plutôt que « pas assez » ou « juste ce qu'il faut ») de l'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment apparaît minoritaire, partagé par 16 % de l'échantillon, contre 61 % jugeant qu'on en parle « juste ce qu'il faut » et 23 % « pas assez », proportions similaires à celles observées en 2019.

La création de l'État d'Israël enfin, en 1948, a modifié la perception des Juifs dans le monde. Ainsi le thème du « Juif apatride » a cédé la place au soupçon de « double allégeance », repéré par la question : « Pour les Juifs français, Israël compte plus que la France ». Le taux d'approbation montait à 55 % fin 2014 après l'intervention israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, soutenue par les organisations représentatives de la communauté juive française⁵⁹, et les mobilisations pro-palestiniennes parfois violentes qui ont suivi. Depuis il baisse lentement. Cette année, il touche 47 % des internautes, en recul de 4 points par rapport à 2019.

L'image d'Israël et des Palestiniens

Deux questions portent sur l'image d'Israël et du conflit avec les Palestiniens. Elles permettent de vérifier la thèse d'une « nouvelle judéophobie » structurée par une critique exacerbée, sinon du sionisme, du moins d'Israël et de sa politique dans la région. L'image de ce pays, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six Jours, s'est progressivement détériorée⁶⁰. L'occupation des territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies, ont aggravé un désamour qui n'est pas spécifique à la France⁶¹. Depuis 2013, le Baromètre de la CNCDH propose une liste de pays, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de « très positif », « plutôt positif », « plutôt négatif », « très négatif », ou « ni positif ni négatif ». Dans les enquêtes en face à face Israël suscitait toujours plus de jugements négatifs que positifs, et il en allait de même en 2019 dans l'enquête en ligne (43 % vs 23 %). On note une nette inversion de tendance cette année, avec 34 % d'opinions positives sur Israël vs 27 % négatives, dont il faudra voir si elle se confirme. La Palestine, comme en 2019, suscite à l'inverse plus de jugements négatifs que positifs

58. Voir Pierre-André Taguieff (dir.), *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg International, 1992.

59. Voir : <http://www.crif.org/fr/communiquedepresse/grand-rassemblement-de-soutien-%C3%A0-isra%C3%AB-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d%E2%80%99isra%C3%AB-%C3%A0-paris/51979>

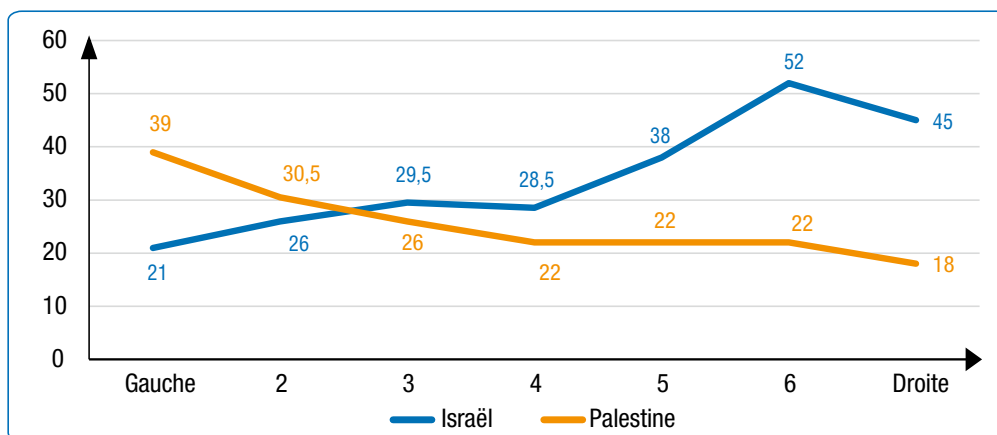
60. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion depuis la guerre des Six Jours, voir le bilan des sondages de l'IFOP : « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », IFOP. Collectors, 31 août 2014.

61. Le sondage périodique GlobeScan, effectué pour la BBC, interroge depuis une douzaine d'années sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde », positive ou négative, d'une vingtaine de pays. Israël arrive 14^e sur 17 en 2017, ne devançant que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan, avec 25 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs (« The Country Ratings Poll of 24 nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 18 000 personnes dans 19 pays effectué entre décembre 2016 et avril 2017 ; disponible ici : <https://globescan.com/sharp-drop-in-world-views-of-us-uk-global-poll>

avec toutefois une amélioration de son image en deux ans (24 % d'évocations positives vs 37 % négatives, contre respectivement 20 % et 43 % en 2019). Mais comme en face à face, les refus de trancher sont tout aussi nombreux (36 % de réponses « *ni positif ni négatif* » pour les deux pays en 2021, 34 et 37 % en 2019).

Par ailleurs, le lien entre l'image de ces deux États et le positionnement politique des sondés est plus complexe que ne le suggère la thèse d'un nouvel antisémitisme passé en bloc de l'extrême droite à l'extrême gauche du champ politique. En termes de positionnement, sur l'échelle gauche-droite, l'image d'Israël est meilleure à droite qu'à gauche (figure 3.2). Mais lorsque l'on détaille par proximité partisane, il n'y a pas beaucoup d'écarts chez les sondés en ligne entre proches des partis de la gauche et de la droite radicale. La proportion de jugements positifs sur Israël atteint 31 % chez les proches des Verts/EELV, 33 % chez les proches du Rassemblement national (RN), et 35 % chez les Insoumis, des chiffres proches de la moyenne de l'échantillon (33 %). Ce sont plutôt les proches des Républicains (LR) qui se distinguent par une exceptionnellement bonne opinion de cet État, qui évoque pour la moitié d'entre eux quelque chose de « *très* » ou « *plutôt positif* », contre 39 % chez les proches de La République en marche (LREM).

Figure 3.2. Image positive d'Israël et de la Palestine par position politique (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

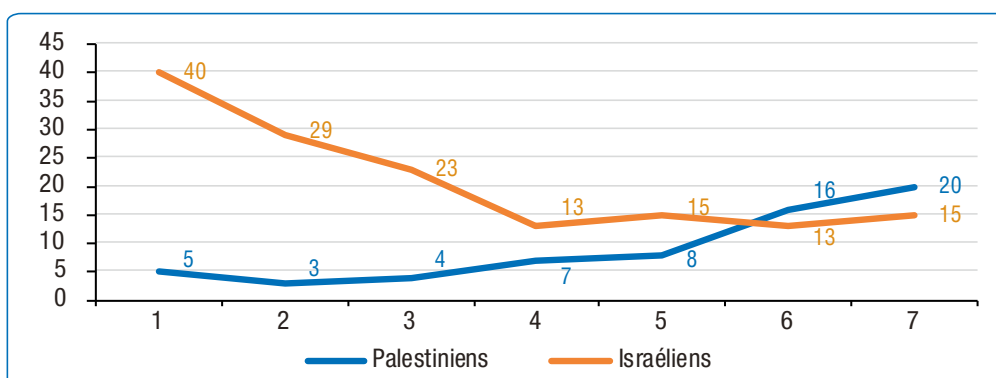
Sur l'image de la Palestine, le clivage est encore plus net (figure 3.2). Chez les sondés les plus à gauche (les deux premières cases de l'échelle), elle est même plus positive que celle d'Israël, en particulier chez les proches des Insoumis (+ 7 points), et chez les trotskystes/communistes (+ 23 points), mais pas chez les Verts (- 1). À droite, on note le phénomène inverse avec des opinions moins positives sur la Palestine que sur Israël (- 17 points chez les proches du RN, près de 31 points d'écart chez ceux de LR et près de 12 chez ceux de LREM). Et c'est à l'extrême droite que l'image de la Palestine est la moins positive (18 % chez les proches de LR, 15,5 % chez les proches du RN 15,5 %), traduisant leur double rejet de la Palestine et des Arabes en général.

L'autre question aborde les responsabilités perçues dans la continuation du conflit israélo-palestinien (figure 3.3). Sans surprise, les Israéliens sont beaucoup plus souvent tenus pour responsables que les Palestiniens (18 % versus 8 % en

2021, contre 20 % vs 7 % en 2019). Ce parti pris est d'autant plus fréquent que la personne se situe à gauche, la proportion citant les Israéliens atteignant 40 % chez les sondés se situant à l'extrémité gauche de l'échelle gauche-droite (15 % à l'extrême droite, contre 30 % chez EELV et 36 % chez les proches des Insoumis, du Parti communiste ou de l'extrême gauche). Tandis que l'opinion attribuant la responsabilité aux Palestiniens passe de 5 % à l'extrême gauche à 20 % à l'extrême droite. Mais le refus de se prononcer là encore prédomine, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui dure depuis trop longtemps⁶². Les trois quarts des sondés rejettent dos à dos les protagonistes, comme l'an dernier.

Figure 3.3.

Responsables perçus de la prolongation du conflit par position politique (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

L'articulation des différentes formes d'antisémitisme

La technique de l'analyse factorielle fait apparaître la structure des réponses à ces neuf questions relatives aux Juifs et à Israël, en particulier le lien entre vieil et nouvel antisémitisme (tableau 3.1)⁶³.

L'analyse dégage deux facteurs d'organisation des réponses (tableau 3.1). Toutes les variables entrées dans le modèle contribuent positivement au premier facteur. Il existe un univers cohérent de préjugés antisémites, accumulés au fil des siècles. Mais les éléments qui y contribuent le plus sont les clichés antisémites traditionnels : la croyance dans le pouvoir excessif des Juifs, leur rapport particulier à l'argent, le refus d'y voir des Français comme les autres, et l'accusation de « *double allégeance* ». Ceux qui y contribuent le moins sont l'anti-judaïsme, et ce qui touche à Israël et au conflit avec les Palestiniens. L'antisionisme n'est donc pas le ressort fondamental de l'antisémitisme en France aujourd'hui. Il structure en revanche le second facteur, tout comme une image négative de la religion juive. Ce second facteur se caractérise toutefois par le rejet des stéréotypes antisémites traditionnels (« *argent, pouvoir, double*

62. Voir le sondage Ifop pour *Sud Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 août 2014.

63. Les neuf variables sont ordonnées dans le sens du rejet croissant des Juifs ou d'Israël. Il y a une question de moins que l'an dernier, la question sur la gravité des insultes racistes, notamment « *sale Juif* », n'ayant pas été reprise.

allégeance, non citoyens à part entière», sont corrélés négativement au facteur). Deux dimensions distinctes structurent donc aujourd'hui les attitudes envers les Juifs, la première, prédominante, qu'on peut qualifier de « vieil antisémitisme », la seconde qui serait plutôt de l'anti-Israélisme. Mais c'est le vieil antisémitisme qui pèse le plus lourd, ce facteur rendant compte de près d'un tiers de la variance expliquée par le modèle, contre 16 % pour le second.

Tableau 3.1

Structure des réponses aux questions relatives aux Juifs et à Israël

	1. Vieil antisémitisme	2. Anti-Israélisme
Les Juifs ont trop de pouvoir en France	+ 0,78	- 0,23
Les Juifs ont un rapport particulier à l'argent	+ 0,65	- 0,44
Les Français juifs (ne) sont (pas) des Français comme les autres	+ 0,65	- 0,15
Pour les Juifs français, Israël compte plus que la France	+ 0,60	- 0,39
Les Juifs forment « <i>un groupe à part dans la société</i> »	+ 0,52	+ 0,09
« Israël » évoque quelque chose de très/plutôt négatif	+ 0,48	+ 0,59
On parle « <i>trop</i> » de l'extermination des Juifs pendant la 2 ^e Guerre mondiale	+ 0,46	+ 0,04
« Religion juive » évoque quelque chose de très/plutôt négatif	+ 0,44	+ 0,53
Les plus responsables de la poursuite du conflit israélo-palestinien : Israéliens	+ 0,36	+ 0,60

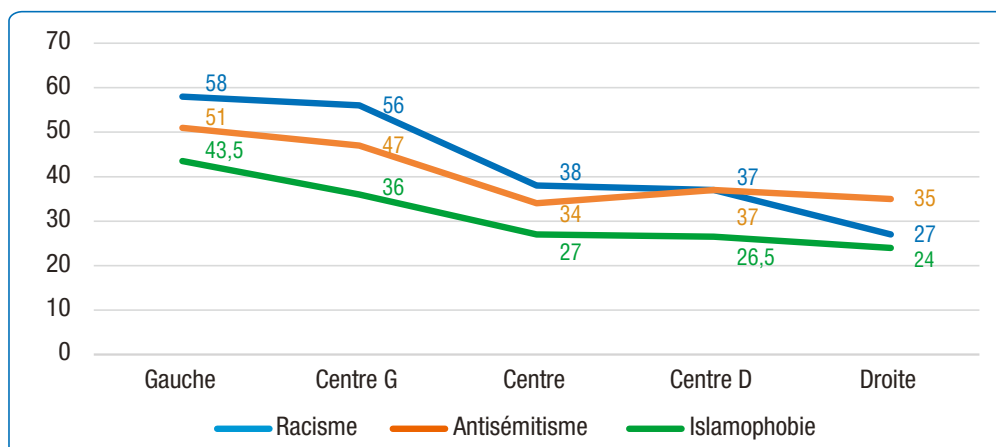
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 47,5 % (1^{er} facteur 31,7 %, 2^e 15,8 %). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution positive ou négative des variables à chaque facteur, variant entre 0 (minimum) et 1 (maximum).

Par ailleurs, le profil des répondants les plus en phase avec ces deux facteurs est très contrasté⁶⁴. Les scores les plus hauts sur le premier (vieil antisémitisme) vont de pair avec un âge élevé, un faible niveau d'instruction, une appartenance ouvrière. Ils s'élèvent avec le niveau de préjugés (ethnocentrisme, aversion à l'islam et aux Musulmans), culminant chez les personnes qui se définissent elles-mêmes comme « *plutôt raciste* » (+ 0,76). Les scores sur le second facteur (anti-Israélisme) s'élèvent au contraire avec le niveau d'études (de - 0,20 chez les non bacheliers à + 0,22 à partir de bac + 3) et plus encore avec un positionnement politique de gauche (de + 0,58 dans les deux premières cases de l'échelle gauche-droite à - 0,46 dans les deux dernières). Ils s'élèvent également chez les personnes sans attache religieuse (+ 0,35), baissant à l'inverse chez les fidèles de toutes les religions (- 0,59 chez les catholiques pratiquants réguliers, - 0,46 chez les pratiquants occasionnels, - 0,26 pour les fidèles des autres religions, y compris les Musulmans, avec - 0,11). Ces scores s'élèvent également chez les personnes se définissant comme « *pas du tout raciste* », ou avec des scores bas sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam (+ 0,25, + 0,30 et + 0,27).

64. En mesurant les scores factoriels associés aux modalités des variables sociodémographiques et attitudinales retenues, sur chaque facteur.

Les résultats nuancent donc la thèse d'un « nouvel antisémitisme » *sui generis* chassant l'ancien, qui serait structuré par l'antisionisme et la critique d'Israël et de sa politique dans les territoires. Ces questions ne semblent guère passionner. Si on croise les réponses à ces deux questions sur l'image d'Israël et de ses responsabilités dans le conflit, seulement 20 % de l'échantillon a une opinion sur les deux sujets, 47 % sur un des deux et 33 % sur aucun⁶⁵. À la différence des actes antisémites, très réactifs, depuis le déclenchement de la seconde Intifada, aux péripéties du conflit israélo-palestinien, les opinions restent structurées par les vieux clichés liés au pouvoir, à l'argent, à la suspicion de double allégeance. Si une vision négative d'Israël est plus fréquente à gauche et à l'extrême gauche, elle y est dissociée des préjugés anti-Juifs classiques. Enfin loin d'être complaisante à l'égard des agressions subies par les Juifs, l'opinion est majoritairement en faveur d'une lutte vigoureuse contre l'antisémitisme (79 % en 2021, 6 points de plus qu'en 2019), surtout à gauche et à l'extrême gauche (figure 3.4).

Figure 3.4. **Tout à fait pour lutte vigoureuse contre racisme, antisémitisme, islamophobie par position politique (%)**



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

On note également, dans une expérience faisant réagir, en fin de questionnaire, à une agression raciste, en variant de manière aléatoire le profil ethnique/religieux de la victime (identifiable par les insultes proférées – « sale Juif/Chinois/Arabe/Noir/Français »), que la condamnation de l'agression est plus forte si la victime est juive. 83 % jugent alors l'acte « très grave », contre 79 % si la victime est noire ou chinoise et 68,65 % si elle est arabe, proportion dépassée seulement au cas où la victime est présentée comme « française » (86 %).

1.1.2.3.2. Préjugés envers l'islam et les musulmans

Le terme « islamophobie » déchaîne les passions. L'utiliser ferait nécessairement le jeu du communautarisme, empêcherait la libre critique de la religion, rangerait

65. Sont considérées comme ne se prononçant pas les personnes ayant une image d'Israël « *ni positive ni négative* », et celles considérant Israéliens et Palestiniens responsables « *autant l'un que l'autre* » de la continuation du conflit. Il n'y a quasiment pas de refus de réponse en ligne (3 sur 2 000 sur le conflit, aucune sur l'image d'Israël).

dans le camp des « islamo-gauchistes ». L'usage polémique du terme a supplanté tous les autres. Sans retracer ici sa généalogie exhaustive⁶⁶ on s'en tiendra à son émergence récente au Royaume-Uni. En 1996, un *think tank* antiraciste, le Runnymede Trust, inquiet de la montée des préjugés et des discriminations envers les Musulmans britanniques, mettait en place une commission présidée par le professeur Gordon Conway de l'université du Sussex. Le rapport issu de ses travaux, un an après, s'intitulait « Islamophobie. Un défi pour nous tous »⁶⁷. Largement diffusé et commenté, il va populariser le terme, qui passe progressivement dans le champ des recherches internationales pour désigner le racisme anti-Musulmans. En France, son usage se répand au début des années 2000⁶⁸. Dans les sciences sociales c'est Vincent Geisser qui, en réponse à Pierre André-Taguieff et à son concept de « *nouvelle judéophobie* », met en lumière le développement symétrique d'une « *nouvelle islamophobie* »⁶⁹, s'affichant comme distincte du racisme anti-immigrés, ciblant la religion musulmane et ses fondements comme contraires au principe de laïcité et aux valeurs républicaines (égalité, droit des femmes, droits de minorités sexuelles). On utilise ce terme ici au sens de préjugé envers les Musulmans et/ou leur religion, sans entrer dans les polémiques autour de la pertinence du suffixe « *-phobie* » ou de l'instrumentalisation politique du terme⁷⁰.

Les premiers sondages sur le racisme réalisés pour la CNCDH dans les années 1990 comportent surtout des questions sur les immigrés, les Maghrébins, les « Beurs », et le fait qu'il s'agisse souvent de Musulmans n'apparaît alors comme un élément central ni de leur identité ni de l'image qu'ils ont dans la société française. En 1997 encore, il n'y a que deux questions relatives aux Musulmans dans le questionnaire de l'Institut CSA pour le Baromètre de la CNCDH. L'une porte sur la perception du nombre de divers groupes (« *Diriez-vous qu'en France aujourd'hui il y a trop ou pas trop de...* »). 67 % de l'échantillon estime alors les Musulmans trop nombreux, juste après les Arabes (71 %). L'autre question demande s'il est grave (« *très, plutôt, plutôt pas, pas du tout* ») de tenir des propos comme « *les Musulmans ne pourront jamais s'intégrer dans la société* » et « *s'il s'agit de propos racistes* ». 56 % des sondés considèrent alors que c'est grave (vs 42 % pas grave) et 56 % (vs 41 %) jugent ces propos racistes⁷¹.

66. Sur les origines du terme au tout début du *xx^e*, voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

67. Voir : <https://www.runnymedetrust.org/companies/17/74/Islamophobia-A-Challenge-for-Us-All.html>

68. Il suffit pour s'en convaincre de faire une recherche via Google Ngram Viewer sur « islamophobie ». L'application permettant de suivre l'évolution de la fréquence d'un ou plusieurs mots ou groupes de mots à travers le temps dans les sources imprimées. La courbe a le même aspect dans le corpus de langue française que dans celui de langue anglaise, elle décolle après 2000 : https://books.google.com/ngrams/graph?content=islamophobie&year_start=1800&year_end=2019&corpus=30&smoothing=3.

69. Vincent GEISSER, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003.

70. Sur l'usage académique du terme, la meilleure introduction est l'article de Houda Asal, « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 2014, 1(5), p. 13-29. Voir aussi l'introduction du *e-livre* récent d'Elisabeth Ivarsflaten et Paul Sniderman, *The Struggle for Inclusion. Muslim Minorities and the Democratic Ethos*, Chicago, University of Chicago Press, 2021. Sur l'opportunité d'utiliser ce terme dans les rapports annuels, voir le compte rendu très détaillé du débat interne à la CNCDH qui a eu lieu en 2013, rappelant les différents points de vue qui se sont exprimés et la position majoritaire qui en est issue, conduisant à adopter le terme malgré ses imperfections : CNCDH, *Rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie. Année 2013*, Paris, La Documentation française, 2014, p. 13-21.

71. CNCDH, 1997. *La lutte contre le racisme*, Paris, La Documentation française, 1998, pp. 442 et 461-463.

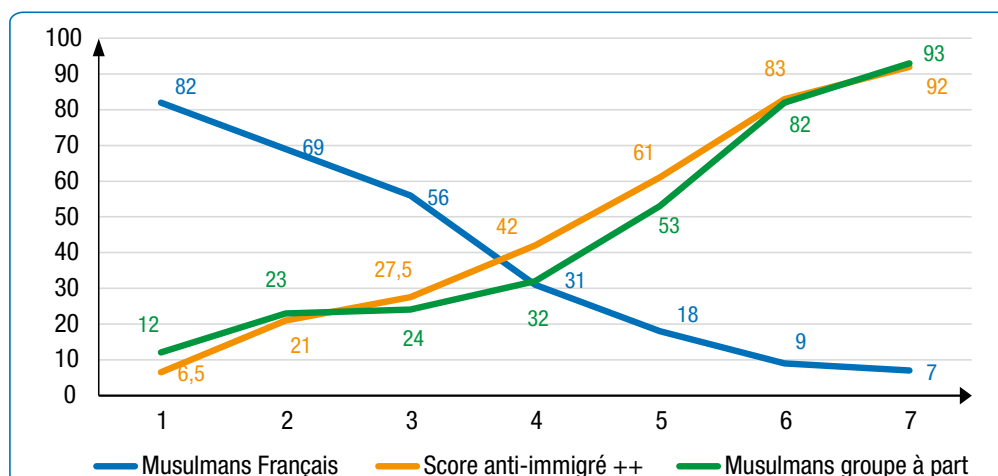
L'essor de l'islamisme radical, la multiplication des attentats commis en son nom, les débats autour du voile et des signes religieux dans l'espace public, ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique et contribué à la stigmatisation de ses fidèles. Aujourd'hui, le Baromètre inclut une quinzaine de questions sur les perceptions de l'islam et des Musulmans. L'échelle d'«aversion à l'islam» ou islamophobie combine le fait d'avoir une image de la religion musulmane moins positive que celle de la religion catholique⁷², le sentiment que l'islam menace l'identité de la France et le sentiment que certaines des pratiques qui lui sont associées (port du voile, prières, sacrifice du mouton à la fête de l'Aïd El-Kebir, jeûne du ramadan, interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool) posent problème pour vivre en société (voir *supra*, 1.1.2.2, «L'articulation des préjugés envers les minorités», tableau 2.3). La formulation des items n'est pas offensante : prises une à une, ces opinions ne sont pas «racistes», c'est la cohérence des réponses, le rejet systématique de cette religion et de ses pratiques, qui permettent de détecter chez une personne une aversion à l'islam et à ses fidèles, des indices d'une attitude «islamophobe» dont elle n'a pas nécessairement conscience, mettant l'accent sur des incompatibilités culturelles, et se défendant de postuler une infériorité du groupe concerné, à la différence du racisme traditionnel «inégalitaire». On se focalisera ici sur cet argumentaire. On cherchera d'abord si l'aversion déclarée à la religion musulmane et à ses pratiques se distingue bien des préjugés traditionnels envers les immigrés, qui, compte tenu de la présence coloniale française au Maghreb et en Afrique sub-saharienne, se trouvent être en majorité des Musulmans. Ensuite, on verra si l'aversion à l'islam est effectivement portée par l'attachement à des valeurs perçues comme menacées par la religion musulmane, en particulier le principe de laïcité et les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Pour tester le premier argument, on croise le niveau d'aversion à l'islam, tel que le mesure notre échelle d'attitude, avec notre échelle de rejet des immigrés⁷³. On note une corrélation positive forte (R de Pearson de 0,63) entre les deux indicateurs. L'aversion à l'islam s'accompagne le plus souvent de méfiance envers les immigrés, la proportion de scores élevés sur l'échelle qui mesure le rejet des immigrés passant de 6,5 % chez les plus ouverts aux pratiques de l'islam à 92 % chez les moins tolérants (figure 3.5). Certes, il existe des sondés que les pratiques de l'islam rebutent sans qu'ils se montrent hostiles aux immigrés pour autant, mais ils sont minoritaires et beaucoup moins nombreux que ceux qui rejettent à la fois les immigrés et l'islam⁷⁴.

72. La comparaison de l'image de l'islam avec celle du catholicisme permet de neutraliser le fait d'avoir des opinions négatives envers toutes les religions, quelles qu'elles soient.

73. L'échelle anti-immigrés reprend l'échelle d'ethnocentrisme (voir *supra* partie II, tableau 2.1) sans les items relatifs aux Musulmans ni celui relatif aux Juifs.

74. Pour avoir des effectifs comparables dans les quatre cases, la dichotomie retenue oppose les notes 0-4/5-7 sur l'échelle anti immigrés, et 0-4/5-7 sur celle d'aversion à l'islam. 72 % des personnes interrogées sont soit ouvertes à l'islam et aux immigrés, soit intolérantes aux deux (respectivement 38 % et 34 %), et un gros quart rejette soit l'un soit l'autre (11 % d'anti islam/pro-immigrés et 17 % d'anti-immigrés/pro-islam).

Figure 3.5. **Préjugés anti-immigrés et anti-Musulmans par aversion à l'Islam (%)**

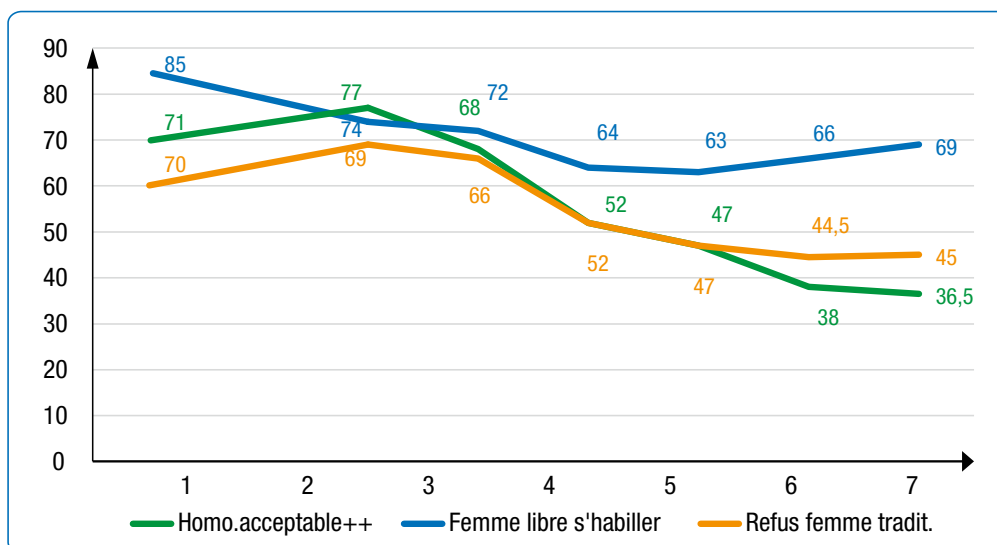
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Scores croissant d'aversion à l'Islam de 0-1 à 7.

On peut vérifier de manière plus directe le lien entre préjugés envers l'Islam et envers ceux qui pratiquent cette religion, en croisant l'aversion à l'Islam par l'image des musulmans en France. Le double rejet est tout aussi net (figure 3.5). Plus les scores des personnes interrogées s'élèvent sur notre échelle d'aversion à l'Islam, plus elles sont enclines à voir dans les Musulmans « *un groupe à part* », dans une proportion qui monte de 12 % chez les plus tolérantes à 93 % chez les moins tolérantes, et inversement moins elles auront le sentiment que les Musulmans sont « *des Français comme les autres* » (de 82 % à 7 %).

Pour tester le second argumentaire, qui met en avant un conflit de valeurs avec l'Islam, on dispose de quatre indicateurs interrogeant sur l'image positive ou négative de la laïcité, sur le rôle et les droits des femmes et sur l'homosexualité. Les variations des réponses en fonction du degré d'aversion à la religion musulmane sont moins fortes que pour les indicateurs précédents (figures 3.6 et 3.7) et les corrélations sont plus faibles⁷⁵. Mais sur les quatre indicateurs, les résultats vont dans le même sens : ils contredisent la thèse d'un rejet de l'Islam au nom de valeurs de tolérance avec lesquelles il serait en contradiction. Les personnes les plus hostiles à l'Islam sont plutôt moins attachées au principe de laïcité, moins enclines à défendre les droits des femmes à s'habiller comme elles l'entendent, plus portées à réduire les femmes à leur rôle de mère et à condamner l'homosexualité. Autrement dit, ces arguments, souvent avancés pour justifier la condamnation de certaines pratiques de l'Islam, ne résistent pas à l'analyse : le ressort premier de l'Islamophobie n'est ni un attachement plus marqué aux valeurs républicaines, ni une défense de l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles.

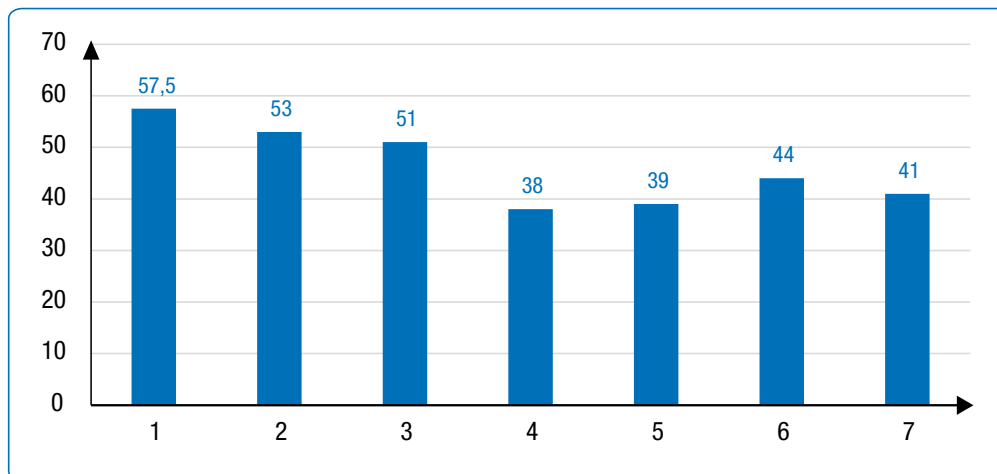
75. Les corrélations (R de Pearson) tournent autour de 0,20 au lieu de 0,50 et plus.

Figure 3.6. Favorable à la liberté des mœurs par niveau d'aversion à l'islam (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Scores d'aversion à l'islam croissant de 0-1 à 7, croisés avec la proportion de « tout à fait d'accord » que « l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité », que « rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles le veulent », et pas d'accord que « la femme est faite avant tout pour avoir des enfants et les élever ».

Figure 3.7. Image de la laïcité par aversion à l'islam (% très positive)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Scores croissant d'aversion à l'islam de 0-1 à 7.

Une dernière vérification prend en compte toutes les questions qui se sont ajoutées au fil du temps sur ce thème de la compatibilité de pratiques ou interdits associés à l'islam avec la vie en société, y compris celles qui ne sont pas incluses dans notre échelle d'aversion à l'islam (voir *supra*, 1.1.2.2, tableau 2.3) comme le port de la *burqa* ou l'interdiction de montrer l'image du prophète.

Tableau 3.2.

«Selon vous le respect des pratiques musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? » (en %)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas	Pas du tout	Total accord
Port du voile intégral	59	27	9	4	86
Voile + foulard (A + B)	31,5	34	26	9	65,5
Le port du voile (split A)	37	35	20	8	72
Le port du foulard (split B)	26	33	32	10	59
Interdit de montrer l'image du prophète	32	33	25	9,5	65
Sacrifice du mouton à l'Aïd El-Kebir	20	27	40	12,5	47
Les prières	13	24,5	45	17	37,5
Interdit de consommer viande de porc/alcool	14	19	44	23	33
Jeûne du ramadan	9,5	16	51	23	25,5

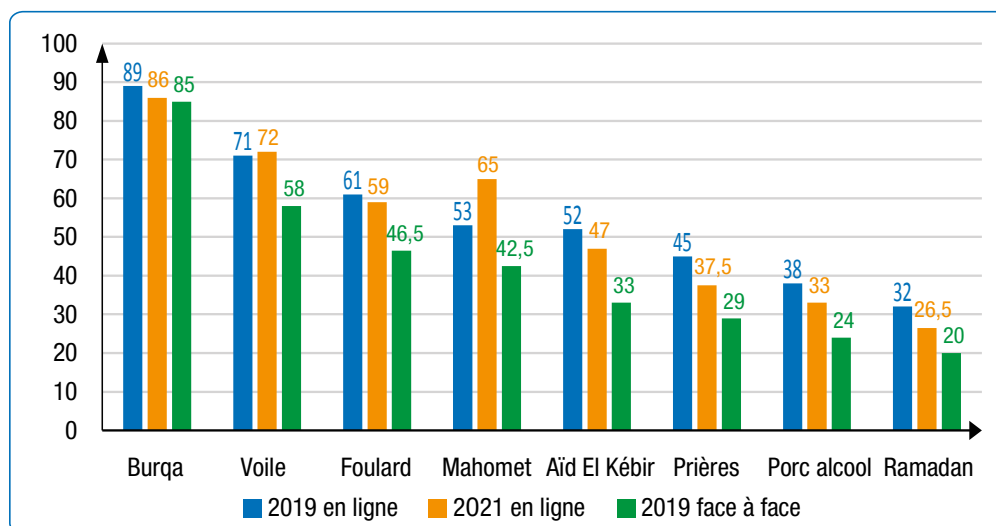
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

On voit que ces pratiques ou normes sont inégalement acceptées. Le port du voile intégral ou *burqa* est quasi unanimement rejeté (86 % de l'échantillon y voit un problème pour vivre en société, dont 59 % « tout à fait d'accord »), suivi par le port du voile rejeté par les deux tiers. Une expérimentation apporte toutefois des nuances à ce rejet. Le terme « voile » était proposé à la moitié de l'échantillon, celui de « foulard », plus anodin, dans l'autre moitié. Le premier suscite clairement plus d'hostilité, 72 % des sondés estimant son port problématique contre 59 % pour le « foulard ». L'interdiction de montrer l'image de Mahomet est également vue comme un problème par deux sondés sur trois, une proportion en hausse de 12 points par rapport à celle du sondage en ligne de 2019. Une hausse qui s'explique aisément dans le contexte dramatique de l'assassinat de Samuel Paty, décapité trois mois plus tôt pour avoir montré en classe des caricatures du prophète. Toutes les autres pratiques sont acceptées par plus de la moitié de l'échantillon, le jeûne du Ramadan apparaissant comme le plus consensuel, jugé problématique par seulement un quart des sondés, suivi par les interdits alimentaires (un tiers d'opinions négatives).

Comparées aux réponses en face à face de 2019, celles du sondage en ligne de cette année apparaissent systématiquement plus réticentes face à ces pratiques, sauf pour ce qui est du voile intégral ou *burqa*, massivement rejeté (figure 3.8). Mais comparées aux réponses aux sondage en ligne de 2019, celles de 2021 sont plus tolérantes, qu'il s'agisse des prières (- 7,5 points) du Ramadan et des interdits alimentaires (- 5,5) ou du sacrifice du mouton (- 5). Seule apparaît plus problématique l'interdiction de montrer l'image du prophète, tandis que les opinions sur le port du voile et du foulard restent stables (figure 3.8). Nos données en ligne confirment la tendance à long terme du sondage en face à face, reflétée par l'Indicateur longitudinal de tolérance, celle d'une acceptation

croissante de toutes les minorités, Musulmans compris – et ce malgré les violences, et malgré l'hystérisation des débats autour de l'islam et de la laïcité sur les réseaux sociaux.

Figure 3.8. **Sentiment que certaines pratiques et normes de l'islam font problème pour vivre en société (2019-2021) (%)**



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Pour faire apparaître les relations entre les réponses, une analyse factorielle reprend les sept items, ainsi que l'opinion sur le droit des femmes à s'habiller librement, massivement soutenu par les sondés (92 % d'accord dont 68 % « tout à fait »). L'analyse fait apparaître deux facteurs. Le premier, qui rend compte de 45 % de la variance expliquée par le modèle, renvoie à une aversion globale aux pratiques et interdits de l'islam. Si tous les items y contribuent, certains y contribuent plus que d'autres. Ce sont, comme dans l'enquête en face à face de l'an dernier, les prières et le jeûne du Ramadan qui arrivent en tête, suivis par le port du voile, les règles alimentaires et le sacrifice du mouton. À l'autre extrême, les items qui y contribuent le moins sont le port de la *burqa* et l'opposition à la liberté d'habillement des femmes. Le profil des personnes qui ont les scores les plus élevés sur ce premier facteur confirme la forte similitude entre l'aversion à l'islam et l'ethnocentrisme (voir *supra*, 1.1.2.2). Dans les deux cas, un faible diplôme, un âge élevé, une orientation politique de droite et une vision hiérarchique-autoritaire de la société sont les facteurs prédictifs de l'intolérance, et c'est à l'extrême droite que cette intolérance atteint des records⁷⁶. Enfin, les femmes ont un score un peu moins élevé que les hommes sur ce facteur.

76. Ainsi sur ce premier facteur les scores des sondés passent de - 0,49 chez les plus à gauche à + 0,55 chez les plus à droite (respectivement les deux premières et les deux dernières cases de l'échelle gauche-droite), 0,67 chez les proches des Républicains, 0,79 chez les proches du RN et 0,72 chez les électeurs de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Et sur notre échelle d'autoritarisme (voir *supra* partie 2), les scores factoriels passent de - 0,78 chez les sondés pas du tout autoritaires à + 0,41 chez les très autoritaires.

Le second facteur est structuré par les opinions sur les signes extérieurs d'appartenance à la religion musulmane, essentiellement pour les femmes. L'item qui contribue le plus au facteur est l'opposition au droit absolu des femmes à s'habiller comme elles l'entendent. Les autres coefficients éclairent le sens de cette opinion. Elle va de pair avec le sentiment que le port de la *burqa* et du voile, tout comme l'interdiction de montrer l'image de Mahomet, ne posent pas de problème pour vivre dans la société française⁷⁷. Les personnes les plus en phase avec ce facteur sont des jeunes, non diplômés, à bas revenus, des Musulmans et des fidèles de religions minoritaires. Elles se distinguent par une vision traditionnelle de la société, jugeant que la femme est faite avant tout « *pour avoir des enfants et les élever* », réprouvant l'homosexualité⁷⁸. On notera que le genre ici n'a pas d'impact significatif, c'est une revendication autant portée par les hommes que par les femmes.

Tableau 3.3.

Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux pratiques et interdits de la religion musulmane

	Facteur 1	Facteur 2
« Les prières posent problème pour vivre en société »	0,80	0,16
« Le port du voile/foulard pose problème... »	0,77	-0,20
« Le jeûne du ramadan pose problème... »	0,76	0,31
« L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool pose problème... »	0,73	0,21
« Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El-Kebir pose problème... »	0,72	0,12
« Le port du voile intégral pose problème... »	0,64	-0,44
« L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet pose problème... »	0,57	-0,36
« Rien ni personne ne devrait empêcher les femmes de s'habiller comme elles le veulent » (désaccord)	0,05	0,75

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Analyse en composantes principales (ACP). Part de variance expliquée par le modèle : 58,7 % (1^{er} facteur 44,8 %, 2^e 13,8 %). Les coefficients (arrondis) indiquent la force de la contribution, positive (rouge) ou négative (bleu), des variables à chaque facteur. Celle-ci varie entre 0 et 1. Les réponses sont toutes codées dans le sens d'une intolérance croissante : de « pas du tout » à « tout à fait » d'accord avec l'idée que ces pratiques posent problème pour vivre en société, et de « tout à fait » à « pas du tout d'accord » avec l'idée qu'il faut laisser les femmes libres de s'habiller comme elles le veulent.

77. L'opposition à une totale liberté d'habillement des femmes est corrélée positivement à ce second facteur (+ 0,75), tandis qu'y est corrélé négativement le sentiment que la *burqa*, l'interdiction de montrer la figure du prophète et le port du voile posent problème pour vivre en société (respectivement - 0,44, - 0,36 et - 0,20).

78. Sur ce second facteur le score des sondés passe de + 0,64 chez les 18-24 ans à 0,4 chez les sondés de 60 ans et plus, est de 0,28, il atteint + 0,71 chez ceux de religion musulmane, + 0,81 chez les personnes niant absolument que l'homosexualité soit une forme de sexualité acceptable, + 0,77 chez celles tout à fait d'accord pour dire que le rôle des femmes est de faire des enfants et de les élever.

Pour compléter ce bilan des préjugés envers les Juifs et les Musulmans, il faudrait ajouter les perceptions que chaque groupe a de l'autre, marquées par une longue histoire, et qu'un sondage comme celui de la CNCDH ne permet pas d'explorer. Il y a peu d'enquêtes sur le modèle de celle, pionnière, que réalisaient Sylvain Brouard et Vincent Tiberj en 2005 sur les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque, en majorité musulmane, dans *Français comme les autres*⁷⁹. Elle faisait apparaître une tension sur la question israélienne et une plus grande réceptivité aux préjugés antisémites. Des questions au cœur du débat sur le « nouvel antisémitisme », pour de multiples raisons : malaise identitaire, crispation religieuse, agacement à l'égard d'une communauté perçue comme plus anciennement installée, socialement plus favorisée, plus présente dans l'espace public. Il y a encore moins d'études sur l'image que les Juifs ont des Musulmans⁸⁰. Des outils qualitatifs plus fins sont nécessaires pour explorer la manière dont les différentes minorités, pas seulement juive et musulmane, interagissent au quotidien, en les resituant dans leur contexte de résidence.

1.1.2.3.3. Le racisme anti-Chinois et anti-Asiatiques

En 2016, la minorité chinoise a été victime d'une série d'agressions particulièrement violentes, notamment à Aubervilliers où plus d'une centaine de plaintes ont été déposées. La mort en août d'un couturier, Zhang Chaolin, décédé des suites de ses blessures, a suscité une grande mobilisation contre le racisme envers les Chinois et plus largement les populations des pays de l'Est et du Sud-Est asiatique, et la parole se libère à propos d'un racisme longtemps ignoré⁸¹. Au départ le Baromètre de la CNCDH ne posait qu'une question sur cette minorité, portant sur la perception des « Asiatiques » comme formant ou non « un groupe à part » dans la société. Depuis, de nouvelles questions ont été ajoutées, explorant la différence de perception entre Chinois et Asiatiques, le stéréotype selon lequel les Asiatiques seraient « très travailleurs » et le degré de tolérance aux insultes à leur égard.

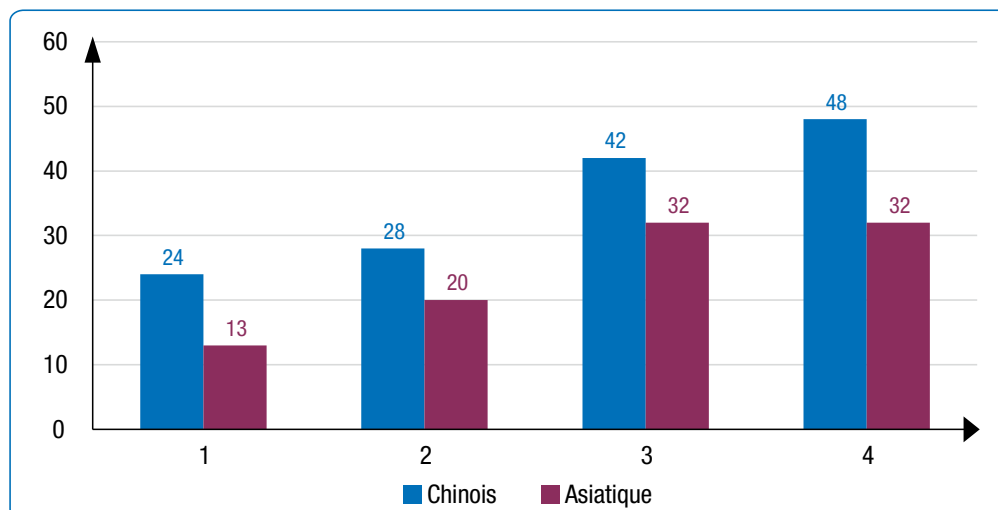
79. Sylvain Brouard, Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Presses de Sciences Po, Paris, 2005.

80. Une des rares études portant sur des effectifs suffisamment nombreux est celle coordonnée par l'IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès dont est issu le livre de Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem* (Paris, Éditions de l'Aube, 2016), qui montre la diversité interne de cette population se définissant comme juive notamment dans sa perception de l'islam. 51 % estiment qu'« Il ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace » contre 40 % estimant que « L'islam représente une menace » (contre 63 et 32 % dans la population française en général, voir https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/883-1-document_file.pdf, pp. 32-34), perceptions variant fortement selon l'âge, le genre, l'origine et le niveau de pratique religieuse. L'enquête a été reconduite en 2008, avec des résultats très similaires. Voir aussi Vincent Tiberj, « The Muslims next Door. Portraits d'une minorité religieuse française », dans Laetitia Bucaille, Agnès Villechaise (dir.) *Désir d'islam*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 35-55.

81. Voir notamment la compilation réalisée par Marie-Christine Jullion, « La Chine et les Chinois : préjugés et stéréotypes. Des mots pour le dire en français » ; disponible ici : http://www.ledonline.it/LCM/allegati/826-7-Asia_12.pdf. Il commence à y avoir des travaux sur le vécu de cette minorité, voir notamment Wang Simeng, *Illusions et souffrances. Les migrants chinois à Paris*, Paris, Éditions rue d'Ulm, 2017 et le projet « Émergences » qu'elle coordonne avec Hélène Le Bail sur l'identité des Chinois en Île-de-France ; disponible ici : <https://chinoisenidf.hypotheses.org/3765>

L'image d'un groupe à part, en 2021 comme les années précédentes, est plus fréquemment associée aux Chinois qu'aux Asiatiques, dans les mêmes proportions qu'en 2019 (40 % vs 28 %), faisant des Chinois le groupe le plus souvent perçu comme à part après les Musulmans (voir *supra*, figure 3.1). Un résultat qu'on peut lier à la perception de la Chine comme une puissance économique montante et un peu menaçante avant même la Covid-19⁸². Ces préjugés sont étroitement associés au niveau d'ethnocentrisme (figure 3.9).

Figure 3.9. Perception des Chinois et des Asiatiques comme un « groupe à part » par niveau croissant d'ethnocentrisme (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

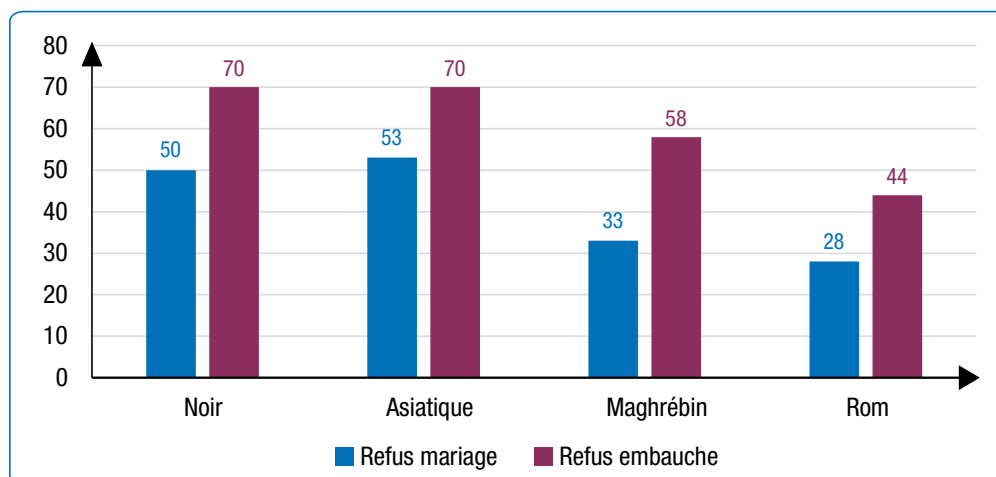
Dans les enquêtes en face à face de 2016 et 2017 avait été mesuré le poids du stéréotype selon lequel les Chinois seraient « très travailleurs ». Il était approuvé par 77 % des personnes interrogées en 2017, soit une hausse de 3 points par rapport à l'enquête d'octobre 2016 et de 6 points par rapport à celle de janvier 2016 (enquête spéciale post attentats), un niveau nettement plus élevé que pour les Maghrébins ou les Noirs, que 46 % seulement des sondés estimaient « très travailleurs ». Or, l'adhésion à ce stéréotype, *a priori* positif, est d'autant plus forte que la personne a des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme. Il est ambivalent, il peut tout autant qu'un stéréotype négatif se retourner contre le groupe auquel il s'applique, cacher ressentiment et jalousie, un peu comme le stéréotype associant les Juifs à l'argent ; il essentialise le groupe. L'analyse factorielle (voir *supra*, 1.1.2.2, tableau 2.5) montre d'ailleurs que les préjugés envers les Chinois et les Juifs forment un second facteur spécifique dans une analyse factorielle sur l'analyse des préjugés. Dans les deux cas, il s'agit de groupes suscitant des jugements ambivalents : ils travaillent, ils ont de l'argent, ils sont influents.

D'autres questions ont été posées cette année. L'une reprend les indicateurs classiques de distance sociale, sur l'acceptabilité de l'opposition au mariage

82. Voir le sondage de Kantar Sofres pour l'Institut Montaigne du 11-13 septembre 2018 : 69 % des personnes interrogées voient dans la Chine un pays éloigné des valeurs et de la culture française, 40 % (contre 30 %) y voient plutôt une « menace » qu'une « opportunité » sur le plan technologique et 43 % (vs 27 %) sur le plan économique ; disponible ici : <https://app.box.com/s/dcvnz3pqjgp0j4wpxa7t1xrglnhtw4c7>

d'un de ses enfants avec une personne d'origine asiatique, et du refus d'embauche à qualification égale d'une personne de cette origine. Elle a le mérite de faire réagir à des situations concrètes (figure 3.10). Quel que soit le groupe ethnique concerné, le refus d'embauche est perçu comme plus grave que le refus du mariage avec un de ses enfants. Mais quel que soit le type de situation, le refus est plus souvent condamné dans le cas des Noirs ou des Asiatiques, à proportions égales, que dans le cas des Maghrébins ou des Roms.

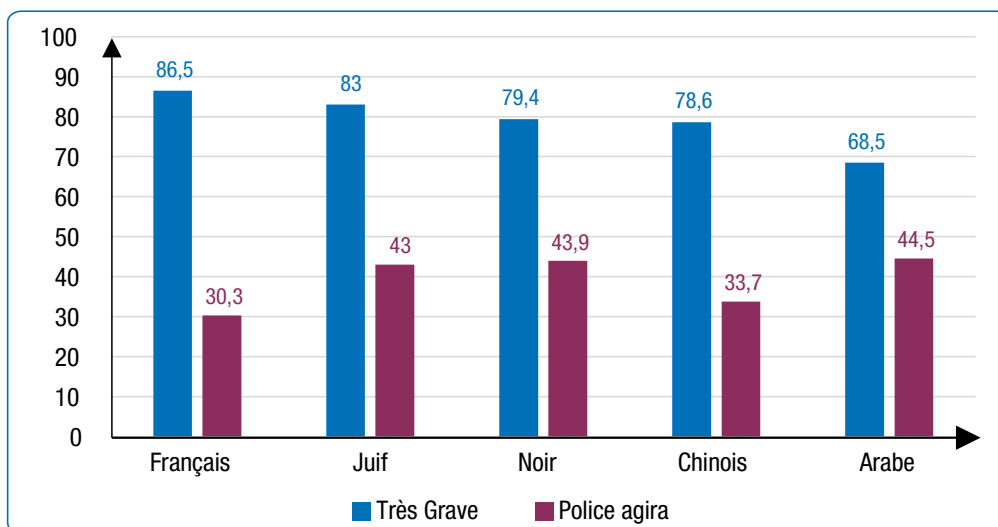
Figure 3.10. **Juger « très grave » le refus d'embaucher ou de marier un de ses enfants par type ethnique (%)**



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

L'autre question est une expérimentation sur la tolérance aux agressions et insultes racistes selon les caractéristiques ethniques de la victime et les réactions supposées de la police. L'échantillon a été aléatoirement partagé en cinq sous-échantillons, à qui n'est présenté qu'un type de victime, pour ne pas influencer la réponse de la personne en lui demandant de hiérarchiser les victimes. Deux questions s'enchaînent : « Le mois dernier dans une ville de la région parisienne, un homme de 40 ans a été pris à partie par une bande d'adolescents, qui l'ont traité de : Sale Arabe /Sale Noir/Sale Juif/Sale Français/Sale Chinois. Vous trouvez ce comportement : Très grave, assez grave, pas très grave, pas grave du tout ? » Puis : « À la suite de cet incident, cet homme est allé porter plainte au commissariat. À votre avis, que va-t-il se passer ? La police mettra tout en œuvre pour retrouver les jeunes ? La police se contentera de classer l'affaire ? » (figure 3.11). Quelle que soit la victime, la réprobation est massive (79 % des répondant jugent l'agression très grave en moyenne). Mais elle est plus marquée s'il s'agit d'une personne agressée en tant que française, ou juive (86,5 % et 83 %) et moins marquée si elle est arabe (68,5 %). En revanche, l'idée que la police fera quelque chose pour retrouver et punir les jeunes est minoritaire et c'est en cas d'agression contre des « Français » que l'échantillon se montre le plus sceptique.

Figure 3.11. Réactions à une agression raciste selon type de victime (%)



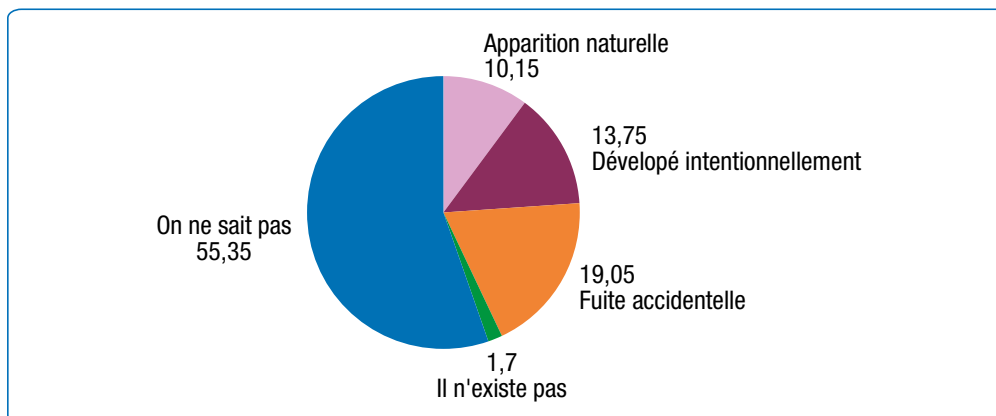
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Pour traiter du racisme anti-Chinois et anti-Asiatiques, il convient enfin de prêter une attention particulière au contexte spécifique lié à la Covid-19 dans lequel l'enquête a été réalisée⁸³. En effet, la crise sanitaire liée à la pandémie s'est accompagnée d'hostilité envers les populations chinoises et plus globalement asiatiques à travers le monde⁸⁴. Cette montée des actes xénophones a suscité de nombreuses réactions en France où la diffusion du *hashtag* « #JeNeSuisPasUnVirus » a beaucoup alimenté le fil Twitter. Dans ce contexte si particulier aux minorités chinoise et asiatique, le Baromètre de la CNCDH permet d'étudier le lien entre les opinions sur la Covid-19 et les attitudes vis-à-vis des différents groupes minoritaires.

Les sondés étaient invités à répondre à la question suivante : « À propos du nouveau coronavirus qui provoque l'épidémie de Covid-19 actuelle, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? », proposant de choisir entre cinq réponses : « Il est apparu un jour de manière naturelle », « Il a été développé intentionnellement dans un laboratoire », « Il s'est échappé accidentellement d'un laboratoire », « Il n'existe pas réellement » et « On ne sait pas vraiment comment est apparue la Covid-19 » (figure 3.12). Bien que la majorité (55 %) admette l'incertitude concernant son origine, choisissant cette dernière réponse, une partie des répondants a exprimé des doutes concernant l'origine du coronavirus, qui aurait été inventé intentionnellement dans un laboratoire (14 %) ou qui n'existerait pas réellement (2 %).

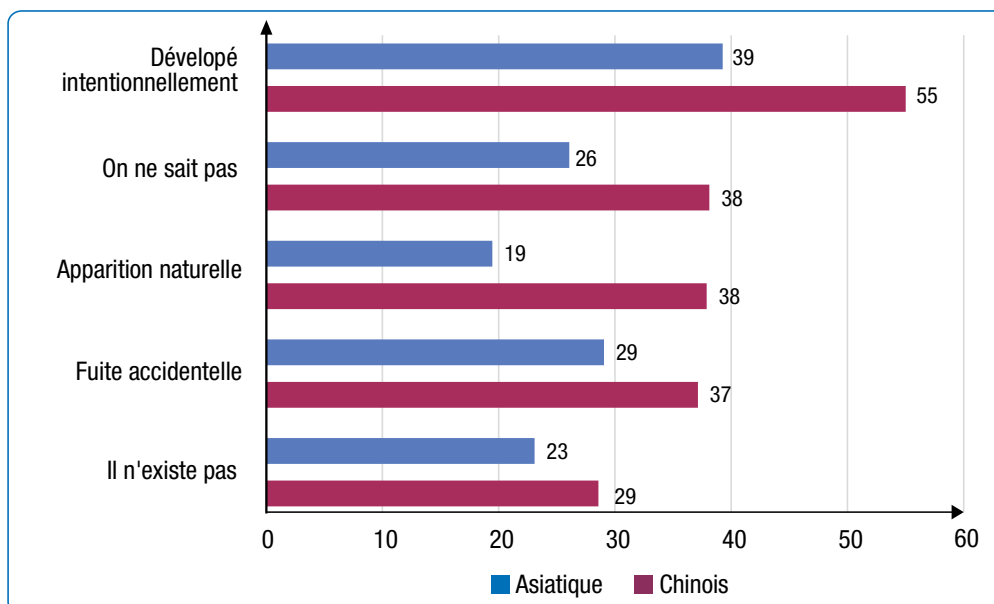
83. La Covid-19 a été ainsi citée comme la première crainte principale pour la société française par 17 % des sondés, ce qui place la Covid-19 en tête du classement aux côtés de « la crise économique » (17 %).

84. Wang Simeng, « De la reconfiguration des liens sociaux au temps de la COVID-19 : à propos des vécus d'enfants en Chine et de ceux d'origine chinoise en France », *Enfances & Psy*, 2020/3 (n° 87), p. 30-38.

Figure 3.12. **Opinion sur l'origine de la Covid-19**

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

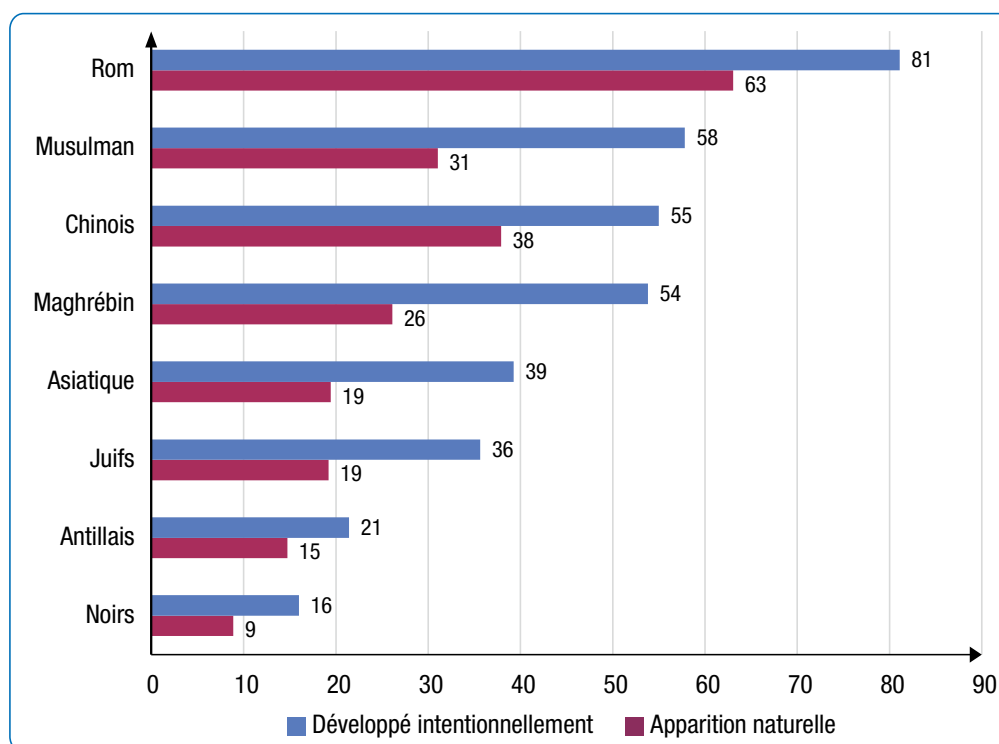
La perception de la minorité chinoise/asiatique comme un groupe à part au sein de la société française peut être ensuite différenciée selon ces différentes croyances sur l'origine de la Covid-19 (figure 3.13). Ainsi, la croyance complotiste en un coronavirus intentionnellement développé est fortement liée au rejet de la minorité chinoise et asiatique, puisque plus de la moitié de celles et ceux qui adhèrent à cette théorie considèrent les populations chinoises comme un groupe fermé (55 %). Les autres opinions sont en revanche associées à une plus faible hostilité à ces groupes, la minorité asiatique étant toujours considérée comme plus ouverte que la minorité chinoise.

Figure 3.13. **Perception des Chinois et des Asiatiques comme un « groupe à part » selon les opinions sur l'origine du coronavirus (%)**

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Dans le contexte lié à la Covid-19, le Baromètre du CNCDH cerne bien une catégorie de personnes qui se montrent hostiles à ces groupes minoritaires et qui croient à une théorie du complot basée sur l'origine artificielle et manipulatrice du coronavirus. Cependant, ce résultat ne doit pas être sur-interprété comme preuve de la montée générale du racisme anti-Chinois et anti-Asiatiques dans le contexte de la crise sanitaire. D'abord, il est difficile de vérifier que la croyance selon laquelle la Covid-19 a été intentionnellement développée vise obligatoirement les populations chinoises. En effet, parmi les sondés ayant cette vision, plus de la moitié déclarent ne pas avoir des images négatives de la Chine⁸⁵. Il est ainsi possible que l'hostilité soit dirigée envers d'autres groupes tels que les entreprises multinationales qu'ils accuseraient d'avoir profité de la crise sanitaire pour une cause économique. Ensuite, le préjugé anti-communautaire chez les personnes croyant à une origine complotiste du coronavirus ne s'exprime pas uniquement contre des populations chinoises et asiatiques, mais contre l'ensemble des groupes minoritaires. En comparant la variation de la perception communautaire selon que la personne croit au complot (« la Covid-19 a été développée intentionnellement dans un laboratoire ») ou pas (« la Covid-19 est apparue un jour de manière naturelle »), on observe que l'adhésion à la théorie du complot renforce l'image d'un groupe à part, quelle que soit la minorité concernée (figure 3.14).

Figure 3.14. **Sentiment d'un groupe à part selon les opinions sur l'origine de la Covid-19 (%)**



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

85. Pour la question « Le mot suivant évoque pour vous quelque chose de positif ou de négatif : Chine », 52 % des sondés croyant l'origine intentionnelle du coronavirus (N = 275) ont choisi « Très positif » (7 %), « Assez positif » (17 %) ou « Ni positif, ni négatif » (27 %).

Il ne s'agit pas de nier la gravité des actes xénophobes ciblant les minorités asiatiques dans le monde depuis le début de la crise sanitaire. Mais la Covid-19 ne semble pas avoir comme conséquence directe le rejet plus prononcé de ces minorités en France. Par ailleurs, sur la plupart des indicateurs de racisme, l'intolérance n'a pas significativement augmenté cette année, elle recule plutôt par rapport à 2019 (voir *supra*, 1.1.2.1 et 1.1.2.2). Le lien entre théorie du complot et hostilité envers les minorités chinoise et asiatique s'explique ainsi non par la montée de la xénophobie en raison de la Covid-19, mais par les facteurs habituels expliquant le rejet de l'Autre, ethnocentristes et adeptes de la théorie du complot ont le même profil. On voit par exemple que, comparés aux répondants croyant à l'apparition naturelle du coronavirus, les personnes qui croient à la propagation intentionnelle de ce virus se caractérisent par un niveau de qualification scolaire plus faible (40 % ayant inférieur au bac contre 19 % chez les répondants croyant à l'apparition naturelle), un sentiment d'insécurité économique plus forte (80 % déclarent vivre moins bien qu'il y a quelques années contre 45 %), et surtout par une forte proximité politique avec le Rassemblement national (22 % contre 8 %). On observe ainsi une sorte d'homologie structurelle. L'ethnocentrisme, attitude qui valorise son groupe d'appartenance et dévalorise les autres, se manifeste de la même manière pour interpréter la crise sanitaire : elle aurait été intentionnellement provoquée par les autres qui en auraient profité. Dans les années à venir, d'autres travaux plus approfondis seront nécessaires pour mieux éclairer l'impact de la crise sanitaire dans ses différentes dimensions (sanitaires mais aussi économiques et sociales) sur les préjugés et le racisme.

1.1.2.3.4. Le racisme anti-Noirs

Les recherches sur le racisme se sont développées très tôt aux États-Unis autour de la question noire. Le sociologue W. E. B. Du Bois a été le premier à mettre en évidence la persistance d'une *color line* (« ligne de partage de la couleur ») métaphore pour la barrière raciale, héritée de quatre siècles d'esclavage et de ségrégation⁸⁶. Les *black studies* en tant que telles y connaissent un essor dans les années 60. Ce n'est pas le cas en France où le modèle universaliste républicain nourrit une réticence certaine à catégoriser la population selon des critères ethniques ou raciaux. Ne serait-ce que prendre en compte dans une enquête la couleur de peau, réelle ou perçue, reste tabou. Lors de la première enquête TeO (« Trajectoires et Origines. Enquête sur la diversité des populations en France »), menée par l'INED et l'INSEE pour explorer les trajectoires sociales et les conditions de vie des migrants et leurs descendants, une question devait porter sur la manière dont la personne se voyait, notamment en termes

86. W. E. B. Du Bois, *Les Noirs de Philadelphie. Une étude sociale*, Paris, La Découverte, 2019 (trad. de l'anglais par Nicolas Martin-Breteau, 1^{re} édition 1899 ; *The Soul of Black Folks*. Dover publications, Mineola (NY), 2016[1903]. Une exposition au Musée du Quai Branly (octobre 2016 – janvier 2017) rappelait récemment le combat des artistes : « *The Color line*. Les artistes africains-américains et la ségrégation » ; voir : <http://www.quaibranly.fr/fr/expositions-evenements/amusee/expositions/details-de-levenement/el-the-color-line-36687/>).

de couleur⁸⁷. Controversée⁸⁸, la question fut finalement retirée et rares sont les enquêtes qui l'incluent⁸⁹. Depuis une quinzaine d'années toutefois, dans la foulée des études dé-coloniales et des mobilisations des groupes se considérant racisés, les recherches sur la condition noire⁹⁰ et son symétrique, la « blanchité », se développent⁹¹. Le rapport annuel de la CNCDH de 2018 comportait un chapitre sur « Racisme et couleur de peau », appuyé sur un volet expérimental du sondage explorant le racisme anti-Noirs à partir de tests projectifs, et celui de 2019 y consacrait un focus spécial⁹².

Ces rapports ont souligné un paradoxe. Dans le débat public, sur les réseaux sociaux, dans les stades, c'est à l'égard des Noirs que s'exprime le racisme le plus cru, infériorisant et animalisant. En témoignent les réponses à un appel à témoignage de *Libération* (1^{er} juillet 2015) demandant « *C'est quoi être noir en France au quotidien ?* », un documentaire récent sur le foot pour Canal + Sports *Je ne suis pas un singe*⁹³, ou encore le livre collectif *Noire n'est pas mon métier*, publié par seize femmes, comédiennes, et noires, racontant les stéréotypes contre lesquels elles se battent au quotidien⁹⁴. De même la couleur de peau ressort comme un critère de discrimination déterminant sur le marché du travail, comme le montrent les Baromètres conduits pour le Défenseur des droits sur la perception des discriminations dans l'emploi, centrés sur l'exposition de la population aux propos et comportements sexistes, homophobes, racistes, liés à la religion, à l'état de santé au travail ou au handicap. Si l'on s'en tient à la population en activité, une personne sondée sur quatre déclare avoir déjà fait l'objet de propos ou de comportements discriminatoires dans son environnement professionnel. La couleur de peau est clairement un facteur aggravant, le fait d'être perçu comme non-blanc multipliant par deux la probabilité d'être victime de discrimination ou de harcèlement discriminatoire⁹⁵. Pourtant, dans les enquêtes de la CNCDH, les Noirs ont une meilleure image que les minorités d'origine magrébine, les Musulmans ou les Roms. Sur l'Indice longitudinal de tolérance, qui mesure l'acceptation de la diversité, la minorité noire, avec la

87. « Vous considérez vous comme : blanc, noir, arabe ou berbère, asiatique, du Sous-Continent indien ? »

88. Sur ces controverses, voir le dossier-débat sur « L'usage des catégories ethniques en sociologie » coordonné et présenté par Georges Felouzis », *Revue française de sociologie*, 49 (1), 2008, p. 127-167 ; Stéphane Jugnot, « Les débats français sur les statistiques « ethniques » : une histoire sans fin ? », IRES Document de travail 1, 2016, p. 34-37.

89. Depuis, d'autres enquêtes sont passées outre notamment le Baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi du Défenseur des droits et l'Organisation internationale du travail, dès 2016.

90. Voir Pape Ndiaye, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

91. Pour un bilan, voir les journée d'étude sur « La condition blanche. Réflexion sur une majorité française », organisée à l'EHESS par Mathilde Cohen et Sarah Mazouz (CNRS-Ceraps), 29 juin 2018.

92. CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2019*, Paris, La Documentation française, 2020, p. 123-143.

93. Film d'Olivier Darcourt avec notamment Samuel Eto'o, Mario Balotelli, Patrick Vieira et Samuel Umtiti.

94. Présenté par Aïssa Maïga, paru au Seuil, 2018.

95. Défenseur des droits et Organisation internationale du travail, « 13^e Baromètre sur la perception des discriminations dans l'emploi », décembre 2020 ; disponible ici : https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_13e-barometre-discriminations-emploi_2020.pdf

minorité juive, est celle qui a régulièrement les meilleurs scores⁹⁶. Retrouve-t-on cette année, dans le sondage en ligne, ce même paradoxe ?

Le Baromètre de la CNCDH n'interroge pas sur la couleur de peau perçue. Il inclut toutefois des questions permettant d'explorer la manière dont sont vus les Noirs comparés aux autres groupes. Après une brève analyse des réponses et du niveau de préjugé qu'elles révèlent, on cherchera dans quelle mesure elles relèvent d'une même dimension, celle d'un racisme anti-Noirs, et dans quelle mesure il est corrélé aux autres indicateurs de racisme⁹⁷.

Les indicateurs de racisme anti-Noirs

Une question régulièrement posée porte sur le soupçon de communautarisme, le fait que des minorités ethniques ou religieuses soient vues comme « *un groupe à part dans la société* » (voir *supra* figure 3.1). 30,5 % de l'échantillon en ligne, si on fait la moyenne pour les sept groupes proposés, choisit cette réponse, et 47 % dans le cas des Musulmans. Mais « *les Noirs* » ne sont vus comme un groupe à part que par 23 % des sondés, et les Antillais par 13 %, une différence qui s'explique parce que les Antilles, c'est la France, tandis que la catégorie « *Noirs* » est plus hétérogène, susceptible d'évoquer des populations plus lointaines, et moins intégrées.

Une autre série de question explore le degré de gravité perçue d'une série de comportements discriminatoires, faisant varier aléatoirement le type de situation (refus d'embauche, refus du mariage avec un de ses enfants) et l'origine ou la couleur de peau de la personne discriminée (noire, maghrébine, rom, asiatique) (voir *supra* figure 2.4). Comme lors des années précédentes, le sentiment que c'est « *très grave* » est plus fort pour le refus d'embauche que pour le choix du conjoint de son enfant, domaine plus personnel. Mais quelle que soit la discrimination évoquée, elle est jugée beaucoup plus grave si la victime de discrimination est noire que si elle est maghrébine (+ 17 point pour le refus de mariage, + 12 points sur le refus d'embauche) ou rom (+ 22 et + 26 points), à peu près au même niveau que pour les Asiatiques.

Le troisième indicateur est une expérimentation sur la tolérance aux agressions racistes (voir *supra*, figure 2.5). Elle propose une petite histoire : un homme de 40 ans a été pris à partie par une bande d'adolescents et insulté, est-ce que c'est grave ? Et comment réagira la police, fera-t-elle tout son possible pour retrouver les jeunes ou classera-t-elle l'affaire ? Elle fait varier aléatoirement les caractéristiques de la victime (traîtée de « *Sale Arabe* » / « *Sale Noir* » / « *Sale Juif* » / « *Sale Français* » / « *Sale Chinois* »). Quelle que soit la victime la réprobation est massive, quatre sondés sur cinq en moyenne jugeant l'agression très grave,

96. CNCDH, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « L'indice de tolérance a-t-il atteint un plafond ? » dans *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2019*, p. 54.

97. L'échantillon du sondage en ligne construit sur quotas est représentatif de la population adulte résidant en métropole, de toute origine (il compte 2 % de non-Français, 19 % des répondants ont au moins un parent étranger et 27 % au moins un grand-parent, dont à peine 2 % sont originaires d'Afrique subsaharienne, soit des effectifs beaucoup trop faibles (36 répondants sur 2 000) pour être analysés à part. Et on ne peut considérer *a priori* que ces personnes se définiraient comme noires, puisque l'identité est essentiellement subjective.

plus encore si la personne est agressée en tant que française, ou juive (86,5 % et 83 %). Si elle est noire, le taux de condamnation est égal à la moyenne (79 %), mais il est nettement plus élevé que si la personne est insultée en tant qu'arabe (+ 10,5 points d'écart). En revanche, s'agissant de l'intervention de la police, les sondés réagissent pareillement pour une victime noire et arabe, estimant que la police ferait plus pour rechercher leurs agresseurs que si elle était vue comme française. Ce sentiment est d'autant plus élevé que la personne se situe à droite. Plus de la moitié des sondés se classant dans les trois dernières cases de l'échelle gauche-droite estiment que la police mettra tout en œuvre, pour une personne noire ou arabe, contre 27 % si c'est une « *Sale Française* » (contre 44 % vs 30 % en moyenne), surtout si elles ont des notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme. On a là une forme de racisme à l'envers, le sentiment que ce sont les minorités qui sont favorisées, pas la population majoritaire, qu'on observait dans des éditions précédentes du Rapport de la CNCDH à partir de questions sur le sentiment qu'en termes de protection sociale et d'accès aux soins, notamment, les immigrés, les étrangers, les minorités étaient favorisées.

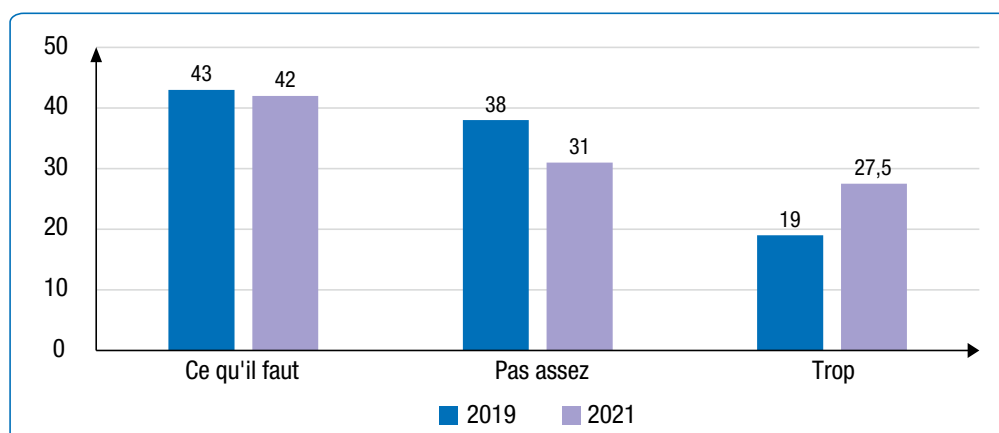
Le sondage inclut aussi une question spécifique à la population noire, relative à la traite et à l'esclavage. Ces phénomènes, avant même la colonisation, ont joué un rôle décisif dans la construction de stéréotypes infériorisant et dépréciant les Noirs dans leur ensemble et de nombreuses associations se battent pour faire reconnaître et réparer ces traumatismes⁹⁸. La loi Taubira de 2001 assimilant la traite négrière à un crime contre l'humanité, la création d'un Comité national pour la mémoire de l'esclavage (2004), l'instauration d'une journée nationale commémorant l'abolition de l'esclavage, le 10 mai, puis, en 2017, celle d'une autre journée, le 23 mai, en hommage aux « *victimes de l'esclavage colonial* », vont dans ce sens, tout en suscitant des polémiques⁹⁹. La question a été formulée sur le modèle des questions concernant l'extermination des Juifs, des Tsiganes et des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale, demandant si de l'avis des personnes interrogées, on parle « *pas assez, trop, ou ce qu'il faut* » des traites négrières et de l'esclavage des Noirs. Entre 2019 et 2021, la proportion de personnes en faveur du *statu quo* n'a quasiment pas varié (42 % vs 43 %), mais on note une crispation sur le sujet. Le sentiment qu'on n'en parle « *pas assez* » a baissé de 7 points à l'avantage du sentiment qu'on en parle « *trop* » (+ 8,5) (figure 3.15).

98. Le CM98 (Comité Marche du 23 mai 1998) notamment qui porte un projet de Mémorial national des victimes de la traite négrière et de l'esclavage dans les colonies françaises, soit 200 000 esclaves émancipés en 1848, qui n'avaient pas de nom, juste un prénom et un matricule, dont il essaie de retracer les origines.

99. Contestant l'assimilation de l'esclavage à un crime contre l'humanité, critiquant une vision de la traite limitée à la traite transatlantique, voire le principe même des lois mémorielles et de la concurrence victimaire qu'elles engendreraient. Voir l'article de Françoise Vergès, « Les troubles de la mémoire », sur le site d'*Africultures*, 30 juin 2006 ; disponible ici : <http://africultures.com/les-troubles-de-memoire-traite-negriere-esclavage-et-ecriture-de-lhistoire-4475/> ; ainsi que le bilan fait par Marcel Dorigny, « L'esclavage, une histoire qui concerne la nation entière », *Le Monde*, 24 avril 2009.

Figure 3.15.

Sentiment qu'on parle trop/ pas assez des traites négrières et de l'esclavage (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Les résultats confortent ceux des éditions précédentes du Rapport de la CNCDH. La population noire a une meilleure image dans l'opinion que la plupart des autres minorités, en particulier celles d'origine maghrébine. Tout se passe comme si, parmi les nombreux stéréotypes racistes hérités de la colonisation, dominaient ceux voyant les Noirs comme « *de grands enfants* », naïfs, primitifs, mais pas dangereux, qu'exprimaient une affiche comme « *y'a bon Banania* » ou un sketch comme « *L'Africain* » de Michel Leeb¹⁰⁰. Les Maghrébins et les Arabes, eux, seraient d'abord perçus comme musulmans, et l'islam a aujourd'hui une image négative, associé dans l'imaginaire collectif au terrorisme et au djihad. Ce n'est pas le cas des Noirs, alors même que beaucoup d'entre eux, notamment la plupart des Sénégalais ou des Maliens, sont musulmans.

La structure des préjugés anti-Noirs

Dans un second temps, nous avons cherché si les réponses à ces questions relevaient d'une seule et même attitude anti-Noirs, en y ajoutant un indicateur de racisme biologique, la croyance en une hiérarchie des races humaines. L'hypothèse était qu'elle sous-tend particulièrement certains préjugés anti-Noirs, à en juger par les insultes et les cris de singe entendus dans les stades ou propagés sur les réseaux sociaux. L'exercice est difficile, car la plupart des questions concernées ne sont pas posées à l'ensemble de l'échantillon mais à des sous-échantillons, de taille variable, sélectionnés de manière aléatoire, afin de tester l'effet sur les réponses de formulations différentes d'une même question. À défaut d'une analyse factorielle, on se contentera d'une recherche des corrélations entre variables (tableau 3.4). Celles-ci sont statistiquement toutes significatives, ce qui irait dans le sens de l'existence d'une attitude anti-Noirs « *racisante* ». Elles sont toutefois d'inégale ampleur.

100. Françoise Dufour, « La stéréotypie comme matérialité discursive d'une dominance sociale dans les projets de colonisation de l'Afrique occidentale », *Revue des africanistes*, 80(1-2), 2010, p. 267-282.

Tableau 3.4.

Corrélations entre les opinions envers les Noirs (R de Pearson)

	Embauche	Mariage	Traites	Races	« À part »
Refus d'embaucher une personne noire qualifiée (de très grave à pas du tout)	1	0,57** (498)	0,29** (498)	0,23** (498)	0,252** (498)
Contre le fait de marier son enfant à personne noire (de très grave à pas du tout)		1	0,27** (498)	0,257** (498)	0,21** (498)
On ne parle pas assez/assez/ trop des traites et de l'esclavage			1	0,12** (2000)	0,14** (1999)
Les races humaines n'existent pas, se valent, racessupérieures à d'autres				1	0,20** (1999)
Noirs/antillais pas un groupe, groupe ouvert, groupe à part					1

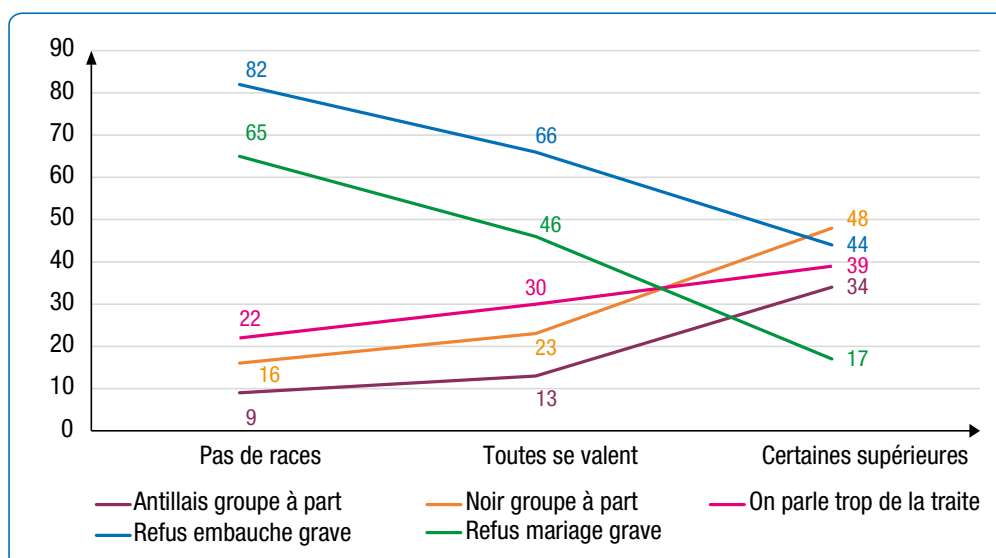
Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Toutes les variables recodées dans le sens de l'intolérance croissante. ** : corrélation significative au niveau 0,01 (bilatéral). Effectifs entre parenthèses.

Les deux opinions les plus corrélées (0,57) sont des indicateurs classiques de distance sociale : le refus de côtoyer une personne noire au travail, comme collègue, et dans sa famille, comme conjointe d'un de ses enfants. Elles sont également corrélées mais moins fortement (aux alentours de 0,25) au sentiment que les Noirs forment un groupe à part, qu'il existe des races supérieures à d'autres et qu'on parle trop des traites négrières et de l'esclavage. Cette dernière opinion est toutefois moins corrélée que les précédentes (autour de 0,12) avec le rejet du communautarisme (« groupe à part ») et le racisme biologique (croyance en une hiérarchie des races humaines). Le noyau dur des attitudes anti-Noirs est celui du refus des contacts avec les Noirs mis à distance comme groupe à part, structuré par une vision raciste (figure 3.16.). Selon que la personne croit ou non à une hiérarchie des races, la non-condamnation du refus d'embauche d'une personne noire qualifiée pour le poste passe de 82 % à 44 % (- 38 points), et la non condamnation du refus de son mariage avec son enfant de 65 % à 17 % (- 48 points) alors que le sentiment qu'on parle trop des traites et de l'esclavage passe de 22 % à 39 % (+ 17 points).

Relation des préjugés anti-Noirs aux autres préjugés

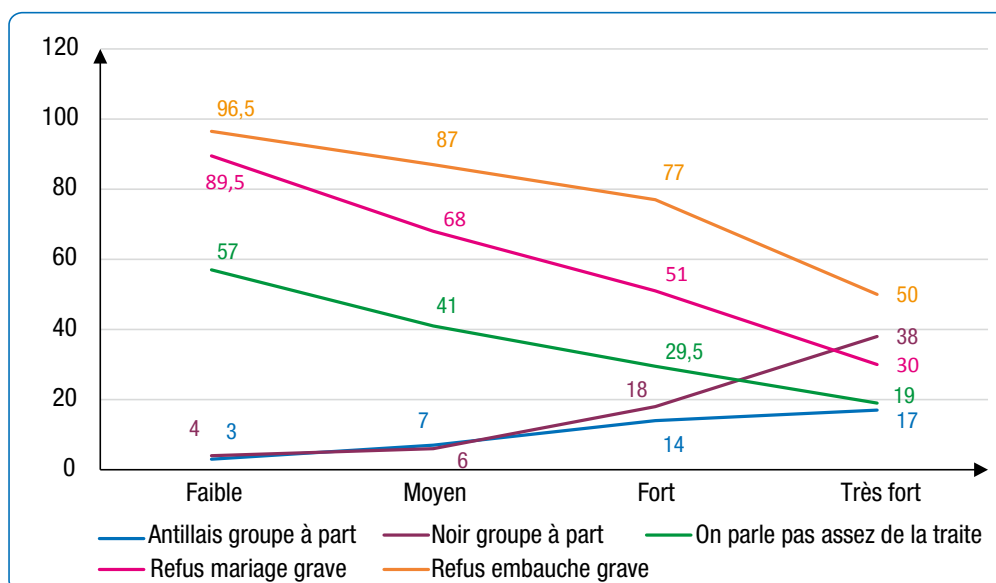
Ce rejet des Noirs s'inscrit enfin plus largement dans une vision ethnocentriste de la société, dévalorisant l'Autre (figure 3.17). Plus la personne a des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme, plus elle aura tendance à considérer que les Noirs forment un groupe à part, qu'on parle bien assez des traites et de l'esclavage, qu'il n'est pas « très grave » de refuser d'embaucher une personne noire qualifiée ou de marier un de ses enfants avec elle. Les relations sont un peu moins fortes avec les indicateurs qui dénotent un racisme euphémisé (mémoire de la traite) qu'avec le racisme à l'ancienne, mettant les Noirs à distance, trouvant normal qu'on refuse de les embaucher ou qu'on s'oppose à leur mariage avec un de ses enfants.

Figure 3.16. Préjugés anti-Noirs par croyance en l'existence de races humaines (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Figure 3.17. Préjugés anti-Noirs par ethnocentrisme croissant (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Ainsi, quand on passe des personnes les moins ethnocentristes aux plus ethnocentristes, la proportion d'entre elles qui juge « très grave » le refus d'embauche d'une personne noire qualifiée passe de 96,5 % à 50 % (46,5 points). L'écart est encore plus marqué (près de 60 points) quand le refus concerne le mariage avec un de ses enfants, alors que le sentiment qu'on ne parle pas assez de la traite négrière ne chute que de 38 points.

Nos données confirment, comme les années précédentes, qu'il y a des traits communs à tous les préjugés mais que chacun se décline de manière différente, selon l'héritage du passé et les particularités du moment.

1.1.2.4. FACTEURS EXPLICATIFS DE L'HOSTILITÉ CONTRE LES ROMS EN FRANCE

Réalisé seize mois après le précédent, au milieu de ladite « troisième vague » de la Covid-19, le Baromètre CNCDH en ligne de 2021 enregistre des niveaux très élevés d'hostilité envers les Roms comparés aux autres groupes. Toutefois, ces préjugés sont moins répandus que les années précédentes, illustrant l'effet conjoint des initiatives de lutte contre le racisme et d'une moindre stigmatisation médiatique et politique de ces derniers. En mars 2021, l'échantillon ayant répondu au questionnaire en ligne montre un plus grand degré de tolérance à l'égard des Roms et les principaux stéréotypes les concernant sont un peu moins répandus. Et pourtant, l'accent mis sur la lutte contre ces préjugés semble être moins important et moins urgent, même parmi les moins hostiles aux Roms.

Cette année, le Baromètre de la CNCDH confirme également une dynamique cumulative, qui amène à petit pas des proportions légèrement plus élevées de citoyens vers une meilleure connaissance des Roms et une moindre adhésion aux stéréotypes qui les stigmatisent. À titre d'exemple, en mars 2021, 63,5 % des personnes interrogées pensent que les Roms – et plus spécifiquement les Roms migrants – ne veulent pas s'intégrer en France. Autrement dit, ce cliché est encore partagé par près des deux tiers de la société française. Mais il s'agit d'une baisse significative : ils étaient 71 % en 2018 et 2019 à le penser. Par ailleurs, l'exploration fine des données (voir *infra*) montre une certaine augmentation de la proportion de personnes avec un niveau bas de sentiment anti-Roms, surtout chez les ouvriers, les agriculteurs, les employés, les artisans, les commerçants, les professions intermédiaires et plus généralement chez les individus les moins scolarisés.

Les préjugés anti-Roms articulent peur, mépris et envie. Des stéréotypes traditionnels, reflétant la méconnaissance de la situation des Roms, restent répandus. 74 % des sondés pensent ainsi encore que les Roms migrants « *sont pour la plupart nomades* », en légère baisse de 3 points par rapport à 2018. On observe également que les préjugés les plus négatifs commencent à être légèrement moins répandus. L'idée que les Roms « *vivent essentiellement de vols et de trafics* » est aujourd'hui partagée par 57,5 % de notre échantillon, soit 10 points de moins qu'en 2018 et 2019. Il en va de même pour le stéréotype selon lequel les Roms « *exploitent très souvent les enfants* » : partagé par les trois quarts de l'échantillon en 2018 et les deux tiers en 2021. Il s'agit d'un résultat important à souligner, puisqu'il montre que les lynchages survenus en Seine-Saint-Denis en mars 2019, qui ont été alimentés par le stéréotype des Roms qui enlèvent les enfants, n'ont pas arrêté la tendance à la baisse de sa diffusion ¹⁰¹.

Par rapport aux autres minorités, les préjugés, les stéréotypes, les connaissances erronées, les sentiments de peur et d'hostilité continuent de se mêler avec une force et une intensité particulière. Leur niveau de diffusion a baissé ces dernières années, quoique lentement. La spectacularisation de la pauvreté de certains

101. Sur les lynchages en Seine-Saint-Denis : Tommaso Vitale, « Lynchages de Roms : les mécanismes du stéréotype », *The Conversation*, 29 mars 2019 ; Ilse About, « Unwanted "Gypsies". The Restriction of Cross-Border Mobility and the Stigmatisation of Romani Families in Interwar Western Europe », *Quaderni Storici*, 2014, 49 (2), p. 499-532.

groupes roms par les médias, lors des évacuations des campements illicites et des bidonvilles, a moins d'impact. On commence à voir les effets positifs de la nouvelle politique de résorption des bidonvilles, conformément à l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018¹⁰², qui l'a inscrite dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

De fait, au cours de l'année 2020, les Roms ont moins souvent été pris comme boucs émissaires par les élites politiques, sociales et médiatiques. La mobilisation des associations pour la défense des droits des Roms et des gens du voyage s'est renforcée, en réaction aux discriminations institutionnelles et sociétales dont ils sont victimes, à l'école comme dans l'accès au logement. Elles mettent en avant une image plus positive de cette minorité dans la presse développent une stratégie de plus en plus centrée sur la lutte contre les idées reçues¹⁰³. Elles invoquent aussi le rappel du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, qui a demandé à la France de « *garantir à tous les enfants le droit à l'éducation sans discrimination* »¹⁰⁴, s'appuyant sur le témoignage et l'engagement direct des enfants « *privés du droit à l'éducation* », pour relancer « *le droit à l'instruction publique pour tous et toutes* »¹⁰⁵.

1.1.2.4.1. Une grande variété de groupes et de conditions

« *Tsiganes* », « *Bohémiens* », « *Manouches* », « *Gens du voyage* », « *Roms* », « *groupes romani* », « *Romanichels* », « *Gitans* » : les questions de terminologie et de définition sont difficiles et controversées. Les spécialistes insistent sur la pluralité des racines locales et la multiplicité des dialectes, langues et trajectoires de ces différents groupes. Mais, en même temps, ils insistent sur un air de famille entre eux et une certaine unité¹⁰⁶. Les groupes roms constituent une galaxie de communautés qui n'ont ni la même histoire, ni la même culture, ni la même religion¹⁰⁷. Il est difficile d'estimer leur nombre ; on parle de 12 à 15 millions de personnes dans le monde. La plupart vit en Europe, dont 60 % à 70 % dans les démocraties post-communistes. Traçons, à titre indicatif, une ligne qui relie Rome à Helsinki, en passant par Vienne et Prague. À l'est de celle-ci se situent les communautés qui s'auto-qualifient de « *Roms* ». À l'ouest de ce tracé imaginaire,

102. Inscrite dans le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (11 septembre 2017), l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018 développe une approche centrée sur la lutte contre la grande précarité, indépendamment de l'origine des personnes, à la différence de l'approche plus « *ethnique* » de l'insertion des « *populations roms* » adoptée par la Commission européenne ; voir Thomas Aguilera, Tommaso Vitale, « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde », in *Revue Projet*, 2015, 348 (5), p. 68-76. Dans ce cadre, la Dihal soutient les territoires afin qu'ils formalisent des stratégies territoriales « *partenariales* », concertées, visant la résorption des bidonvilles et campements illicites, dans une perspective plus large qu'un simple encadrement des évacuations, avec des programmes d'insertion.

103. Collectif national Droits de l'Homme Romeurope, *Les Roms. Luttes contre les idées reçues*, 2017, www.romeurope.org.

104. ONU – Convention internationale des droits de l'enfant (IDE), Comité des droits de l'enfant, *Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de la France*, 2016, CRC/C/FRA/CO/5.

105. Association Trajectoires, Fondation Caritas, Secours catholique, *Habitants des bidonvilles en France : connaissance des parcours et accès au droit commun*, 2017 ; disponible ici : <http://www.trajec-toires-asso.fr>

106. Henriette Asseo, *Les Tsiganes, une destinée européenne*, Paris, Gallimard, 2006.

107. Martin Olivera, « Les Roms comme « minorité ethnique » ? Un questionnement roumain », in *Études tsiganes*, 39-40, 2010, p. 128-150.

on trouve des groupes aux noms différents : « *Manouches* », « *Sintés* », « *Kalés* », « *Romanichels* », avec peu de « *Roms* »¹⁰⁸. En France, on observe la même hétérogénéité. Aux côtés des Roms d'immigration récente, dont certains vivent dans des conditions de grande précarité, on trouve des citoyens français de longue date. Ces derniers sont issus de plusieurs vagues d'immigration datant du début du xxe siècle et de l'entre-deux-guerres, mais aussi de l'après-guerre. La plupart d'entre eux poursuivent une stratégie d'invisibilité, essayant de ne pas attirer l'attention sur eux. De la même manière, les rapports entre Roms d'immigration récente, Roms et Manouches français ne relèvent pas toujours de la solidarité, ni de la reconnaissance d'une identité commune.

Un élément de complexification vient du fait que le terme « *Roms* » utilisé au sens générique a été choisi par l'Union romani internationale en 1971 afin d'inclure l'ensemble des groupes « *tsiganes* »¹⁰⁹. À partir de cette définition extensive des Roms, le Conseil de l'Europe estimait en 2012 qu'ils étaient en France entre 300 000 et 500 000, soit environ 0,6 % de la population¹¹⁰. Comme nos rapports précédents le soulignaient, l'une des questions fondamentales au sujet de l'anti-tsiganisme ou de la romaphobie est la très forte ignorance de la réalité de ces groupes au sein de la société française. En octobre 2016, plus de 60 % des sondés avaient ainsi tendance à en surestimer le nombre. En novembre 2017, à la question « *Quelle est la proportion de Roms en France sur l'ensemble de la population ?* », seulement 41 % ont répondu « *moins de 1 %* », 18,5 % ont répondu « *entre 1 % et 3 %* », 17 % « *entre 3 % et 5 %* » et 23 % ont répondu « *plus de 5 %* »¹¹¹.

Les groupes tsiganes en France sont très différenciés, de par leur origine, leur statut juridique, leurs modes de vie. La grande majorité est composée des « *Gens du voyage* », une communauté estimée à environ 350 000 personnes¹¹², alors que certaines associations de Gens du voyage avancent un chiffre plus proche de 500 000 personnes¹¹³. Cette estimation intègre entre 60 et 70 000 voyageurs permanents. Le terme correspond à la catégorie administrative apparue dans les textes officiels dès 1972 et qui s'applique aux personnes visées par la loi du 3 janvier 1969 pour désigner des populations françaises mal identifiées (les Manouches, les Gitans, les forains, les Yéniches, etc.) du fait de leur mode de vie itinérant. Pour simplifier, ce terme correspond à une population « *sans domicile*

108. Leonardo Piasere, *Roms : une histoire européenne*, Paris, Bayard Jeunesse, 2011.

109. Définition qui a été critiquée par de nombreux groupes tsiganes. Elle a ensuite été officiellement adoptée par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, cf. Jean-Pierre Liégeois, *Council of Europe and Roma : 40 Years of Action*, Strasbourg, 2010.

110. Voir à ce sujet : <http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/roma>.

111. La question n'a pas été posée en novembre 2018.

112. Derache Hubert, *Appui à la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des gens du voyage*, Paris, 2013, Rapport au Premier ministre ; disponible ici : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/rapport-gens-du-voyage.pdf.

113. Cour des comptes, « L'accueil et l'accompagnement des gens du voyage : des progrès lents et inégaux, des objectifs à redéfinir », dans *Rapport public annuel 2017*, p. 187 ; disponible ici : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2017>.

ni résidence fixe¹¹⁴» mais qui revendique une inscription territoriale¹¹⁵. En suivant les recommandations de la CNCDH de 2012¹¹⁶, on peut définir les Gens du voyage comme des citoyens français qui ont un mode de vie fondé à l'origine sur la mobilité, même si nombre d'entre eux sont aujourd'hui sédentaires. Le même terme recouvre donc des réalités sociales et économiques très diverses.

En France, on trouve aussi des groupes qui s'auto-définissent comme « Roms ». Certains d'entre eux sont citoyens français, immigrés en France à partir de la fin du XIX^e siècle, d'autres sont des citoyens bulgares, roumains, kosovars ou provenant d'autres pays d'Europe de l'Est. Seule une petite minorité des Roms ainsi définis vit dans une très grande précarité, dans des bidonvilles. Il s'agit de personnes principalement issues d'une immigration récente, au cours des quinze dernières années, venant de Bulgarie et surtout de Roumanie. Au 1^{er} juillet 2018, 16 090 personnes (dont 4 186 mineurs) étaient recensées comme vivant en bidonville et dans des squats sur 497 sites répartis dans 41 départements en France métropolitaine¹¹⁷. Les dernières données publiques nous disent qu'au 1^{er} juillet 2019, en France métropolitaine, 12 088 ressortissants européens habitaient 254 sites, parmi les 17 619 personnes recensées sur 359 bidonvilles et squats de plus de 10 personnes.

Tous les autres Tsiganes ne sont pas « visibles » et ne vivent pas dans des conditions de misère extrême. Nous sommes donc en présence d'une mosaïque de fragments ethniques, à laquelle se superpose une pluralité de statuts juridiques (citoyens français, ressortissants des pays de l'Union européenne ou d'autres pays européens, apatrides).

1.1.2.4.2. Le stigmatisme du communautarisme : les Roms sont-ils un groupe à part ?

Pour tenir compte de cette hétérogénéité, les questions de l'enquête de la CNCDH portent traditionnellement à la fois sur les Roms et sur les Gens du voyage, en faisant varier le terme de manière aléatoire. Si l'on s'en tient aux sondages en ligne dont on dispose, les chiffres dessinent entre 2016 et 2019 une tendance plutôt stable, qui semble commencer à s'affaiblir en 2021. Fin 2016, 80 % de la population considéraient les Roms comme un « groupe à part » dans la société, contre 71 % pour les Gens du voyage. En novembre 2019, ils sont 82 % des sondés concernant les Roms et 80 % pour les Gens du voyage.

114. Un livret de circulation s'est substitué à l'ancien carnet de circulation le 5 octobre 2012, après une décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de la loi n° 69/3. Voir aussi Marc Bordigoni, *Gens du voyage, droit et vie quotidienne en France*, Paris, Dalloz Sirey, 2013, et le nouveau livre d'Adèle Sutre, *Géopolitique des tsiganes. Des façons d'être au monde entre circulations et ancrages*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2021.

115. FNASAT, la FCSF et l'URECSO, *Gens du voyage, des habitants ignorés*, 2017 ; disponible ici : <http://www.fnasat.asso.fr/REPERES%20Gens%20du%20Voyage%203.pdf>

116. CNCDH, *Avis sur le respect des droits des Gens du voyage et des Roms migrants au regard des réponses récentes de la France aux instances internationales*, adopté par l'Assemblée plénière du 22 mars 2012.

117. Dihal, *Etat des lieux des bidonvilles en France métropolitaine au 1^{er} juillet*, octobre 2018 ; disponible ici : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/11/recensement_juillet_2018_vweb.pdf

En mars 2021, le pourcentage descend à 75 % pour les Roms (cette année la question n'est pas posée à propos des Gens du voyage, dans la mesure où les enquêtes précédentes ne montraient aucune différence dans les réponses, quel que soit le terme employé) (figure 4.1).

En milieu urbain, les contacts noués à l'école, aux fêtes de quartiers, aux anniversaires des enfants, ainsi que les interactions qui se déroulent dans des espaces moins associés à des stéréotypes (la fête de la ville, les files d'attente dans des services municipaux...) permettent de déconstruire certains préjugés. Ces contacts sont performatifs, c'est-à-dire qu'ils sont importants du point de vue des conséquences qu'ils produisent. Néanmoins, ces interactions ne concernent qu'un public limité. Et autour des Roms continuent à se répandre la vision fantasmée d'un communautarisme radical, comme si les Roms restaient toujours entre eux, sans relations de voisinage, sans échanges ni amitiés ancrées dans leur lieu de vie et de travail. Autant de clichés démentis par les enquêtes qui mobilisent les méthodes de l'analyse de réseaux pour rendre compte de l'inscription territoriale et de l'hétérogénéité des amitiés et des liens de sociabilité et d'entraide des Roms¹¹⁸.

En l'absence de campagnes de grande envergure destinées à contrer les sentiments anti-Roms/Tsiganes, et avec encore beaucoup d'enfants vivant en bidonvilles qui ne sont pas scolarisés, la perception d'un fort communautarisme des Roms et des Gens du voyage baisse, mais reste très répandue¹¹⁹. Entre 2016 et 2019, le pourcentage des sondés en ligne qui considèrent les Roms comme un groupe « ouvert aux autres » était stabilisé autour de 6 % ; en 2021, il est monté à presque 10 %.

Pour aller plus loin, on ajoutera qu'en 2019 seulement 13 % des répondants jugeaient que les Roms « ne forment pas spécialement un groupe ». En 2021, ce taux augmente légèrement (15 %). Pour l'expliquer on peut sans doute rappeler que, pendant le confinement, les mesures de lutte contre la pauvreté urbaine ont été appliquées de manière inconditionnelle dans la plupart des espaces ou réseaux d'aide. L'aide alimentaire et sanitaire dans les villes françaises, en cette année difficile de pandémie, n'a pas été caractérisée par une logique de sélection par groupes de bénéficiaires¹²⁰. Dans l'urgence, tout le monde pouvait être prioritaire dans la file pour l'aide alimentaire.

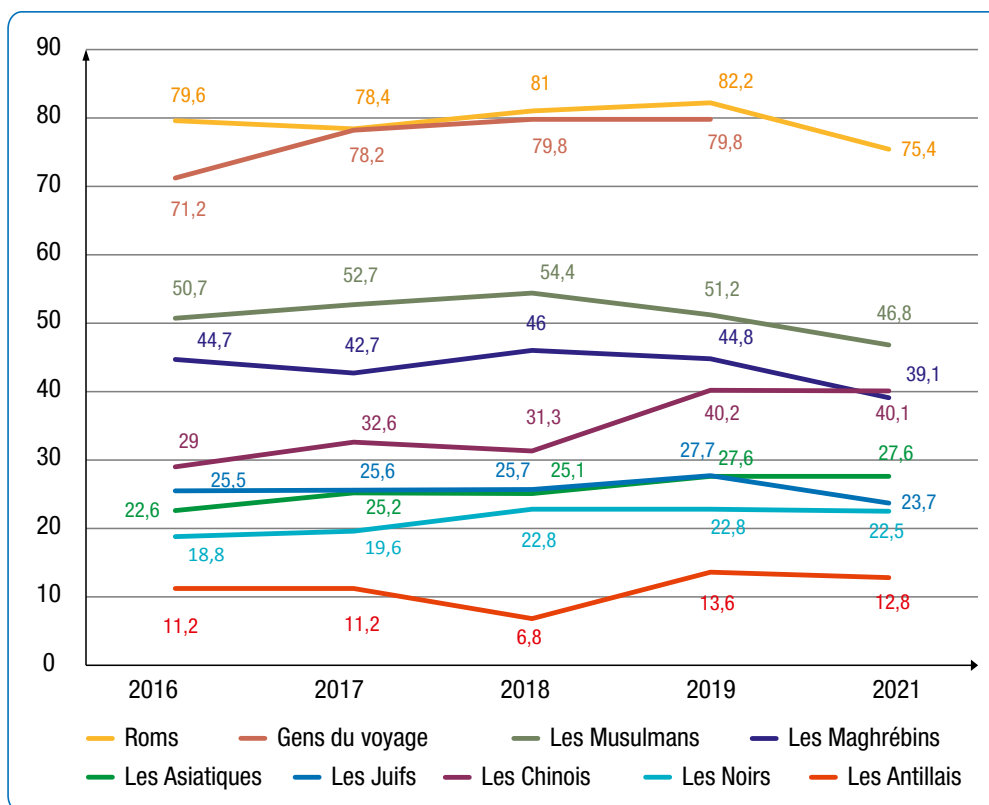
118. Raffaele Vacca, David Cañarte, Tommaso Vitale, « Beyond ethnic solidarity : the diversity and specialisation of social ties in a stigmatised migrant minority », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, p. 1-29.

119. Il faut aussi souligner un nouveau programme important développé par la Dihal, dans le cadre du groupe « Scolarisation » de la commission nationale de résorption des bidonvilles, pour accompagner « vers et dans l'école pour garantir une scolarisation durable des enfants », qui vise à soutenir l'action de l'Éducation nationale en développant des actions associatives de « reach out », d'« aller vers » les familles, afin de faciliter l'accès à l'école et d'instaurer des liens de confiance entre parents, enfants et acteurs de la scolarisation (collectivités territoriales, Casnav, DSDEN, chefs d'établissements et équipes éducatives).

120. À l'inverse, l'aide organisée en temps ordinaire, où la rareté conduit à une logique de tri, repose sur des critères de ressources ou des domiciliations territoriales, ainsi que sur des évaluations des comportements des bénéficiaires pour les reconnaître comme « méritants », qui jouent souvent un rôle important dans la racialisation et l'ethnisation des Roms ; Anne-Cécile Caseau et Tommaso Vitale, « Bidonvilles en déconfinement : les solidarités vont-elles tenir ? », *The Conversation*, 24 mai 2020.

Figure 4.1.

Tendances à juger différents groupes comme « à part dans la société » (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

En 2016, il y avait + 29 points d'écart entre la perception des Roms et des Musulmans comme formant un « groupe à part » (figure 4.1). Cette différence atteignait 31 points fin 2019 et revient à 28,5 points en mars 2021. Cet écart montre la force des préjugés envers les Roms, comparés à ceux visant d'autres minorités. Plus précisément, aujourd'hui l'écart est de 36 points de plus par rapport aux Maghrébins, 48 par rapport aux Asiatiques, 52 par rapport aux Juifs (contre 54 points en 2016). La distance maximale est par rapport aux Noirs (+ 53 points). On note également un écart de 35 points par rapport à la perception des « Chinois comme un groupe à part ». C'est pour cette catégorie que le sentiment de communautarisme a le plus augmenté au cours des dernières années. Cependant, il ne semble pas dépendre de la pandémie, le score ayant augmenté entre 2016 (29 %) et 2019 (40 %), mais restant stable dans la dernière enquête.

1.1.2.4.3. Structuration de longue durée et changements récents des préjugés contre les Roms

Un préjugé est une attitude ou une opinion dirigée contre les membres d'un groupe ou d'une catégorie sociale. Il combine des croyances et des jugements de valeur avec des prédispositions émotionnelles. Les préjugés jouent un rôle clé dans la dynamique de justification des discours, des propos ainsi que des politiques, des actions et des pratiques discriminatoires. Les chercheurs débattent aujourd'hui de la pertinence des concepts d'« *antigypsyism* » ou de « *romaphobia* »¹²¹. Ces analyses s'accordent toutefois sur la forte structuration d'attitudes et d'émotions négatives envers les personnes dites « *Roms* », qui peut aller jusqu'à la non-condamnation de propos racistes tenus en public (comme « *sale Rom* »). Au cours des dernières années, on a assisté toutefois à une forte baisse de la proportion des sondés qui estiment que les personnes tenant publiquement ce type de propos « *ne doivent pas être condamnées* » : ils sont 11 % des sondés face à face en novembre 2017, contre 24,5 % en 2013.

Une analyse détaillée des chiffres permet de mieux comprendre la dynamique des préjugés dans le temps. Si, en 2018, 77 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart « *nomades* », aujourd'hui cette opinion n'est partagée « *que* » par 74 % des répondants, une petite baisse. En outre, si les trois quarts (74 %) des sondés considéraient en 2018 que les Roms « *exploitent très souvent les enfants* », ce pourcentage est tombé à 66 % en mars 2021. Cette diminution est principalement l'effet d'une réduction marquée du pourcentage de personnes qui se disent « *tout à fait d'accord* » avec le préjugé que les Roms « *exploitent très souvent les enfants* », qui passe de 25 % en 2018, à 23 en 2019, à 19 % en 2021.

De même, le stéréotype des Roms voleurs et trafiquants, partagé par plus des deux tiers (67,5 %) des répondants en 2018 ne l'est plus que par 57,5 % d'entre eux en 2021, soit un recul important de -10 points. Une baisse déterminée principalement par le fait que le pourcentage de ceux qui expriment leur accord total avec cette phrase passe de 22 % en 2018, à 19 % en 2019, pour s'établir à 15 % en 2021. Par ailleurs, on relève une baisse continue de l'adhésion à l'idée selon laquelle les Roms « *ne voudraient pas s'intégrer* » en France. Elle était en effet partagée par 71 % de la population en 2018, puis est tombée à 63,5 % en 2021.

Pour résumer, pour près des trois quarts des Français, les Roms sont toujours des nomades, pour deux tiers d'entre eux des personnes qui exploitent les enfants et, pour plus de la moitié, des voleurs qui ne veulent pas s'intégrer. Dans l'ensemble, on constate donc une baisse significative du nombre de personnes partageant ces préjugés au cours des dernières années. Mais cette baisse ralentit comparée aux années précédentes.

121. Aidan McGarry, *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Londres, Zed Books, 2017. The Alliance against Antigypsyism, dans son texte *Antigypsyism. A Reference Paper*, souligne : « *The term antigypsyism – in citing the majority's projections of an imagined out-group of 'gypsies' which simultaneously constructs an imagined in-group – is analytically more accurate and makes clear that other groups – Sinti, Travellers, Manouches, Egyptians – are equally affected* » (www.antigypsyism.eu, 2016, p. 6).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement : le fait que les médias fassent rarement état des histoires d'intégration ; la sortie de plusieurs films qui reproduisent les stéréotypes les plus traditionnels sur les Tsiganes, français ou de récente immigration ; une certaine démobilisation des associations et comités de soutien aux droits des Roms dans les initiatives d'éducation populaire et dans la lutte contre le racisme anti-Tsiganes ; ou encore le manque de moyens des institutions actives dans la lutte contre l'anti-tsiganisme et la romaphobie.

1.1.2.4.4. Une mesure synthétique d'hostilité envers les groupes tsiganes

En croisant les questions du sondage en ligne de la CNCDH, il est possible de construire une échelle d'attitude qui est une mesure synthétique d'hostilité envers les Roms, permettant de comprendre l'évolution et la distribution des préjugés à leur égard ainsi que leur articulation. Pris ensemble, ces préjugés révèlent un univers symbolique à base d'homogénéisation et d'essentialisation. Cette échelle est solide, et montre que l'hostilité a baissé entre 2018 et 2021, surtout pendant la pandémie, entre novembre 2019 et mars 2021. Pour construire cette échelle hiérarchique, on a classé les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée et calculé la distribution des scores de l'échelle pour les années 2018, 2019 et 2021. Le tableau 4.1 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité.

Tableau 4.1.
Questions utilisées pour la construction de l'échelle de romaphobie (en%)

	2018	2019	2021
Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants ...			
... sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	19,8	17,3	16,3
... exploitent très souvent les enfants : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	25	23,3	18,9
... vivent essentiellement de vols et de trafics : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	21,9	19,1	14,9
... ne veulent pas s'intégrer en France : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	22,9	21,9	17,4
Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/gens du voyage sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout :	18	14,9	11,7

*Figurent en gras les réponses considérées comme relevant de la romaphobie

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

L'échelle de romaphobie que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms. On a construit le même indicateur pour les trois dernières vagues du Baromètre en ligne CNCDH. La matrice de corrélations indique que, pour les trois années considérées, les cinq variables sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global de romaphobie.

Tableau 4.2.

Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms, 2018-2019-2021

2021	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,33**	0,37**	0,35*	0,24**	0,51**
Exploitent les enfants		1	0,59**	0,50**	0,38**	0,70**
Vivent de vols et de trafics			1	0,58**	0,49**	0,79**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,46**	0,72**
Pas des Français comme les autres					1	0,66**
2019	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,36**	0,41**	0,40**	0,29**	0,56**
Exploitent les enfants		1	0,62**	0,54**	0,37**	0,72**
Vivent de vols et de trafics			1	0,57**	0,50**	0,79**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,43**	0,74**
Pas des Français comme les autres					1	0,64**
2018	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,43**	0,50**	0,50**	0,34**	0,62**
Exploitent les enfants		1	0,66**	0,62**	0,41**	0,75**
Vivent de vols et de trafics			1	0,66**	0,48**	0,83**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,47**	0,80**
Pas des Français comme les autres					1	0,62**

* La corrélation est significative au niveau 0.05.

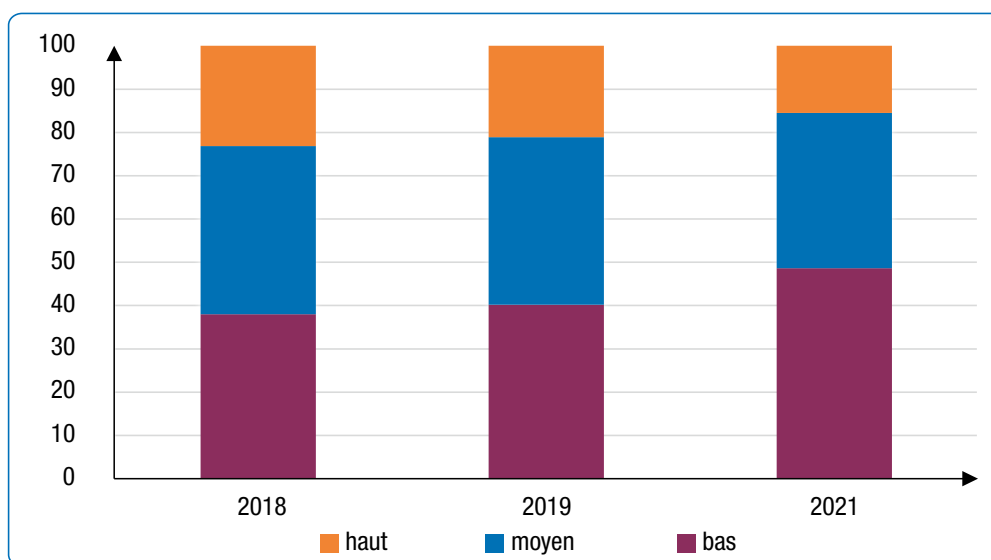
** La corrélation est significative au niveau 0.01.

Source : Baromètres CNCDH en ligne. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Les questions et les échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle de romaphobie.

Cette échelle d'attitude envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants par niveau de préjugés, du plus bas au plus élevé, le haut de l'échelle regroupant les sondés qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, qui considèrent les Roms comme des voleurs, des nomades, et des exploiters d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France. La figure 4.2 compare les niveaux de romaphobie en 2018, 2019 et 2021. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin de 2014, la proportion de notes élevées passant de 23 % à 15 %, et le pourcentage de notes basses (et donc moins racistes) a sensiblement progressé, passant de 38 % en 2018 à 40 % à fin 2019, pour monter à 49 % en 2021 (figure 4.2).

Figure 4.2.

Échelle de romaphobie, novembre 2018, novembre 2019 et mars 2021 (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme dans l'ensemble du pays. Notre échantillon n'est pas suffisamment large pour pouvoir observer des différences d'un département ou d'une région à l'autre, mais il permet quand même de comparer par grandes régions. L'Est de la France et le Sud-Ouest ont le niveau de romaphobie le plus bas, suivis par le Bassin parisien, l'Ouest et le Sud-Est. C'est dans le Nord que l'hostilité est la plus forte.

1.1.2.4.5. La stabilité des facteurs explicatifs des préjugés romaphobes

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans les deux parties précédentes de ce chapitre. Le tableau 4.3 présente les facteurs sociologiques d'analyse des préjugés. Comme vu précédemment, 51 % de la population obtient des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie en mars 2021. Il s'agit d'une baisse de -11 points par rapport à 2018. Le tableau 4.3 indique les variations

de ce pourcentage en fonction de plusieurs variables socio-démographiques, spécifiques à la sociologie du racisme. Le tableau souligne les différences entre les trois dernières enquêtes en ligne considérées.

Tableau 4.3.
Facteurs explicatifs de la romaphobie (en %)

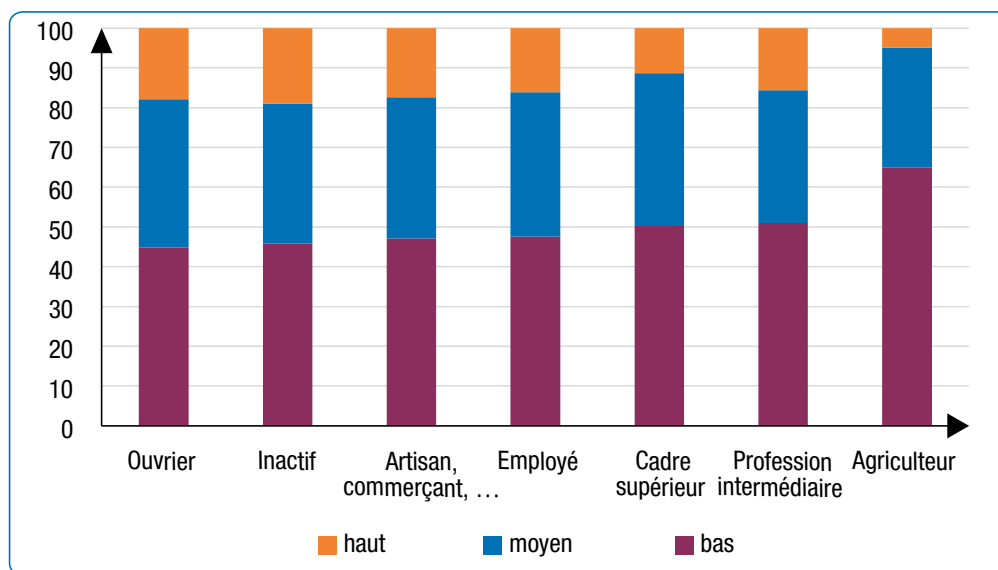
% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	2018	2019	2021
SEXE			
Homme	63	59	55
Femme	61	61	47
AGE			
18-24 ans	45	53	39
25-34 ans	66	51	42
35-44 ans	61	57	51
45-59 ans	60	61	54
60 ans +	67	67	54
DIPLÔME			
Moins que le bac	67	67	59
Bac	67	61	50
Bac + 2	56	53	52
Bac + 3	48	47	43
CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (ancienne profession des retraités et chômeurs recodée)			
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	66	65	53
Cadre supérieur	50	53	50
Profession intermédiaire	59	55	49
Employé	67	63	52
Ouvrier	71	61	55
Inactif	56	64	54
ÉCHELLE Gauche/Droite			
Gauche (1,2)	43	45	29
Centre gauche (3)	49	40	33
Centre (4)	62	59	50
Centre droit (5)	73	68	61
Droite (6,7)	83	83	74
REVENUS MENSUELS			
Moins de 1400 euros	54	57	45
1400-2000 euros	62	60	51
2000-3000 euros	69	62	51
3000 euros	62	57	54
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	75	58	51
Occasionnel	64	65	61
Non pratiquant	68	67	58
Autre religion	52	49	47
Sans religion	58	55	44

% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	2018	2019	2021
SITUATION ECONOMIQUE RESSENTIE			
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait d'accord	72	71	59
Plutôt d'accord	59	58	55
Plutôt pas	54	52	43
Pas du tout	59	51	47
Ensemble	62	60	51

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Un premier phénomène frappant est que, si la distribution de l'hostilité anti-Roms par classes d'âge était encore confuse en 2019, la corrélation est beaucoup plus nette en mars 2021. L'hostilité aux Roms augmente désormais avec l'âge, comme le montrent également les études portant sur les autres formes de racisme, et est sans différence à partir de 45 ans : les jeunes sont plus exposés à des sources de dé-stigmatisation. Elle s'avère également liée au genre, les femmes étant moins hostiles que les hommes, avec une différence de 8 points. Elle monte quand le niveau d'éducation baisse et, de façon encore plus marquée que dans les années précédentes, quand le sentiment de déclassement est plus aigu.

Figure 4.3. Échelle de romaphobie par catégorie socioprofessionnelle, mars 2021 (%)



*Retraités et chômeurs classés en fonction de leur ancienne profession.

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Lorsque l'on regarde les changements d'attitude par catégories socioprofessionnelles, on observe que, si la tendance générale est à la réduction des scores hauts et moyens de romaphobie, certaines catégories « bougent » plus que les autres. C'est surtout parmi les ouvriers (- 16 points depuis 2018), les agriculteurs (- 15%) et les employés (- 14%) que la diminution de l'hostilité aux Roms est la plus importante.

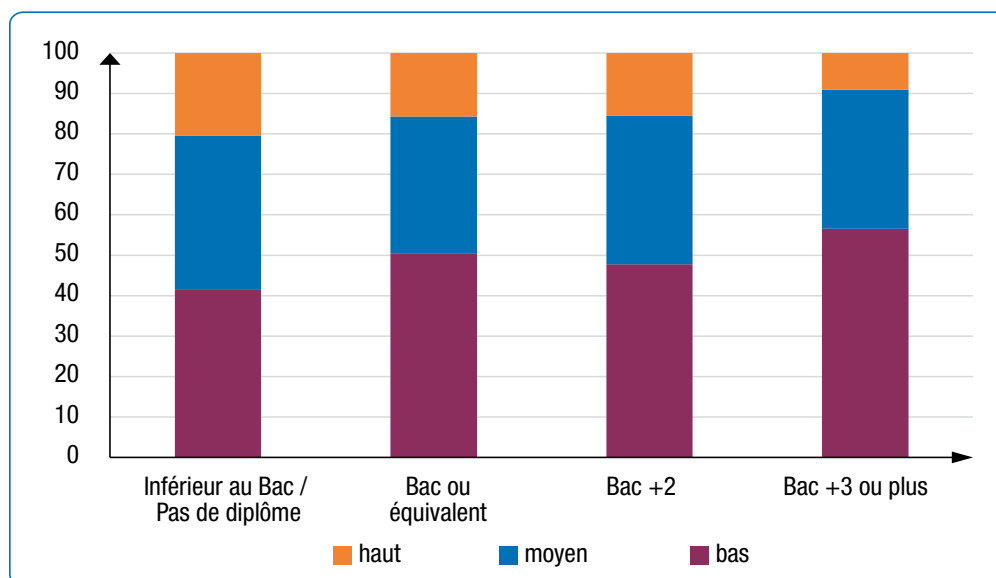
Le sentiment d'insécurité économique exerce un impact significatif sur les opinions exprimées à propos des Roms. C'est en effet surtout chez ceux qui jugent vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* » qu'on trouve les sentiments les plus hostiles à l'égard des Roms (et plus généralement un fort niveau d'ethnocentrisme). La relation est linéaire, confirmée dans les trois vagues du sondage en ligne analysées. En 2021, il y a 12 points d'écart entre ceux dont la situation économique ressentie est pire qu'il y a quelques années et ceux pour lesquels rien n'a changé. Certes, il y avait 20 points d'écarts en 2019. Mais l'écart reste important, et la relation linéaire entre aggravation perçue des conditions de vie et opinion négative sur les Roms montre la force structurante du sentiment de déclassement : ceux qui ressentent une détérioration de leur condition ont tendance à percevoir les Roms comme étranges, méchants et dangereux, comme des « privilégiés », des bénéficiaires d'une aide imméritée, des assistés favorisés ¹²².

Plus généralement, les dernières années mettent en lumière le rôle croissant joué par l'éducation et l'âge comme facteurs de structuration des préjugés contre les Tsiganes. L'hostilité aux Roms, comme plus largement le rejet de toutes les minorités (voir parties précédentes), baisse lorsque le diplôme s'élève. Mais l'effet du diplôme varie selon l'année considérée et le niveau d'étude. Si en 2018 seulement 32,5 % des personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat ou sans diplôme avaient un niveau bas d'hostilité contre les Roms, aujourd'hui ce taux est monté à 41,5 %. Et pour ceux qui ont un niveau baccalauréat ou équivalent, ce pourcentage est monté de 33 % en 2018 à 50,5 % en 2021 : autrement dit, les augmentations les plus significatives de la tolérance à l'égard des Roms se sont produites principalement parmi les personnes ayant les niveaux d'éducation les plus bas, tandis que le pourcentage de personnes ayant des niveaux d'éducation plus élevés et des attitudes moins hostiles a augmenté de manière beaucoup moins importante.

Ces préjugés envers les Roms sont aussi beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 81 % des sympathisants du Rassemblement national (85,5 % en 2018), 68 % de ceux du parti Les Républicains sont hostiles aux Roms en mars 2021. Si les sympathisants de La République en marche ont un niveau bas d'hostilité de 51 % (37 % en 2019), ils se positionnent juste à côté de ceux qui déclarent de n'avoir aucune sympathie partisane. À gauche, la proportion de sondés avec un bas niveau de romaphobie augmente quand on passe du Parti communiste (62 %) à Europe Écologie Les Verts et au Parti socialiste (67 %) et chez les proches des partis d'extrême gauche (70 %, figure 4.5).

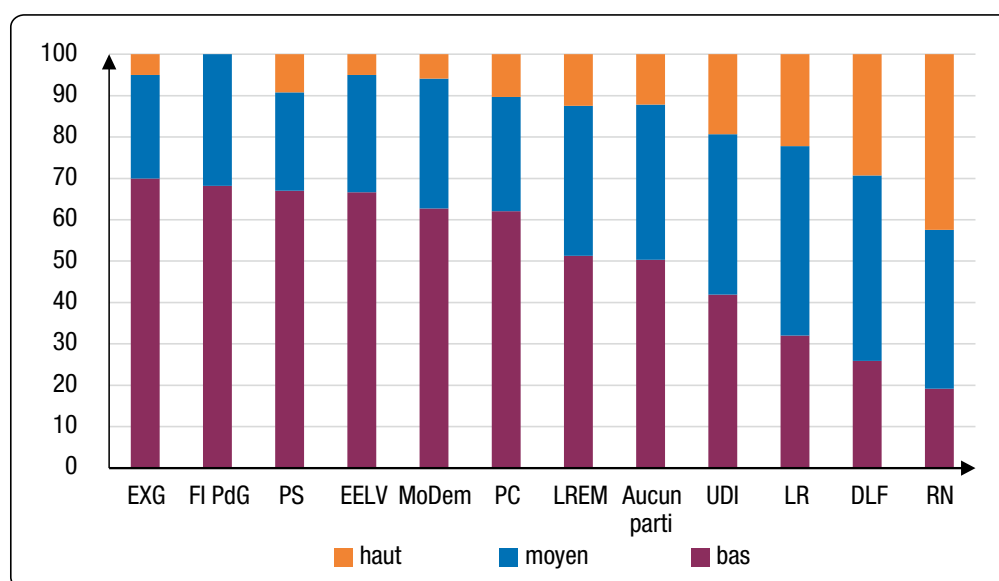
122. Déjà, en 2013, l'étude qualitative menée par CSA pour la CNCDH mettait en lumière un sentiment d'hostilité lié à une représentation des Roms comme des « *parasites* » profitant du système d'aide sociale, qui s'enrichiraient en France pour mieux accumuler les richesses dans « *leur pays* » (comme s'ils étaient par définition tous étrangers), grâce notamment aux aides au retour. Il s'agit d'un ensemble de préjugés tenaces et anciens, très structurés par le sentiment de vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* » et qui ont été documentés depuis longtemps dans plusieurs pays européens. Tommaso Vitale, Enrico Claps, « Not Always the Same Old Story : Spatial Segregation and Feelings of Dislike against Roma and Sinti in Large Cities and Medium-size Towns », in Michael Stewart, Márton Rövid (dir.), *Multi-Disciplinary Approaches to Romany Studies*, Budapest, CEU Press, 2010, p. 228-53.

Figure 4.4. Échelle de romaphobie par diplôme (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Dernier diplôme obtenu.

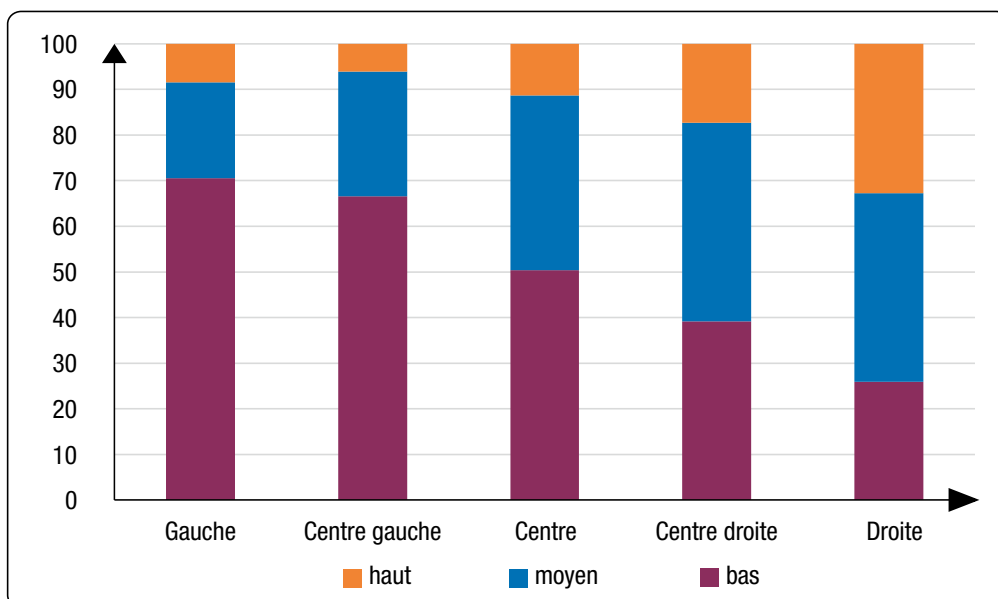
Figure 4.5. Échelle de romaphobie par proximité partisane (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

La figure 4.6 montre la répartition des scores selon l'auto-positionnement politique (en cinq positions); si, en 2019, on observait des niveaux plus bas d'hostilité chez les personnes positionnées au centre-gauche (60 % de notes basses sur l'échelle de romaphobie) par rapport à celles de gauche (55 %), aujourd'hui on observe une progression linéaire de l'hostilité aux Roms à mesure qu'on se déplace vers la droite de l'axe gauche-droite. On remarque aussi que la proportion de scores élevés de romaphobie chez les personnes se classant à droite a baissé de 42 % à 33 %.

Figure 4.6. **Échelle de romaphobie par auto-positionnement politique en cinq positions (%)**



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

On remarque de même que les sentiments négatifs envers les Roms sont un peu plus fréquents que la moyenne (51 % de scores élevés dans l'échantillon) chez les catholiques occasionnels (+ 10 %) et chez les catholiques non pratiquants (+7 %). Les catholiques pratiquants s'alignent sur la moyenne en 2021, alors qu'ils étaient beaucoup plus hostiles en 2018 (75 % par rapport à une moyenne de 62 %). Cette baisse peut être mise en lien avec l'engagement renouvelé des associations catholiques, et notamment le Secours Catholique, pour promouvoir des occasions de rencontre et de sociabilité avec les Roms ainsi que des formes d'aide matérielle. En revanche, les non-croyants (44 %) et les croyants d'une autre religion (47 %) sont globalement moins hostiles aux Roms, comme en 2019 et 2018.

On peut croiser l'échelle de romaphobie avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée dans ce chapitre (1.1.2.2). Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les scores de romaphobie progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente des minorités en général. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont de pair ; un résultat qui mérite d'être souligné. *A contrario*, ce sont les personnes les moins ethnocentriques qui font preuve de plus d'ouverture d'esprit à l'égard de la minorité Rom.

Ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms et ses évolutions au cours des dernières années. Encore faut-il pouvoir mesurer la part respective des effets de chaque variable. Est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou bien le niveau d'éducation, ou encore le revenu familial ? Ou bien les processus de socialisation structurants, comme les expériences d'études et de travail à l'étranger ? Le niveau d'éducation exerce-t-il toujours un impact significatif si on prend en compte la région de provenance ?

Tableau 4.4.

**Variables prédictives des sentiments hostiles aux Roms
(Régression logistique)**

	Coefficient		p-value
DIPLÔME			
Inférieur au Bac / Pas de diplôme	0,55	***	0
Bac ou équivalent	0,15		0,285
Bac + 2	0,34	**	0,022
Bac + 3 ou plus (Ref.)			
REVENUS MENSUELS			
Moins de 1.400 euros	– 0,54	***	0,001
1.400 à 2.000 euros	– 0,27	*	0,068
2.000 à 3.000 euros	– 0,19		0,137
Plus de 3.000 euros (Ref.)			
Je préfère ne pas répondre	0,01		0,97
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	– 0,24		0,373
Occasionnel	0,29		0,109
Non pratiquant	0,3	***	0,007
Autre religion	0,04		0,837
Sans religion (Ref.)			
ÉCHELLE Gauche /Droite			
Gauche (1,2)	– 1,82	***	0
Centre gauche (3)	– 1,58	***	0
Centre (4)	– 1	***	0
Centre droit (5)	– 0,57	***	0,001
Droite (6,7) (Ref.)			
Non-réponse	– 0,39		0,683
SITUATION ECONOMIQUE RESSENTIE			
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait	0,4	**	0,026
Plutôt	0,25		0,145
Plutôt pas	– 0,2		0,241
Pas du tout (Ref.)			
Constante	0,65	***	0,002

Seuils de significativité statistique retenus : * P < 0,1 ; ** P < 0,05 ; *** P < 0,01.

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Nous avons, dans cette perspective, contrôlé l'effet propre de chaque variable sur la romaphobie avec plusieurs modèles de régression logistique. À partir des variables socio-démographiques (âge, sexe, parcours migratoire familial éventuel, niveau d'éducation), on a introduit nos indicateurs « pas-à-pas » (stepwise) : le revenu, la catégorie socioprofessionnelle, la pratique religieuse, et – pour finir – le positionnement politique. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms (mesurés par des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie) : la variable indépendante est donc représentée par les niveaux moyen ou élevé des scores sur l'échelle de romaphobie. Cette analyse montre avant tout que ni le genre, ni l'âge ni la catégorie socioprofessionnelle n'ont d'effets significatifs une fois contrôlés par l'ensemble de facteurs. Seuls le niveau d'éducation, le revenu, le positionnement politique, la situation économique ressentie et la pratique religieuse gardent un impact statistiquement significatif, c'est-à-dire qu'ils ont une influence sur la probabilité d'éprouver ou non des sentiments négatifs à l'encontre des Roms, toutes choses égales par ailleurs. Les variables les plus significatives dans la structuration de l'hostilité anti-Tsiganes sont un bas niveau d'éducation, un bas niveau de revenu et le fait d'avoir l'impression de vivre moins bien qu'avant, ainsi que le fait d'être catholique et non pratiquant. Comme prévu, on voit aussi que l'hostilité contre les Roms dépend de l'orientation politique. Même en contrôlant par les facteurs socio-économiques, le revenu et le niveau d'éducation, l'impact de l'autopositionnement politique reste très significatif. Plus on est à gauche, plus la probabilité de ne pas avoir un haut niveau d'hostilité envers les Roms est forte.

1.1.2.4.6. La mémoire du génocide comme enjeu commun et fédérateur

En 2016, en analysant les données de l'enquête d'octobre, on notait que de moins en moins de personnes considéraient les Tsiganes, les Roms et les Gens du voyage comme les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19 % en 2013, contre 2,3 % dans les deux vagues de 2016 (janvier et octobre). C'est la raison pour laquelle cette question n'a pas été reposée. Mais au cours des trois dernières années se sont développées d'importantes mobilisations politiques et associatives visant à mieux reconnaître et conserver la mémoire de l'extermination des différents groupes tsiganes/roms pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit donc de vérifier si le rapport de la société française à ces événements a changé. La part de répondants en ligne estimant qu'on ne parle « pas assez » de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale était de 42 % en octobre 2016. En novembre 2017 elle restait stable à 42 %. Elle est montée à 48 % en 2018, puis a baissé ensuite à 46 % en 2019 et à 44 % en 2021. La petite hausse de cette opinion au cours de l'année 2017 est en partie liée au discours de François Hollande au camp de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), qui rendait hommage aux Tsiganes internés jusqu'en 1946. Elle témoigne de l'importance des campagnes et des mobilisations pour la reconnaissance des Roms, ainsi

que de la lutte contre les stéréotypes qui les stigmatisent¹²³. Sa baisse en 2019 et 2021 montre, en revanche, que beaucoup de travail reste à faire pour bâtir la mémoire des enfermements, des restrictions à la mobilité, des persécutions, des expropriations, des déportations et des exterminations, ainsi que des formes de résistance. Le génocide des Tsiganes risque d'être oublié, et la réduction des préjugés à leur égard ne va pas nécessairement s'accompagner d'un sérieux travail de mémoire historique commune. Comme on pouvait s'y attendre, plus le niveau de romaphobie est élevé, plus les répondants pensent qu'on parle trop de l'extermination des Tsiganes et des Roms, pendant la Seconde Guerre mondiale (27 % de ceux qui ont un score haut de romaphobie, mais seulement 4 % de ceux qui ont un score bas) ; mais seulement 57 % de ceux qui ont un bas niveau de romaphobie pensent qu'on n'en parle « pas assez ». Bien évidemment, la propension à avoir le sentiment qu'on ne parle pas assez de la persécution des Tsiganes et des Roms est aussi liée au niveau d'ethnocentrisme, et 70 % des sondés qui ont le niveau le plus bas d'ethnocentrisme (scores 1 et 2 sur une échelle de 1 à 10) déclarent qu'on n'en parle pas assez, pourcentage qui tombe à 22 % chez ceux qui ont les scores les plus élevés.

De nombreuses voix, en Europe et en France, demandent désormais la création d'une fondation pour la mémoire du génocide contre les Roms, jusqu'ici presque ignoré dans le discours public et les manuels scolaires d'histoire¹²⁴. Les appels d'intellectuels, d'élus et de militants européens à promouvoir la recherche historique, le recueil de témoignages et la constitution d'archives se multiplient. Des mobilisations se développent également pour construire ou revendiquer un travail de mémoire fondé sur la construction de mémoriaux, l'organisation d'expositions et de commémorations¹²⁵. La révision des programmes scolaires et la formation d'enseignants font partie de cet effort, notamment grâce au réseau Canopé¹²⁶. Ces mobilisations vont de pair avec les initiatives prises par des associations pour lutter contre l'idée que les Roms auraient une « culture déficiente » et besoin de soutiens spéciaux ou de mesures extérieures au cadre du droit commun. Elles visent aussi à créer des liens et à mettre en équivalence des situations de discrimination et de racisme, pour une convergence des mobilisations contre les discriminations¹²⁷.

123. On pense, par exemple, à la tribune dans *Le Monde* au moment de la journée de la Mémoire 2017, « Il faut créer une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms », *Le Monde*, 26 janvier 2018.

124. Ilsen About, Mathieu Pernot, Adèle Sutre (dir.), *Mondes tziganes. Une histoire photographique, 1860-1980*, Arles, Actes Sud, 2018.

125. Voir à ce sujet : <http://www.egam.eu/pour-la-creation-dune-fondation-europeenne-pour-la-memoire-du-genocide-contre-les-roms>

126. Opérateur public présent sur l'ensemble du territoire, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, Réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimé, web, mobile, TV), répondant aux besoins de la communauté éducative. Voir à ce sujet : <https://www.reseau-canope.fr/educuer-contre-le-racisme-et-lantisemitisme/racisme-anti-roms.html>

127. C'est le cas, par exemple, des mobilisations communes pour dénoncer les difficultés persistantes à faire accepter l'inscription des enfants dans certains collèges et écoles primaires : à titre d'exemple, on peut citer la campagne #Ecolepour tous qui rassemble enfants et jeunes « du voyage », mineurs isolés étrangers, enfants ou parents vivant en bidonville, squat ou hôtel social. Dans le manifeste de la campagne on peut lire : « En partageant nos histoires, nous avons découvert que cette commune expérience de l'exclusion scolaire nous rassemblait et nous donnait la force de réclamer ensemble le droit à nouveau de rêver, pour nous, et pour les enfants et les jeunes qui nous ressemblent ». Voir à ce sujet : <https://ecolepour tous.org>